

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL
DU 26 JUIN 2014
PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAADSZITTING
VAN 26 JUNI 2014

Etaient présents/waren aanwezig : M./deh. De Decker, Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter;

MM./de hh. Cools, Dilliès, Sax, Mmes/Mevr. Maison, Gol-Lescot, M./de h. Biermann, Mmes/Mevr. Delwart, Roba-Rabier, échevins/schepenen;

Mmes/Mevr. Gustot, Fraiteur, Verstraeten, Fremault, MM./de hh. De Bock, Vanraes, Mme/Mevr. François, M./de h. Toussaint, Mmes/Mevr. de T'Serclaes, Bakkali, MM./de hh. Desmet, Hayette, Mmes/Mevr. Francken, Delvoye, M./de h. Reynders, Mme/Mevr. Van Offelen, MM./de hh. Bruylant, Hublet, Mme/Mevr. Baumerder, M./de h. Minet, Mmes/Mevr. Ledan, Zawadzka, Charles-Duplat, conseillers/gemeenteraadsleden;

M./de h. Parmentier, secrétaire communal f.f./dewnd. Gemeenteraadsleden.

Absents en début de séance/ : M./de h. Vanraes, Mme/Mevr. Bakkali.

Se sont fait excuser/hebben zich verontschuldigd : Mme/Mevr. Dupuis, MM/de hh. Martroye de Joly, Wyngaard, Mme/Mevr. Culer, MM./de hh. Cornelis, Cadranel, Wagemans, Zygas, Mme/Mevr. De Brouwer.

- La séance est ouverte à 19h24 –

- De zitting is geopend om 19u24 -

Objet A : **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22 mai 2014.**

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22 mai 2014 est déposé sur le bureau. S'il ne donne pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, il sera considéré comme approuvé à l'unanimité.

Onderwerp A : **Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 22 mei 2014.**

De proces-verbalen van de gemeenteraadszitting van 22 mei 2014 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

1B – 1 **Intercommunale d'Inhumation.- Démission d'un administrateur et d'un délégué aux assemblées générales.- Remplacements.**

M./de h. Desmet souhaite savoir pourquoi la représentation ucquoise dans cette instance est passée de deux à une personne.

M. le Président/de h. Voorzitter répond qu'un délégué peut être administrateur et qu'il est apparemment déjà assez difficile pour les représentants ucquois d'assister à toutes les réunions de cette intercommunale en raison de leur concomitance avec les séances du Conseil communal. Néanmoins, un changement pourra être opéré en cours de route si le besoin s'en fait sentir.

M./de h. Desmet précise que le groupe Ecolo s'abstiendra sur ce point.

Le point est adopté par 25 voix pour et 5 abstentions.

Se sont abstenus : M. Desmet, Mme Francken, M. Minet, Mmes Ledan, Zawadzka.

Objet 1B – 1 : Intercommunale d'Inhumation.- Démission d'un administrateur et d'un délégué aux assemblées générales.- Remplacements.

Le Conseil,

Vu sa décision du 27 octobre 2005, d'adhérer à l'Intercommunale d'Inhumation;

Vu les statuts de cette intercommunale qui prévoient notamment que les communes associées sont représentées au Conseil d'administration par un membre, ainsi que par un délégué aux assemblées générales;

Attendu qu'en séance du 25 avril 2013, l'Assemblée a proposé la candidature de Mme Carine Gol-Lescot, Echevin, en qualité d'administrateur et celle de Mme Sophie François, Conseiller communal, en qualité de délégué aux assemblées générales de l'Intercommunale;

Considérant que les intéressées présentent la démission de leurs mandats;

Que le groupe politique auquel appartiennent Mmes Gol-Lescot et François, présente la candidature de M. Jérôme Toussaint, Conseiller communal, pour les remplacer;

Vu les articles 100 et 120 de la nouvelle loi communale,

Désigne, par 25 voix pour et 5 abstentions, M. Jérôme Toussaint, Conseiller communal, domicilié avenue Wolvendael, 1 - boîte 7, en qualité :

- d'administrateur au sein du Conseil d'Administration de l'Intercommunale d'Inhumation;

- de délégué aux assemblées générales de ladite intercommunale.

Le Conseil communal se réserve le droit de retirer ces mandats en tout temps.

Onderwerp 1B – 1 : Intercommunale voor Teraardebestelling.- Ontslag van een bestuurder en van een afgevaardigde bij de algemene vergaderingen.- Vervangingen.

De Raad,

Gelet op zijn beslissing van 27 oktober 2005, om toe te treden tot de Intercommunale voor Teraardebestelling;

Gelet op de statuten van deze intercommunale die voorzien dat de geassocieerde gemeenten in de Raad van bestuur en algemene vergadering vertegenwoordigd worden;

Aangezien in zitting van 25 april 2013, de Gemeenteraad de kandidatuur heeft voorgesteld van Mevr. Carine Gol-Lescot, Schepen, als bestuurder en deze van Mevr. Sophie François, Gemeenteraadslid, als afgevaardigde bij de algemene vergaderingen van de Intercommunale;

Overwegende dat de betrokkenen het ontslag uit hun mandaat indienen;

Dat de politieke groep waartoe Mevr. Gol-Lescot en François behoren, de kandidatuur voorstelt van de h. Jérôme Toussaint, Gemeenteraadslid, om hen te vervangen;

Gelet op de artikels 100 en 120 van de nieuwe gemeentewet,

Duidt, met 25 stemmen voor en 5 onthoudingen, de h. Jérôme Toussaint, Gemeenteraadslid, wonende Wolvendaellaan, 1 - bus 7, aan :

- als bestuurder in de Raad van bestuur van de Intercommunale voor Teraardebestelling;

- als afgevaardigde bij de algemene vergaderingen van deze intercommunale.

De Gemeenteraad behoudt zich het recht voor deze mandaten ten allen tijde in te trekken.

Objet 1C – 1 : Eglise Saint-Pierre.- Modifications budgétaires 2014.- Avis.

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 6 septembre 2012, le Conseil communal a fixé l'intervention communale à 200.000 € pour la première phase des travaux extérieurs de l'Eglise Saint-Pierre;

Vu qu'un montant de 60.000 € a été engagé en 2012 en complément des 140.000 € engagés et disponibles dès le budget 2007;

Attendu que ce montant n'a pas encore été liquidé en 2013;

Vu le retard considérable des travaux sur le site, les subsides extraordinaires de la Commune n'ayant pas été affecté, le dit montant est reporté au budget 2014;

Attendu que l'église Saint-Pierre a fait parvenir des demandes de modifications budgétaires pour ce budget;

Vu les résultats de ces dernières tels qu'ils ont été présentés par l'Administration fabricienne :

Fabrique d'église	Augmentation des recettes	Augmentation des dépenses	Diminution des recettes	Diminution des dépenses	Remarques
Saint-Pierre	554.788,41 €	554.788,41 €	-	-	-

Décide, en vertu de l'article premier de la loi du 5 mars 1870 sur le temporel des cultes, d'émettre un avis favorable à l'approbation par la Tutelle de ces modifications budgétaires 2014.

Onderwerp 1C – 1 : Sint-Pieterskerk.- Begrotingswijzigingen 2014.- Advies.

De raad,

Aangezien de gemeenteraad op 6 september 2012 de gemeentelijke tussenkomst heeft vastgelegd op € 200.000 voor de eerste fase van de werken aan de buitenkant van de Sint-Pieterskerk;

Aangezien een bedrag van € 60.000 werd voorzien in 2012 als aanvulling op € 140.000 die voorzien en beschikbaar was sinds de begroting 2007;

Aangezien dit bedrag nog niet werd vereffend in 2013;

Gelet op de aanzienlijke vertraging van de werken en het feit dat de buitengewone subsidies van de gemeente nog niet werden toegekend, wordt dit bedrag verschoven naar de begroting 2014;

Aangezien de Sint-Pieterskerk aanvragen voor begrotingswijzigingen voor dit budget heeft overgemaakt;

Gelet op de resultaten van deze laatste zoals ze werden voorgelegd door het bestuur van de kerkfabriek :

Kerkfabriek	Verhoging van de ontvangsten	Verhoging van de uitgaven	Vermindering van de ontvangsten	Vermindering van de uitgaven	Opmerkingen
Sint-Pieter	€ 554.788,41	€ 554.788,41	-	-	-

Beslist krachtens artikel 1 van de wet van 5 maart 1870 op het tijdelijke der erediens ten een gunstig advies te verlenen aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van deze begrotingswijzigingen 2014.

Objet 1E – 1 : Octroi du titre de citoyen d'honneur à M. François Englert.

M. le Président/de h. Voorzitter souligne combien la Commune est honorée de compter parmi ses habitants le Professeur Englert, prix Nobel de physique. Il va donc de soi que le titre de citoyen d'honneur soit accordé à une si haute personnalité.

Objet 1E – 1 : **Octroi du titre de citoyen d'honneur à M. François Englert.**

Le Président expose :

"M. François Englert, né le 6 novembre 1932 à Etterbeek, est citoyen d'Uccle depuis 1975. Il effectue ses études secondaires à l'athénée royal de Koekelberg avant d'intégrer la Faculté des sciences exactes et polytechnique de l'ULB. Il a obtenu un diplôme d'ingénieur civil électricien mécanicien en 1955, puis une licence de physique en 1957 et un doctorat l'année suivante;

Il part ensuite aux Etats-Unis où il travaille sous la direction de Robert Brout. En 1961, il revient en Belgique et est nommé chargé de cours, puis professeur. Il est à la tête du service de physique théorique et devient, en 1998, professeur émérite à l'Université libre de Bruxelles (ULB);

Il est aussi "Sackler Professor by Special Appointment" dans l'université de Tel-Aviv;

Il a été récompensé, aux côtés de Robert Brout et Peter Higgs, par le Particle Prize de la European Physical Society en 1997 et par le Prix Wolf de physique en 2004 pour l'hypothèse du boson de Higgs, dont l'enjeu majeur de la recherche en physique des particules en 2008;

Il a reçu le Prix Francqui en 1982 et est élevé à la dignité de commandeur de Mérite wallon en septembre 2012;

Il reçoit aux côtés de Peter Higgs le prix Prince des Asturies de Recherche scientifique et technique en 2013;

Le Roi Albert II lui accorde, en 2013, le titre de Baron;

Il est le lauréat, en 2013, du Prix Nobel de physique, conjointement avec le Britannique Peter Higgs, pour ses travaux dans la détection d'un boson, connu sous le nom de boson de Higgs;

Ses principales contributions touchent à la physique des particules, à la théorie des cordes et à la cosmologie.

En date du 19 mars 2014, le Collège a marqué son accord pour l'attribution du titre honorifique de citoyen d'honneur de la commune d'Uccle à M. François Englert."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale,

Vu la décision du Collège du 19 mars 2014;

Ratifie la décision du Collège du 19 mars 2014.

Onderwerp 1E – 1 : **Toekenning van de titel ereburger aan de h. François Englert.**

De Voorzitter licht toe :

"De h. François Englert, geboren op 6 november 1932 te Etterbeek, woont sinds 1975 in Ukkel. Hij ging naar het Koninklijk Atheneum Koekelberg en vervolgens naar de faculteit Exacte Wetenschappen en Polytechniek van de ULB. Hij studeerde af als werktuigkundig-elektrotechnisch ingenieur in 1955 en behaalde daarna een licentiaat in de fysica in 1957 en het jaar erop een doctoraat.

Hij vertrok naar de VS om er te werken onder de leiding van Robert Brout. In 1961 keerde hij terug naar België waar hij werd aangesteld als lesgever en daarna professor. Hij stond aan het hoofd van het departement theoretische fysica en werd in 1998 professor-emeritus aan de Université libre de Bruxelles (ULB).

Hij is eveneens "Sackler Professor by Special Appointment" van de universiteit van Tel-Aviv.

Naast de zijde van Robert Brout en Peter Higgs ontving hij de Particle Prize van de European Physical Society in 1997 en de Wolf Prize in Physics in 2004 voor hun theorie over het higgsboson met de belangrijke zoektocht in fysica naar deeltjes in 2008.

Hij ontving eveneens de Prix Francqui in 1982 en in september 2012 kreeg hij de onderscheiding Commandeur van de Waalse Orde van Verdienste.

Naast de zijde van Peter Higgs kreeg hij de Prins van Asturiëprijs voor wetenschappelijk onderzoek en techniek in 2013.

Koning Albert II heeft hem de titel van baron toegekend in 2013.

In 2013 kreeg hij samen met de Brit Peter Higgs de Nobelprijs voor natuurkunde voor zijn onderzoek in de ontdekking van het boson, gekend onder de naam het Higgsboson;

Zijn voornaamste bijdrages gaan over de fysica van deeltjes, de snaartheorie en kosmologie.

Op 19 maart 2014 heeft het college beslist de titel van ereburger van de gemeente Ukkel toe te kennen aan de h. François Englert."

De Raad,

Gelet op deze toelichting;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van 19 maart 2014,

Bekrachtigt de beslissing van het college van 19 maart 2014.

Objet 1E – 2 : Don d'un tableau (La Maison de Maurice) par le peintre Jean-Pierre Hostier à l'occasion de son exposition au Doyenné-Maison des Arts d'Uccle, du 8 au 18 mai 2014.

Le Conseil,

Vu que le peintre Jean-Pierre Hostier a exposé ses œuvres au Doyenné-Maison des Arts d'Uccle, avec le soutien de la Commune d'Uccle du 8 au 18 mai 2014;

Vu qu'il lui a été proposé de faire don à la Commune d'Uccle d'un de ses tableaux;

Vu qu'il propose de faire don du tableau "La Maison de Maurice", peinture 32 x 40 cm;

Vu que le Collège a accepté le principe de ce don en séance 23 mars 2014,

Décide d'accepter le don de Monsieur Jean-Pierre Hostier.

Onderwerp 1E – 2 : Gift van een schilderij (La Maison de Maurice) door schilder Jean-Pierre Hostier ter gelegenheid van zijn tentoonstelling in de Dekenij-Kunstenhuis van Ukkel van 8 tot 18 mei 2014.

De Raad,

Aangezien schilder Jean-Pierre Hostier zijn werken heeft tentoongesteld in de Dekenij-Kunstenhuis van Ukkel met de steun van de gemeente Ukkel van 8 tot 18 mei 2014;

Aangezien hem werd gevraagd één van zijn schilderijen te doneren aan de gemeente Ukkel;

Aangezien hij het schilderij "La Maison de Maurice", van 32 x 40 cm heeft voorgesteld;

Aangezien het college het principe voor deze gift heeft goedgekeurd op 23 maart 2014,

Beslist de gift van de heer Jean-Pierre Hostier te aanvaarden.

Objet 2B – 1 : Environnement.- Marchés publics.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, de décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins fixant les conditions des marchés.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestres et échevins suivantes :

- 14 mai 2014 - Mission d'étude et de conseil : accompagnement énergétique des services communaux - 40.000 € (T.V.A. comprise) - Article 879/747-60/93 - Emprunt;
- 21 mai 2014 - Mission d'étude et de conseil : mission d'étude et d'encadrement pour l'aménagement spécifique du site de l'étang de pêche et des terrains avoisinants, rue de Linkebeek - 43.000 € (T.V.A. comprise) dont 25.000 € de subsides Agenda 21 - Article 879/747-60/93 - Emprunt et subsides.

Onderwerp 2B – 1 : **Milieu.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Kennisgeving van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.#**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 14 mei 2014 - Studie- en adviesopdracht : energiebegeleiding van de gemeentediensten - 40.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 879/747-60/93 - Lening;
- 21 mei 2014 - Studie- en adviesopdracht voor de specifieke aanleg van de visvijver en de aanpalende terreinen in de Linkebeekstraat - 43.000 € (B.T.W. inbegrepen) waarvan 25.000 € subsidies - Artikel 879/747-60/93 - Lening en subsidies.

Objet 2B – 2 : **Convention subvention Agenda 21 de Bruxelles Environnement pour le projet d'aménagement spécifique du site de l'étang de pêche et des terrains avoisinants, rue de Linkebeek.- Exercice 2014.**

Le Conseil,

Vu la décision de l'assemblée en sa séance du 29 janvier 2014 d'autoriser l'introduction d'un dossier de candidature Agenda 21 auprès de Bruxelles Environnement pour une étude sur l'avenir et l'aménagement de l'étang de pêche et des terrains avoisinants situés rue de Linkebeek;

Vu le courrier du 3 avril 2014 annonçant la décision du jury d'octroyer un montant de 25.000 € pour l'étude en question;

Considérant que le Gouvernement a approuvé l'octroi de ce subside à la Commune d'Uccle pour l'année 2014;

Vu la convention entre Bruxelles Environnement et la Commune d'Uccle précisant les dispositions liées à cette subvention;

Considérant que la première tranche du subside (10.000 €) sera versée à la remise de la convention signée,

Approuve la présente convention.

Onderwerp 2B – 2 : **Subsidieovereenkomst Agenda 21 van Leefmilieu Brussel voor het project voor de specifieke aanleg van het terrein van de visvijver en de aanpalende terreinen in de Linkebeekstraat.- Dienstjaar 2014.**

De Raad,

Gelet op de beslissing van de vergadering van 29 januari 2014 om toe te laten dat bij Leefmilieu Brussel een dossier voor kandidaatstelling Agenda 21 wordt

ingediend voor een studie over de toekomst en de aanleg van de visvijver en de aanpalende terreinen in de Linkebeekstraat;

Gelet op het schrijven van 3 april 2014 waarin aangekondigd wordt dat de jury besloten heeft een bedrag van 25.000 € toe te kennen voor de betreffende studie;

Overwegende dat de regering de toekenning van deze subsidie aan de gemeente Ukkel heeft goedgekeurd voor het jaar 2014;

Gelet op de overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente Ukkel waarin de bepalingen i.v.m. deze subsidie zijn vastgelegd;

Overwegende dat de eerste schijf van de subsidie (10.000 €) overgeschreven zal worden na het indienen van de ondertekende overeenkomst,

Keurt de onderhavige overeenkomst goed.

Objet 2C – 1 : Renforcement de l'offre de logements de transit et fixation des conditions de location.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools précise que deux des trois logements de transit existants, comprenant respectivement une et deux chambres, seront dotés d'une chambre supplémentaire, les prix de location étant adaptés pour tenir compte de l'augmentation de la surface habitable. De plus, deux autres logements seront prévus pour le transit, en l'occurrence une conciergerie de la rue Vanderkindere qui ne remplit plus cet office ainsi qu'un autre appartement qui s'est libéré. La Commune disposera donc de 5 logements de transit, ce qui est loin d'être excessif quand on envisage les situations d'urgence auxquelles il faut faire face. Ceci complètera l'offre de logements de transit qui a déjà été développée par le C.P.A.S.

Objet 2C – 1 : Renforcement de l'offre de logements de transit et fixation des conditions de location.

Le Conseil,

Vu l'article 232 de la nouvelle loi communale relatif à la fixation des conditions de location des propriétés de la Commune;

Vu la décision de l'Assemblée du 28 mars 2013 concernant l'affectation et les conditions de location du logement de transit situé place Homère Goossens, 2 (appartement 1 chambre);

Attendu qu'après travaux, ce logement, sera transformé en logement modulable 2 ou 3 chambres en incluant le rez-de-chaussée;

Considérant qu'en conséquence, il y a lieu de modifier les conditions de location du logement précité;

Attendu qu'un logement situé rue de Stalle, 272 (rez-de-chaussée 1 chambre, de type social) sera prochainement libre d'occupation et devra le cas échéant être remis en état locatif;

Attendu qu'un logement situé rue Vanderkindere, 383 (ancienne conciergerie 2 chambres) a été remis en état locatif;

Attendu que le logement de la rue Vanderkindere présente une disposition particulière (pas d'entrée privative, pas de chauffage individuel, pas de compteurs individuels) et qu'en conséquence, il serait très compliqué et coûteux d'en faire un logement séparé individuel;

Attendu que le service logement a de plus en plus de demande de logement d'urgence;

Considérant que deux logements de transit supplémentaires permettraient d'aider des personnes en situation précaire;

Sur proposition du Collège échevinal,

Affecte dorénavant les deux logements situés rue de Stalle, 272 et rue Vanderkindere, 383 à du logement de transit.

Fixe les conditions de location suivantes pour les trois logements de transit susmentionnés :

- convention de mise à disposition précaire (durée de 6 mois).
- pour l'indemnité mensuelle suivante :

Adresse	loyer - charges comprises	caution	total
Rue de Stalle, 272 (1 chambre)	412 €	50 €	452 €
Place Homère Goossens, 2 (modulé 2 ch.)	503 €	50 €	553 €
Place Homère Goossens, 2 (modulé 3 ch.)	550 €	50 €	600 €
Rue Vanderkindere, 383 (2 ch.)	503 €	50 €	553 €

Les charges sont comptabilisées sous forme de forfait pour les frais de chauffage, la consommation d'eau, consommation électricité, les redevances des compteurs et l'assurance.

Le gestionnaire acquiert le privilège sur la caution pour toute créance résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations de l'occupant. En cas de non-infraction, la caution sera restituée à l'occupant.

Ces montants pourront être indexés au maximum une fois l'an sur base de l'index et de l'évolution des prix de l'énergie.

Onderwerp 2C – 1 : **Verhoging van het aanbod aan transitwoningen en vastlegging van de huurvoorwaarden.**

De Raad,

Gelet op artikel 232 van de nieuwe gemeentewet betreffende de vastlegging van de huurvoorwaarden van gemeente-eigendommen;

Gelet op de beslissing van de vergadering van 28 maart 2013 inzake de bestemming en de huurvoorwaarden van transitwoningen op het Homère Goossensplein 2 (appartement 1 kamer);

Aangezien deze woning na de werken omgevormd zal worden in een modulaire woning van 2 of 3 kamers door de benedenverdieping te integreren;

Overwegende dat de huurvoorwaarden van de voormelde woning aldus gewijzigd moeten worden;

Aangezien een woning in de Stallestraat 272 (benedenverdieping 1 kamer sociale woning) binnenkort vrij zal zijn en desgevallend opnieuw in verhuurbare staat gebracht kan worden;

Aangezien een woning in de Vanderkinderestraat 383 (oude conciërgewoning 2 kamers) in verhuurbare staat werd gebracht;

Aangezien de woning van de Vanderkinderestraat een bijzondere eigenschap heeft (geen private ingang, geen individuele verwarming, geen individuele meters) en het erg moeilijk en kostelijk zou zijn hiervan een individuele afzonderlijke woning te maken;

Aangezien de Huisvestingsdienst steeds meer dringende aanvragen krijgt;

Overwegende dat de twee bijkomende transitwoningen personen in noodtoestanden zouden kunnen helpen;

Op voorstel van het Schepencollege,

Bestemt de twee woningen in de Stallestraat 272 en de Vanderkinderestraat 383 als transitwoningen.

Legt de huurvoorwaarden voor de bovenvermelde 3 transitwoningen als volgt vast :

- overeenkomst voor de preciaire bezetting (duur 6 maand).
- tegen de volgende maandelijkse vergoeding :

Adres	Huur incl. lasten	Borg	Totaal
Stallestraat 272 (1 K)	€ 412	€ 50	€ 452
Homère Goossensplein 2 (modulair 2 K)	€ 503	€ 50	€ 553
Homère Goossensplein 2 (modulair 3 K)	€ 550	€ 50	€ 600
Vanderkinderestraat 383 (2 K)	€ 503	€ 50	€ 553

De lasten omvatten een forfait voor de kosten inzake de verwarming, het water- en elektriciteitsverbruik, de vergoedingen van tellers en de verzekering.

De beheerder verwerft het privilege op de borg voor elke schuldvordering die het resultaat is van een volledige of gedeeltelijke niet-naleving van de verplichtingen van de bezetter. Indien er geen inbreuken zijn geweest, zal de borg terugbetaald worden aan de bezetter.

Deze bedragen kunnen geïndexeerd worden, max. 1 keer per jaar op basis van de index en de evolutie van de energieprijzen.

Objet 2C – 2 : Modification du Code Bruxellois du Logement.- Adoption d'un nouveau règlement communal d'attribution des logements.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools rappelle qu'une nouvelle ordonnance a été votée, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1^{er} juillet 2014. La Commune doit bien évidemment se conformer au dispositif d'une ordonnance votée par le Parlement bruxellois, quels que soient les avis que ce texte peut susciter. Le Collège a donc procédé à un toilettage du règlement d'attribution. De plus, il faut créer une commission d'attribution indépendante. Le règlement propose que cette commission soit composée de deux chambres, dévolues respectivement aux logements dépendant du C.P.A.S. et aux logements dépendant de la Commune. A l'exception du principe de l'ancienneté d'un point par an, les critères de priorité pour l'octroi d'un logement sont semblables à ceux qui étaient retenus dans le règlement antérieur.

Objet 2C – 2 : Modification du Code Bruxellois du Logement.- Adoption d'un nouveau règlement communal d'attribution des logements.

Le Conseil,

Vu le Règlement d'octroi pour les logements communaux, adopté par l'Assemblée en date du 24 avril 2008;

Vu l'ordonnance du 11 juillet 2013, modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code Bruxellois du logement, qui entre en vigueur au 1er juillet 2014;

Attendu que ladite Ordonnance instaure une commission d'attribution indépendante pour les logements communaux et les logements du C.P.A.S.;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de mettre en place une Commission d'attribution composée de deux chambres distinctes : l'une pour l'attribution des logements communaux, l'autre pour ceux du C.P.A.S.;

Considérant qu'il y a lieu de modifier notre règlement d'attribution des logements communaux afin de respecter les différents prescrits du Code Bruxellois du Logement;

Sur proposition du Collège échevinal,
Décide d'adopter le nouveau règlement d'attribution des logements communaux ci-annexé.

Onderwerp 2C – 2 : **Wijziging van de Brusselse Huisvestingscode.- Goedkeuring van een nieuw gemeentelijk toewijzingsreglement van woningen.**

De Raad,

Gelet op het toekenningsreglement van gemeentelijke woningen, goedgekeurd door de gemeenteraad op 24 april 2008;

Gelet op de ordonnantie van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, van kracht op 1 juli 2014;

Aangezien deze ordonnantie een onafhankelijke toewijzingscommissie voorziet voor gemeentelijke woningen en O.C.M.W.-woningen;

Overwegende dat er aldus een toewijzingscommissie opgericht moet worden met twee verschillende kamers: één voor de toewijzing van gemeentelijke woningen en één voor deze van het O.C.M.W.;

Overwegende dat ons toewijzingsreglement van gemeentelijke woningen aangepast moet worden om in overeenstemming te zijn met de voorschriften van de Brusselse Huisvestingscode;

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan het nieuwe toewijzingsreglement van gemeentelijke woningen, toegevoegd in de bijlage.

Objet 2C – 3 : **Désignation des membres de la commission indépendante pour l'attribution des logements appartenant à la Commune et au C.P.A.S..**

M. l'Echevin/de h. schepen Cools rappelle que lors de la Commission de concertation entre la Commune et le C.P.A.S., ce dernier a proposé que la chambre chargée de la gestion des logements relevant du C.P.A.S. soit composée des 8 personnes constituant son comité de l'aide spéciale. Le Collège propose que la chambre chargée de la gestion des logements communaux comporte également 8 membres, selon un équilibre identique à celui qui prévaut au sein du comité de l'aide spéciale du C.P.A.S., de manière à ce que tous les groupes politiques soient représentés, c'est-à-dire 4 MR, 1 FDF, 1 Ecolo, 1 PS et 1 CDH. Voici les noms des personnes proposées pour siéger dans cette instance : pour le MR, M. l'Echevin Cools lui-même, M. Michel Cohen, conseiller du C.P.A.S., Mme Diane Culer, présidente de l'Agence Immobilière Sociale d'Uccle (A.I.S.U.) et Mme Marianne Gustot, présidente de la Société Uccloise du Logement (S.U.L.); pour le FDF, Mme Odile Margaux, administratrice à l'A.I.S.U.; pour Ecolo, M. Bruno Nys, administrateur à la S.U.L.; pour le PS, M. Hayette, conseiller communal; pour le CDH, Mme Isabelle Vienne, administratrice à la S.U.L. Ces noms pourront bien sûr être revus le cas échéant, si telle est la volonté des divers groupes politiques.

M./de h. Minet remercie le Collège pour l'esprit d'ouverture et l'intelligence politique dont il a fait preuve en accueillant un délégué d'Ecolo.

Objet 2C – 3 : **Désignation des membres de la commission indépendante pour l'attribution des logements appartenant à la Commune et au C.P.A.S..**

Le Conseil,

Vu le Règlement d'octroi pour les logements communaux, adopté par le Conseil communal en date du 24 avril 2008;

Vu l'ordonnance du 11 juillet 2013, modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code Bruxellois du logement, qui entre en vigueur au 1er juillet 2014;

Attendu que ladite ordonnance instaure une commission d'attribution indépendante pour les logements communaux et les logements du C.P.A.S.;

Considérant, au vu de ce qui précède et pour des raisons pragmatiques, qu'il y a lieu de mettre en place une Commission d'attribution composée de deux chambres distinctes : l'une pour l'attribution des logements communaux, l'autre pour ceux du C.P.A.S.;

Considérant la demande formulée en commission de concertation par le C.P.A.S. concernant la composition de la chambre pour l'attribution des logements du C.P.A.S.;

Sur proposition du Collège échevinal,

1) décide de la composition suivante pour la Chambre Communale : huit membres désignés sur proposition des groupes politiques, soit MM. Michel Cohen, Marc Cools, Mmes Diane Culer et Marianne Gustot (MR), Mme Odile Margaux (FDF), M. Bruno Nys (ECOLO), M. Bernard Hayette (PS) et Mme Isabelle Vienne (CDH);

2) décide de la composition suivante pour la Chambre C.P.A.S. : huit membres désignés sur proposition du Conseil du C.P.A.S., soit MM. Jean-Luc Vanraes, Yves Moraine, Jacques Martroye de Joly, Michel Cohen, Mmes Béatrice Charlier, Brigitte Roefs, Kathleen Delvoye et M. Emmanuel De Bock.

Onderwerp 2C – 3 : Aanwijzing van de leden van de onafhankelijke commissie voor de toewijzing van woningen van de gemeente en het O.C.M.W..

De Raad,

Gelet op het toekenningsreglement van gemeentelijke woningen, goedgekeurd door de gemeenteraad op 24 april 2008;

Gelet op de ordonnantie van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, van kracht op 1 juli 2014;

Aangezien deze ordonnantie een onafhankelijke toewijzingscommissie voorziet voor gemeentelijke woningen en OCMW-woningen;

Overwegende dat er om die reden en uit pragmatische overwegingen aldus een toewijzingscommissie opgericht moet worden met twee verschillende kamers : één voor de toewijzing van gemeentelijke woningen en één voor deze van het O.C.M.W.;

Gelet op het verzoek, geformuleerd in de overlegcommissie door het OCMW inzake de samenstelling van de kamer voor de toewijzing van O.C.M.W.-woningen;

Op voorstel van het Schepencollege,

1) beslist de gemeentelijke kamer als volgt samen te stellen : acht leden, aangewezen op voorstel van de politieke groepen, meer bepaald de hh. Michel Cohen, Marc Cools, Mevr. Diane Culer en Marianne Gustot (MR), Mevr. Odile Margaux (FDF), de h. Bruno Nys (ECOLO), de h. Bernard Hayette (PS) en Mevr. Isabelle Vienne (CDH);

2) beslist de kamer van het O.C.M.W. als volgt samen te stellen : acht leden, aangewezen op voorstel van de O.C.M.W.-raad, meer bepaald de hh. Jean-Luc Vanraes, Yves Moraine, Jacques Martroye de Joly, Michel Cohen, Mevr. Béatrice Charlier, Brigitte Roefs, Kathleen Delvoye en de h. Emmanuel De Bock.

Objet 2D – 1 : Propriétés communales.- Marchés publics.- Nouvelle loi communale, articles 234, alinéa 3 et 236.- Prise pour information des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, alinéa 3 et 236;

Prend pour information les décisions suivantes du Collège échevinal :

- 11 juin 2014 - Appartement, rez-de-chaussée et premier étage, place Homère Goossens, 2 : installation d'une nouvelle cuisine - 3.000 € (T.V.A. comprise) - Article 922/724-60/87 - Emprunt;

- 11 juin 2014 - Appartement, rez-de-chaussée et premier étage, place Homère Goossens, 2 : rénovation et mise en conformité du logement - 45.000 € (T.V.A. comprise) - Article 922/724-60/87 - Fonds de réserve;

- 11 juin 2014 - Immeuble à appartements, avenue du Fort-Jaco, 22 : rénovation et mise en conformité de l'ascenseur - 40.000 € (T.V.A. comprise) - Article 922/724-60/87 - Emprunt;

- 11 juin 2014 - Immeuble à appartements, avenue du Fort-Jaco, 22 : désamiantage des installations - 40.000 € (T.V.A. comprise) - Article 922/724-60/87 - Emprunt.

Onderwerp 2D – 1 : **Gemeente-eigendommen.- Nieuwe gemeentewet, artikels 234, alinea 3 en 236.- Overheidsopdrachten.- Kennisneming van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikelen 234, alinea 3 en 236;

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 11 juni 2014 - Appartement op de benedenverdieping en op de eerste verdieping, Homer Goossensplein, 2 : plaatsen van een nieuwe keuken - 3.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 922/724-60/87 - Lening;

- 11 juni 2014 - Appartement op de benedenverdieping en op de eerste verdieping, Homer Goossensplein, 2 : renovatie en in overeenstemming stellen van de woning 45.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 922/724-60/87 - Reservefonds;

- 11 juni 2014 - Appartementsgebouw Fort-Jacolaan, 22 : renovatie en in overeenstemming stellen van de lift - 40.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 922/724-60/87 Lening;

- 11 juni 2014 - Appartementsgebouw Fort-Jacolaan 22 : asbestverwijdering van de installaties - 40.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 922/724-60/87 - Lening.

Objet 2D – 2 : **Propriétés communales.- Installations sises avenue Paul Stroobant, 43.- Mise de deux locaux pour l'entreposage de matériel, à la disposition d'un groupement de jeunesse.- Convention d'occupation précaire.- Principe et conditions.**

M. l'Echevin/de h. schepen Cools rappelle que des subsides ont été sollicités pour la rénovation de la salle des sports de l'avenue Paul Stroobant. Ces travaux seront bien entrepris à terme mais, en attendant, une conciergerie s'est libérée et divers locaux sont disponibles pour permettre l'installation d'un vestiaire pour les gardiens de parc, l'aménagement d'un petit réfectoire ou encore l'entreposage de matériel, comme le souhaite une patrouille scout du groupe "Honneur". Le Collège propose donc d'accorder à ce mouvement de jeunesse une location à titre provisoire, afin d'entreposer son matériel.

Mme/Mevr. Ledan félicite le Collège au nom du groupe Ecolo pour avoir mis des locaux à disposition d'un mouvement de jeunesse pluraliste et espère que cette location pourra se pérenniser.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que cette occupation ne pourra se pérenniser à cet-endroit-là. Néanmoins, le groupe pluraliste considéré dispose déjà d'une autre local dans les anciennes classes de l'institut technique, sur le site Stroobant.

Objet 2D – 2 : **Propriétés communales.- Installations sises avenue Paul Stroobant, 43.- Mise de locaux pour l'entreposage de matériel à la disposition d'un groupement de jeunesse.- Convention d'occupation.- Principe et conditions.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Considérant que trois groupements de jeunesse, francophones et néerlandophones, occupent déjà une partie des locaux scolaires désaffectés appartenant à la Commune, avenue Paul Stroobant, 43, en vue de s'y réunir et d'y ranger du matériel;

Considérant qu'un groupement dénommé "111^e Unité Sarihgwan du Groupe Honneur - Région Bruxelles Sud", subdivision du "Groupe Honneur", a besoin d'un lieu de stockage pour son matériel de camps et souhaite occuper deux locaux situés au premier étage de l'ancien appartement de fonction de la concierge, à l'adresse 43, avenue Paul Stroobant;

Que la grande pièce centrale (surface de 8,80 m sur 4,12 m) et le local vitré attenant avec vue sur la salle de sports (surface de 4,87 m sur 4,30 m), dont l'accès séparé des autres pièces, se fait par l'escalier, paraissent correspondre à la demande;

Considérant, par ailleurs, que les gardiens de parcs aimeraient pouvoir eux aussi disposer d'un espace de repos et de rangement, muni de WC et situé au même étage, étant donné qu'ils ne peuvent rester au centre des seniors voisin dont les règles de fonctionnement sont difficilement compatibles avec leurs prestations du soir et du week-end;

Que le Service Prévention et le Service Vert sont d'accord pour que les gardiens de parcs utilisent les deux petits locaux restant libres au premier étage, suffisants d'après eux;

Considérant que de l'amiante est présente sur les lieux, notamment dans les faux-plafonds et autour de certaines fenêtres, et qu'il est interdit de forer, que ce soit dans les murs, les châssis ou autre et de fixer un meuble quelconque;

Que, cependant, des travaux à l'installation de chauffage sont en cours et les lieux, occupés par les ouvriers, ne seront pas disponibles avant la fin du mois d'août 2014;

Considérant que le candidat occupant n'a pas l'intention de tenir des réunions dans les deux locaux mentionnés plus haut, mais seulement d'y stocker du matériel servant aux camps de vacances, qui est actuellement gardé à domicile par les parents des membres;

Considérant que ni l'"Unité 111" ni le "Groupe Honneur" n'ont de personnalité juridique propre, et qu'il y a lieu de conclure avec la personne morale qui les chapeaute, à savoir l'association sans but lucratif "Scouts et Guides Pluralistes de Belgique";

Que l'occupation peut être consentie pour une durée indéterminée et à titre gratuit, pour autant que les conditions mises ci-après soient respectées;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

1) de consentir à l'A.S.B.L., "Scouts et Guides Pluralistes de Belgique", établie avenue de la Porte de Hal, 38/39 à 1060 Bruxelles, et au profit exclusif du sous-groupe qui la compose dénommé "111^e Unité Sarihgwan du Groupe Honneur - Région Bruxelles Sud", dirigée par Monsieur Guillaume PIETRON, aux fins exclusivement de stockage de matériel, l'occupation à titre précaire, des deux locaux décrits plus haut, situés dans l'ancienne conciergerie, au premier étage du complexe de bâtiments scolaires désaffectés sis avenue Paul Stroobant, sous les conditions suivantes :

- durée indéterminée avec faculté de révocation à tout moment par les deux parties, moyennant un préavis de trois mois;

- gratuité moyennant le versement par l'occupant ci-avant d'une provision trimestrielle de 30,00 € destinée à couvrir les frais d'énergie;

- prise de cours du contrat après la fin des travaux de maintenance en cours de la chaufferie, normalement au plus tard le 31 août 2014, de façon à permettre à l'occupant d'entreposer le matériel qui sera utilisé durant les camps d'été;

- engagement de l'occupant à souscrire les assurances "incendie" pour les locaux et leur contenu, ainsi que de responsabilité civile pour l'A.S.B.L. et ses membres;

- interdiction de forer, dans les murs, les châssis et les plafonds, ainsi que de fixer ou d'ancrer des meubles quelconques;

2) d'adopter le projet de convention sous seing privé à conclure avec la personne morale citée en 1) ci-dessus, habilitée juridiquement à représenter l'occupant effectif.

Onderwerp 2D – 2 : **Gemeente-eigendommen.- Installaties op de Paul Stroobantlaan, 43.- Ter beschikking stellen van lokalen om materiaal op te slaan voor een jeugdbeweging.- Gebruiksovereenkomst.- Principe en voorwaarden.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117 en 232;

Overwegende dat drie Franstalige en Nederlandstalige jeugdbewegingen al een deel van de niet meer gebruikte schoollokalen gebruiken die het eigendom zijn van de gemeente, in de Paul Stroobantlaan 43, om er samen te komen en om er materiaal op te slaan;

Overwegende dat een groepering benoemd "111^e Unité Sarihgwan du Groupe Honneur - Région Bruxelles Sud ", onderdeel van de "Groupe Honneur", een opslagplaats nodig heeft voor haar kampenmateriaal en wenst twee lokalen te gebruiken op de eerste verdieping van het voormalige conciërgeappartement op haar adres nr. 43, Paul Stroobantlaan;

Dat de grote ruimte in het midden (oppervlakte van 8,80 m op 4,12 m) en het aanpalende glazen lokaal, dat uitgeeft op de sportzaal (oppervlakte van 4,87 m op 4,30 m) en waar de toegang toe, door een trap, gescheiden is van de andere lokalen, blijken de aanvraag beantwoorden;

Overwegende dat, overigens, de parkwachters ook graag over een rust en-opruimruimte zouden beschikken, met WC en gelegen op dezelfde verdieping, aangezien ze niet altijd toegang kunnen krijgen tot het aanpalende seniorencentrum waar de functioneringsregels van moeilijk overeenstemmend zijn met hun avond en- week-eindeprestaties;

Dat de Preventie en- Groene diensten komen er overeen mee dat de parkwachters de twee kleine lokalen mogen gebruiken die nog vrij blijven op de eerste verdieping en die volgens hen voldoende zijn;

Overwegende dat er asbest aanwezig is in deze plaats, met name in de valse plafonds en rond sommige ramen, en dat het verboden is te boren in de muren, de ramen of elders, en dat er geen meubels in de muren mogen worden bevestigd;

Dat er niettemin werkzaamheden worden uitgevoerd aan de verwarmingsinstallatie, en dat de lokalen, waar nu nog arbeiders aan het werk zijn, niet voor het einde van de maand augustus 2014 beschikbaar zullen zijn;

Overwegende dat de kandidaat-gebruiker niet van plan is om in de twee bovenvermelde lokalen bijeenkomsten te houden, maar er alleen materiaal wil opslaan dat gebruikt wordt voor de vakantiecampen en dat nu wordt bewaard in de woningen van ouders van leden;

Overwegende dat noch de "Unité 111" noch de "Groupe Honneur" beschikken over een rechtspersoonlijkheid en dat het aangewezen is een overeenkomst af te sluiten met de rechtspersoonlijk die hen overkoepelt, namelijk de "Scouts et Guides Pluralistes de Belgique";

Dat het gebruik toegelaten kan worden voor een onbepaalde duur en kosteloos, voor zover de volgende voorwaarden worden nageleefd;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen,

Beslist :

1) de V.Z.W. "Scouts et Guides Pluralistes de Belgique", gevestigd op de Hallepoortlaan 38/39 te 1060 Brussel, en uitsluitend ten bate van de ondergroep genaamd "111^e Unité Sarihgwan du Groupe Honneur - Région Bruxelles Sud", geleid door de heer Guillaume PIETRON, en exclusief ten einde om er materiaal op te slaan, de bezetting ter bedde toe te staan van de twee boven beschreven lokalen, gelegen in de voormalige conciërgewoning op de eerste verdieping van het buiten gebruik gestelde schoolcomplex op de Paul Stroobantlaan, op de volgende voorwaarden :

- onbepaalde duur met mogelijkheid op elk moment op te zeggen door beide partijen middels een opzegtermijn van drie maanden;

- gratis middels het overschrijven door de bovenvermelde gebruiker van een trimestriële provisie van € 30,00 om het verbruik te dekken van energiekosten;
 - het contract vangt aan bij het einde van de lopende onderhoudswerken aan de verwarming en normaal gezien ten laatste op 31 augustus 2014, zodat de gebruiker er het materiaal zal kunnen opslaan dat gebruikt zal worden voor de zomerkampen;
 - verbintenis van de gebruiker een brandverzekering aan te gaan voor de lokalen en de inhoud, alsook voor de burgerlijke aansprakelijkheid voor de vzw en haar leden;
 - verbod te boren in de muren, de ramen of andere, en om eender welke meubels in de muren te bevestigen;
- 2) het ontwerp van onderhandse overeenkomst aan te nemen, af te sluiten met de rechtspersoon vermeld onder het bovenstaande punt 1), die juridisch bekwaam is om de werkelijke gebruiker te vertegenwoordigen.

Objet 2D – 3 : Propriétés communales.- Régie foncière.- Projet de vente de biens immobiliers.- Principe.- Expertise des valeurs vénales.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools rappelle qu'il est question ici d'un terrain sis avenue Jean et Pierre Carsoel, à côté de la résidence des Eaux Vives, ainsi que d'un terrain beaucoup plus grand situé à la rue de Linkebeek.

M./de h. De Bock demande pourquoi le texte mentionne la condition selon laquelle le terrain sis rue de Linkebeek ne pourrait être acquis que par un promoteur immobilier, le lotissement des parcelles constituant par ailleurs un préalable en cas de volonté de vendre des terrains à des particuliers.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond qu'il ne s'agit pas d'une condition mais d'une information. En effet, le Collège a tendance, dans la mesure du possible, à promouvoir la vente de parcelles individuelles quand il en a l'opportunité, car les parcelles individuelles permettent l'érection d'une habitation unifamiliale. Cependant, cette option n'est guère réalisable dans le grand terrain de la rue de Linkebeek, qui, pour être viabilisé, doit être loti : il faut y construire une voirie, diviser le lot, y établir des infrastructures... Le Collège n'interdit évidemment pas à un particulier d'acheter ce terrain pour le montant requis, soit 2.600.000 € selon l'évaluation du Receveur de l'Enregistrement. Mais il y a peu de chance qu'un particulier désireux de construire une petite maison consente à acheter un terrain pour un tel montant.

M./de h. Desmet souhaite avoir des renseignements sur l'origine du bien. Comment la Commune a-t-elle pu l'acquérir ?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools promet d'entreprendre les recherches nécessaires, qui prendront sans doute quelque temps. Selon toute probabilité, ces biens relèvent du patrimoine communal depuis fort longtemps.

M./de h. Desmet demande si le pouvoir communal avait envisagé dans le passé de valoriser ce terrain par d'autres projets que l'actuelle mise en vente. Il reconnaît toutefois que l'opération envisagée s'avère intéressante pour le budget communal.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools précise que des données relatives à l'origine des biens figureront dans l'historique établi par les notaires dont l'intervention sera requise pour la rédaction d'actes notariés.

D'autre part, le projet relatif à la rue de Linkebeek ne présente pas de risque urbanistique, puisqu'un plan particulier d'affectation des sols (P.P.A.S.) fixe clairement les règles du jeu. De plus, les rentrées financières induites par cette opération permettront la réalisation d'autres investissements, le financement d'autres programmes de logement ou de construction. Il faudra moins recourir à l'emprunt et les finances communales ne s'en porteront que mieux. En outre, les constructions qui seront érigées par les entrepreneurs privés ayant acquis les terrains seront de nature à répondre à certains besoins en matière d'habitat et contribueront à l'installation de nouveaux contribuables. Il s'agit donc réellement d'une opération "win – win" pour tout le monde.

Enfin, il n'y a jamais eu vraiment de projet pour ce terrain dans le passé, si ce n'est que l'idée de la vente avait déjà été envisagée.

M./de h. Desmet signale que le groupe Ecolo s'abstient également sur ce point.

Le point est adopté par 25 voix pour et 5 abstentions.

Se sont abstenus : M. Desmet, Mme Francken, M. Minet, Mmes Ledan, Zawadzka.

Objet 2D – 3 : Propriétés communales - Régie foncière.- Projet de vente de biens immobiliers.- Principe.- Expertise des valeurs vénales.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Vu que, suite à une demande de sa part, le Collège échevinal a réceptionné les estimations du terrain géré par la Régie foncière avenue Jean et Pierre Carsoel et du terrain géré par les Propriétés communales rue de Linkebeek;

Vu que les expertises du receveur du 3ème bureau de l'enregistrement de Bruxelles 2, se résument comme suit :

Le terrain de 602 m² avenue Jean et Pierre Carsoel, cadastré à Uccle 2^{ème} division, section D 96X3, est estimé à 245.000 €;

Le terrain de 6.860 m² rue de Linkebeek, cadastré à Uccle 4^{ème} division, section F 124 B et 121 A, est estimé à 2.600.000 €;

Considérant que ces estimations appellent les remarques suivantes :

Terrain rue de Linkebeek :

* la commune possède aussi le terrain 125 A, en partie sur la route, qui enclave les 2 autres parcelles. Il faudrait le précadastrer et résoudre le problème de voirie avant de vendre. Toute la parcelle 124 B n'est pas bâtissable;

* l'estimation est la valeur du terrain dans son entièreté, terrain qui ne pourrait être acquis que par un promoteur immobilier, si la volonté est de vendre des terrains à des particuliers il faudrait d'abord lotir les parcelles, les équiper des impétrants, éventuellement prévoir une voirie d'accès, ...

Considérant que lors d'une communication téléphonique, le receveur de l'enregistrement a laissé entendre que les ventes publiques ne donnent rien actuellement, les acquéreurs étant rebutés par les frais plus importants que lors d'une vente de gré à gré;

Considérant que le principe général pour aliéner un bien public est la vente publique et surtout de respecter l'égalité entre les citoyens, la non-discrimination et la publicité de la vente;

Considérant que l'objectif est également de veiller à la bonne santé financière de la Commune;

Considérant qu'un appel d'offres respecte ces recommandations;

Considérant que s'il s'agit de vendre des biens immobiliers, il serait alors plus intéressant de passer par un appel d'offres pour une vente de gré à gré, moyennant un prix minimum équivalent à l'estimation de la valeur vénale et en permettant une surenchère éventuelle;

Considérant que ce type de procédure n'entraîne pas de frais notariaux durant la procédure mais uniquement si une offre est acceptée;

Considérant que le service tient une liste de personnes ayant fait part de leur intérêt à l'achat d'un bien communal et qu'en cas de procédure de vente, ces personnes pourraient être averties de la procédure;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide, par 25 voix pour et 5 abstentions, d'approuver :

- le principe d'aliéner les 2 biens immobiliers en question : le terrain avenue Jean et Pierre Carsoel, cadastré à Uccle 2^{ème} division, section D 96X3 ainsi que le terrain rue de Linkebeek, cadastré à Uccle 4^{ème} division, section F 124 B et 121 A;

- le choix de la procédure de vente, soit un appel d'offres pour une vente de gré à gré au plus offrant, avec le montant de l'estimation comme prix minimum.

Onderwerp 2D – 3 : Gemeente-eigendommen - Grondregie.- Ontwerp van verkoop van onroerende goederen.- Principe.- Expertise van de venale waarden.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 232;

Aangezien het schepencollege op zijn verzoek de ramingen heeft ontvangen van het terrein, beheerd door de Grondregie in de Jean en Pierre Carsoellaan, en van het terrein, beheerd door de dienst Gemeente-eigendommen in de Linkebeekstraat;

Gelet op de volgende expertises van de ontvanger van het 3de registratiekantoor Brussel 2:

Het terrein van 602 m² in de Jean en Pierre Carsoellaan, gekadastrerd te Ukkel 2de afdeling, sectie D 96X3, wordt geraamd op € 245.000;

Het terrein van 6.860 m² in de Linkebeekstraat, gekadastrerd te Ukkel 4de afdeling, sectie F 124 B en 121 A, wordt geraamd op € 2.600.000;

Overwegende dat deze ramingen de volgende opmerkingen formuleren :

Terrein Linkebeekstraat :

* de gemeente bezit eveneens terrein 125 A, gedeeltelijk op de weg, dat 2 andere percelen omsluit. Het is noodzakelijk deze reeds te kadastreren en het probleem met de weg op te lossen alvorens deze te verkopen. Op het hele perceel 124 B kan niet gebouwd worden;

* de raming is de waarde van het volledige terrein dat enkel door een bouwpromotor aangekocht zou kunnen worden; indien de wens bestaat om de terreinen te verkopen aan particulieren, zouden de percelen eerst verkaveld moeten worden, voorzien worden van leidingen, eventueel voorzien worden van een toegangsweg, ...

Overwegende dat de ontvanger van de registratie per telefoon heeft meegedeeld dat de openbare verkopen momenteel geen resultaat opleveren omdat de aankopers afgeschrikt worden door de grote kosten bij een onderhandse verkoop;

Overwegende dat het algemeen principe tot vervreemding van een openbaar goed de openbare verkoop is en vooral de gelijkheid tussen de burgers, geen discriminatie en de openbaarheid van de verkoop gerespecteerd moeten worden;

Overwegende dat het eveneens de bedoeling is te waken over de financiële gezondheid van de gemeente;

Overwegende dat een offerteaanvraag deze aanbevelingen respecteert;

Overwegende dat het bij een verkoop van onroerende goederen interessanter zou zijn te kiezen voor een offerteaanvraag voor een onderhandse verkoop middels een minimumprijs die gelijk is aan de raming van de venale waarde met de eventuele mogelijkheid van een hoger bod;

Overwegende dat een dergelijke procedure geen notariskosten inhoudt tijdens de procedure maar enkel indien een offerte wordt aanvaardt;

Overwegende dat de dienst over een lijst beschikt van personen die interesse hebben getoond in de aankoop van een gemeentelijk goed en dat deze personen bij een verkoopsprocedure hierover ingelicht zouden kunnen worden;

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist, met 25 stemmen voor en 5 onthoudingen :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het principe tot vervreemding van de volgende 2 onroerende goederen : het terrein in de Jean en Pierre Carsoellaan, gekadastrerd te Ukkel, 2de afdeling, sectie D 96X3, en het terrein in de Linkebeekstraat, gekadastrerd te Ukkel, 4de afdeling, sectie F 124 B en 121;

- te kiezen voor de verkoopsprocedure, meer bepaald een offerteaanvraag voor een onderhandse verkoop aan de hoogstbiedende, met het bedrag van de raming als minimumprijs.

**- Mme Bakkali entre en séance –
- Mevr. Bakkali komt de zitting binnen -**

2D – 4 Propriétés communales.- Prise en location de deux entrepôts situés rue du Bourdon, 100.- Principe et conditions.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools précise que les deux entrepôts considérés sont destinés respectivement au stockage du sel et aux meubles d'expulsion. Il faut savoir que l'actuel entrepôt pour les meubles d'expulsion de la rue de Stalle doit être relocalisé suite à l'installation sur ce site de l'Ecole Active, dont la Commune est un des pouvoirs organisateurs.

M./de h. Desmet rappelle que le devenir du dépôt sis rue Papenkasteel et chaussée de Saint-Job avait été évoqué en commission. Y a-t-il un projet de valorisation de ce terrain ?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que le permis d'urbanisme a été introduit. Le dossier est passé à la commission de concertation. L'échevinat de M. Biermann a préparé le projet et a réalisé des plans. On attend la délivrance du permis. M. l'Echevin Cools ignore si une date précise a déjà été fixée pour l'exécution.

M./de h. Desmet évoque l'assainissement du terrain, rendu nécessaire par la pollution.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools signale qu'une étude de la dépollution a été programmée.

M./de h. Desmet demande quelle est la cause de cette pollution.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que la pollution est due notamment à la présence d'un entrepôt de sel à ciel ouvert pendant des décennies ainsi qu'à la pénétration dans le sol d'huiles provenant des véhicules du dépôt de la voirie.

M./de h. Desmet approuve la réaction du Collège et rappelle que le groupe Ecolo s'était déjà inquiété dans les années 90 de la pollution produite à cet endroit.

Objet 2D – 4 : Propriétés communales.- Prise en location de deux entrepôts situés rue du Bourdon, 100.- Principe et conditions.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Considérant que, suite à l'installation d'une nouvelle école dans l'immeuble rue de Stalle 70/82, la commune vient de recevoir la résiliation, au 30 novembre prochain, de son bail de location de l'entrepôt situé rue de Stalle 70/82, entrepôt utilisé par le service de l'Action sociale;

Que le service de l'Action sociale avait déjà fait part de son besoin de disposer d'un local d'environ 1.200 m² et de 4 emplacements de parking pour la mi-juin 2015, en espérant une prolongation du contrat actuel jusqu'à la fin de l'année scolaire 2014-2015;

Considérant que des travaux de voirie vont avoir lieu en juillet et août rue de Stalle et que le dépôt actuel sera difficilement accessible durant un temps;

Considérant que, dans ce dépôt, la commune a déjà eu des problèmes techniques, notamment d'infiltration d'eau et d'humidité;

Considérant que la firme qui nous loue le dépôt pour le stockage du sel de déneigement rue du Bourdon propose à la location un entrepôt jouxtant le premier, d'une surface de 1.010 m², avec des rampes de déchargement et de l'espace extérieur permettant de placer un conteneur;

Que ce dépôt est sain, lumineux grâce à un toit partiellement vitré et qu'il comporte des pièces intérieures de style bureau dont le toit sert également d'espace de stockage;

Considérant qu'un autre petit dépôt de 540 m² qui prolonge celui pour le sel est libre également et qu'il pourrait servir de rangement pour divers objets, entre autres tribune mobile et bollards;

Considérant que les responsables des services de la Voirie et de l'Action sociale sont intéressés par l'espace qui semble convenir aux besoins des services;

Considérant que cette solution permettrait de rassembler les deux services utilisant un dépôt et ce dans un quartier accessible;

Que les lieux sont accessibles 24h/24 et équipés d'un système d'alarme;

Que l'accès pour les camions est aisé;

Qu'un emplacement pourrait être loué pour le conteneur de l'Action sociale, conteneur qui devrait être couvert;

Que 4 emplacements de parking pourraient également être loués;

Considérant qu'il n'y a pas de chauffage collectif et que la commune devrait pourvoir les petites pièces de bureau en chauffage d'appoint;

Considérant que le propriétaire nous a envoyé un préavis échéant le 31 juillet pour notre dépôt de sel mais qu'il va tenir compte de la négociation actuelle;

Considérant que, dans les environs, peu de dépôts semblent à louer sur Internet;

Que ce dépôt de 1.010 m² offre des conditions de travail excellentes;

Considérant qu'en date du 4 juin dernier, le Collège échevinal a approuvé le principe de la location, à partir du 1^{er} juillet 2014, pour une durée de deux ans et moyennant la possibilité de résilier le contrat chaque année à la date d'anniversaire du bail moyennant un préavis de deux mois, du dépôt de 1.440 m² situé rue du Bourdon n°100 pour le service de la Voirie au prix annuel d'environ 87.293 € à majorer de provisions de charges;

Considérant que, lors de la même séance, il a approuvé le principe de la location, à partir du 1^{er} septembre 2014, pour une durée de 5 ans et moyennant la possibilité de résilier le contrat chaque année à la date d'anniversaire du bail moyennant un préavis de deux mois, du dépôt de 1.010 m² situé rue du Bourdon n° 100 ainsi que les 4 emplacements de parking et l'emplacement pour le conteneur pour le service de l'Action sociale au prix annuel d'environ 67.707 € à majorer de provisions de charges;

Considérant que le propriétaire a transmis les deux projets de contrat, qui correspondent aux besoins communaux et aux informations fournies, tout en appelant certaines remarques;

Que cette firme a loué temporairement la surface encore libre dans ce bâtiment du dépôt de sel et préfère nous louer l'entièreté du dépôt (1.440 m²) qu'à partir du 1^{er} août 2014 au lieu du 1^{er} juillet;

Considérant que la durée du préavis a été fixée à 4 mois, et non à 2 mois comme nous l'avions demandé;

Que pour la fourniture d'énergie, le propriétaire ne peut techniquement pas installer un compteur privatif d'eau mais que nous pouvons prévoir, dans la cadre d'une installation éventuelle d'une douche après autorisation du propriétaire, le placement d'un compteur de passage;

Que, par contre, à terme, chaque dépôt aura son propre compteur d'électricité et qu'entretiens, des décomptes seront envoyés à la commune;

Considérant que le propriétaire s'engage également à rendre toutes les portes et tous les volets fonctionnels;

Que les sanitaires sont bien disponibles 24h/24 pour les utilisateurs des dépôts et que les frais d'entretien sont inclus dans le loyer;

Considérant que les garanties locatives correspondant aux deux contrats doivent être constituées, en tenant compte de la garantie déjà bloquée portant sur l'actuel dépôt pour le sel au Bourdon;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver :

1) le principe de prendre en location les deux dépôts disponibles rue du Bourdon n° 100, à savoir :

- à partir du 1er août 2014, le dépôt de 1.440 m² situé rue du Bourdon n° 100 pour le service de la Voirie au prix annuel de 87.300 € (12 x 7.275 €/mois) à majorer de provisions mensuelles de charges de 280 €;

- et à partir du 1er septembre 2014 le dépôt de 1.010 m² situé rue du Bourdon n°100 ainsi que les 4 emplacements de parking et l'emplacement pour le conteneur pour le service de l'Action sociale au prix annuel de 67.704 € (12 x 5.642 €/mois) à majorer de provisions mensuelles de charges de 280 €;

2) les conditions des deux baux à loyer correspondant contenues dans les projets des de contrat et d'approuver ceux-ci.

Onderwerp 2D – 4 : **Gemeente-eigendommen.- Huren van twee opslagplaatsen in de Horzelstraat 100.- Principe en voorwaarden.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 232;

Overwegende dat de huurovereenkomst van de opslagplaats in de Stallestraat 70/82, gebruikt door de dienst Sociale Actie, op 30 november zal eindigen, ingevolge de installatie van een nieuwe school in het gebouw in de Stallestraat 70/82;

Overwegende dat de dienst Sociale Actie reeds heeft laten weten nood te hebben aan een lokaal van ± 1.200 m² en 4 parkeerplaatsen voor half juni 2015, met hopelijk een verlenging van het huidige contract tot het einde van het schooljaar 2014-2015;

Overwegende dat er wegwerkzaamheden zullen plaatsvinden in juli en augustus in de Stallestraat en de huidige opslagplaats gedurende een periode moeilijk bereikbaar zal zijn;

Overwegende dat de gemeente in deze opslagplaats reeds technische problemen heeft gehad, namelijk waterinfiltratie en vochtigheid;

Overwegende dat de onderneming die ons de opslagplaats voor de opslag van strooizout verhuurt in de Horzelstraat voorstelt om een aangrenzende opslagplaats te huren met een oppervlakte van 1.010 m², laadhellingen en een buitenruimte om een container te plaatsen;

Overwegende dat deze opslagplaats proper is met veel lichtinval dankzij een gedeeltelijk glazen dak en binnenin kantoorruimtes heeft waarvan het dak eveneens als opslagruimte dient;

Overwegende dat een andere kleine opslagplaats van 540 m² in het verlengde van de zoutopslagplaats eveneens vrij is en zou kunnen dienen voor de opslag van allerlei voorwerpen, onder andere een mobiele tribune en palen;

Overwegende dat de verantwoordelijken van de diensten Wegen en Sociale Actie interesse hebben in deze ruimte die aan de noden van de diensten lijkt te voldoen;

Overwegende dat deze oplossing zou toelaten de twee diensten samen te brengen in een opslagplaats in een toegankelijke wijk;

Aangezien de plaatsen 24 uur per dag bereikbaar zijn en over een alarminstallatie beschikken;

Aangezien de plaatsen gemakkelijk bereikbaar zijn met vrachtwagens;

Aangezien een plaats gehuurd zou kunnen worden voor de container van de Sociale Actie die afgedekt zou moeten zijn;

Aangezien eveneens 4 parkeerplaatsen gehuurd zouden kunnen worden;

Overwegende dat er geen gemeenschappelijke verwarming is en de gemeente de kleine kantoorruimtes zou moeten voorzien van een verwarmingstoevoer;

Overwegende dat de eigenaar ons een opzeg heeft overgemaakt die verstrijkt op 31 juli voor onze zoutopslagplaats maar dat hij rekening zal houden met de huidige onderhandeling;

Overwegende dat er in de omgeving weinig opslagplaatsen te huur staan op internet;

Aangezien deze opslagplaats van 1.010 m² uitstekende arbeidsomstandigheden biedt;

Overwegende dat het Schepencollege op 4 juni zijn goedkeuring heeft verleend aan het principe voor de huur, vanaf 1 juli 2014, voor een duur van twee jaar en met de mogelijkheid om de overeenkomst jaarlijks op te zeggen op de verjaardag ervan middels een opzegtermijn van twee maand, van de opslagplaats van 1.440 m², gelegen in de Horzelstraat 100 voor de Wegendienst aan de jaarlijkse prijs van ± € 87.293, te verhogen met provisies voor de lasten;

Overwegende dat het Schepencollege in dezelfde vergadering zijn goedkeuring heeft verleend aan het principe voor de huur, vanaf 1 september 2014, voor een duur van vijf jaar en met de mogelijkheid om de overeenkomst jaarlijks op te zeggen op de verjaardag ervan middels een opzegtermijn van twee maand, van de opslagplaats van 1.010 m², gelegen in de Horzelstraat 100 en 4 parkeerplaatsen voor de container van de dienst Sociale Actie aan de jaarlijkse prijs van ± € 67.707, te verhogen met provisies voor de lasten;

Overwegende dat de eigenaar twee ontwerpen van overeenkomsten heeft overgemaakt die overeenkomen met de gemeentelijke noden en geleverde inlichtingen, en enkele opmerkingen aanhaalt;

Aangezien deze onderneming de nog vrije ruimte van dit gebouw van de zoutopslag tijdelijk heeft verhuurd en ons de volledige oppervlakte van de opslagplaats (1.440 m²) wenst te verhuren vanaf 1 augustus 2014 in plaats van 1 juli;

Overwegende dat de opzegtermijn 4 maand bedraagt en niet 2 zoals we hadden gevraagd;

Aangezien, met betrekking tot de energielevering, de eigenaar technisch gezien geen privé-meter voor water kan installeren maar we, in het kader van een eventuele installatie van een douche na de toelating van de eigenaar, een doorgangsmeter kunnen voorzien;

Overwegende dat elke opslagplaats op termijn over zijn eigen elektriciteitsmeter zal beschikken en intussen de afrekening naar de gemeente gestuurd zullen worden;

Overwegende dat de eigenaar er eveneens voor zal zorgen dat alle poorten en luiken functioneren;

Overwegende dat de sanitaire voorzieningen 24 uur per dag beschikbaar zijn voor de gebruikers van de opslagplaatsen en de onderhoudskosten hiervan begrepen zijn in de huurprijs;

Overwegende dat de huurwaarborgen voor de twee overeenkomsten betaald moeten worden, rekening houdend met de reeds geblokkeerde waarborg voor de huidige opslagplaats voor strooizout in de Horzelstraat;

Op voorstel van het Schepencollege,

Verleent zijn goedkeuring aan :

1) het principe voor de huur van twee beschikbare opslagplaatsen in de Horzelstraat 100, meer bepaald :

- vanaf 1 augustus 2014, de opslagplaats van 1.440 m² in de Horzelstraat 100 voor de Wegendienst aan de jaarlijkse prijs van € 87.300 (12 x € 7.275/maand) te verhogen met maandelijkse provisies voor de lasten van € 280;

- vanaf 1 september 2014, de opslagplaats van 1.010 m² in de Horzelstraat 100 en 4 parkeerplaatsen en de plaats voor de container van de dienst Sociale Actie aan de jaarlijkse prijs van € 67.704 (12 x € 5.642/maand) te verhogen met maandelijkse provisies voor de lasten van € 280;

2) de voorwaarden van de daarbij horende twee huurovereenkomsten, opgenomen in de ontwerpen van overeenkomsten en de goedkeuring ervan.

**- M. Vanraes entre en séance -
- de h. Vanraes komt de zitting binnen -**

Objet 2D – 5 : Propriétés communales.- Marais du Broeck, chaussée de Saint-Job.- Achat de gré à gré d'une partie de parcelle en zone verte, pour cause d'utilité publique.- Expertise de la valeur vénale.- Principe et conditions.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools précise que la Commune a l'intention d'acquérir ce marais de manière à préserver à long terme son rôle d'"éponge" pour absorber l'eau de la vallée de Saint-Job et contribuer à réduire les risques d'inondation. Il s'agit donc ici de la première acquisition d'une parcelle, le propriétaire concerné ayant marqué son accord. Ce processus sera sans doute poursuivi l'année prochaine.

M./de h. Desmet félicite le Collège, au nom du groupe Ecolo, pour l'intérêt porté à ce dossier. Les écologistes accordent en effet une grande attention aux problèmes d'inondation. M. Desmet souligne aussi l'excellence du travail accompli par l'association Natagora à cet endroit.

Objet 2D – 5 : Propriétés communales.- Marais du Broeck, chaussée de Saint-Job.- Achat de gré à gré d'une partie de parcelle en zone verte, pour cause d'utilité publique.- Expertise de la valeur vénale.- Principe et conditions.- Adoption du projet de compromis de vente.

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 décembre 2010 adoptant la carte des affectations du sol du plan régional d'affectation du sol pour les parcelles dont l'affectation a été annulée par le Conseil d'Etat, particulièrement en ce qu'il étend les limites de la zone verte vers l'intérieur de l'îlot et affecte en zone "non aedificandi" les jardins existants à l'arrière des habitations situées entre le site du marais du Broeck et la chaussée de Saint-Job;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Vu l'accord de principe, donné par le Collège échevinal, en sa séance du 12 mars 2014, quant à l'achat de gré à gré, au prix de 125.000,00 EUR, de la partie d'environ 11 ares 73 centiares de la parcelle située au marais du Broeck, d'une contenance totale de 25 a 34 ca, cadastrée à Uccle, 4e division, section E, n° 327 E 2;

Vu l'accord de principe, donné par le Collège échevinal, en sa séance du 4 juin 2014, pour décharger le vendeur de toute responsabilité en matière de vices du sol et du sous-sol;

Vu l'accord de principe, donné par le Collège échevinal en sa séance du 18 juin 2014, d'une part, pour désigner le notaire des vendeurs en vue d'établir le projet et passer l'acte, et, d'autre part, pour adopter l'avant-projet de compromis de vente établi par le notaire des vendeurs, sous les réserves formulées ci-après;

Vu l'avant-projet de compromis, tenant lieu de promesse de vente et examiné par le Collège échevinal;

Vu le rapport d'expertise du bien, établi par le receveur de l'Enregistrement, en date du 25 septembre 2013;

Considérant que les vendeurs ont marqué leur accord sur l'objet et le prix de la vente, sous les conditions suivantes :

- "le respect d'une zone de recul de 5 mètres à partir de la limite séparative entre le bien cédé et celui restant appartenir aux vendeurs (de manière à éviter, par exemple, un sentier qui longerait directement la clôture), et à éventuellement parer de diverses plantations";

- "les vendeurs ne sont pas responsables des défauts et vices qui sont apparents et que l'acquéreur a pu lui-même constater. L'acquéreur sera sans recours contre le vendeur pour raison de vices cachés du sol et du sous-sol mais uniquement dans la mesure où le vendeur ne les connaissait pas. Sans que cette affirmation puisse constituer un quelconque recours de la part des de l'acquéreur envers les vendeurs, ceux-ci déclarent ne pas avoir connaissance de l'existence de vices cachés";

- "à titre de servitude à charge et au profit du bien vendu et à charge et au profit du bien contigu restant appartenir aux vendeurs, les arbres croissant de part et d'autre de la limite séparative des deux biens, pourront subsister, même s'ils ne se trouvent pas à une distance suffisante de cette limite";

Qu'après avis des services communaux de la Voirie (Cellule Gestion de l'eau et maillage bleu), de l'Urbanisme et de l'Environnement, les conditions précédentes ont été levées par le Collège échevinal, en ses séances des 12 mars et 4 juin 2014;

Considérant, cependant, qu'à l'examen de l'avant-projet de compromis de vente, le Collège échevinal a émis des remarques relatives principalement aux clauses en projet ci-après, qui ont été communiquées au notaire des vendeurs :

- C.3. Conditions particulières convenues entre parties, point 2) : la clause d'exclusion ajoutée, "*il ne sera jamais rien édifié, ni entreposé, sous peine d'enlèvement immédiat aux frais du propriétaire de la parcelle vendue (...)*", est excessive et devrait être supprimée car elle contredit les prescriptions du PRAS qui autorisent la construction d'installations accessoires à la fonction;

- C.3., point 3), alinéa suivant, la phrase : "*la zone de recul doit être aménagée en jardin-parc*" est une nouvelle condition qui n'a pas non plus été négociée; la mention devrait donc être supprimée;

- C.4.3.2. Ordonnance relative aux sols pollués, 4^e alinéa : la référence aux seules catégories 0, 3 ou 4 dans l'attestation d'état du sol, sous-entend qu'une pollution existe et que la Commune accepterait une pollution définie sous le contrôle de l'IBGE (cas des catégories 1 et 2) avec la possibilité de restrictions d'usage; afin que la Commune acquière le terrain avec la certitude qu'il ne soit pas pollué, il est donc nécessaire d'y ajouter les catégories 1 et 2;

- C.6. FRAIS : il convient de préciser expressément que "*les frais de division de la parcelle faisant l'objet des présentes, incombent aux vendeurs*";

Considérant que les crédits suffisants ont été engagés à l'article 766/711-60/87 du budget communal, service extraordinaire de l'exercice 2014;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

1) d'acquérir, de gré à gré et pour cause d'utilité publique, une partie, d'une contenance approximative de 11 a 73 ca (1.173 m²), de la parcelle située dans l'îlot de zone verte compris entre la chaussée de Saint-Job et la rue des Pêcheurs, formant ledit "marais du Broek", cadastrée à Uccle, 4^e division, section E, n° 327 E 2, appartenant à Monsieur et Madame SOMERHAUSEN-TAUBERT, au prix de 125.000,00 EUR;

2) d'approuver le projet de compromis de vente établi par le notaire des vendeurs, sous la réserve des remarques formulées ci-avant;

3) de recourir au ministère du notaire des vendeurs, pour établir le projet et passer l'acte de vente;

4) d'adopter le plan de situation actuelle, figurant la partie de parcelle à acquérir, sous la réserve de la superficie définitive, en plus ou en moins, après mesurage, qui sera reprise sur le plan de délimitation que le géomètre-expert établira préalablement à la passation de l'acte;

5) d'imputer la dépense portant sur le prix d'achat, sur les crédits inscrits à l'article 766/711-60/87 du budget communal – service extraordinaire de 2014 – allocation : 200.000,00 EUR;

6) de financer cette dépense par emprunt.

Onderwerp 2D – 5 : **Gemeente-eigendommen.- Marais du Broek, Sint-Jobsesteenweg.- Onderhandse aankoop van een gedeelte van een perceel in een groengebied ten algemene nutte.- Expertise van de venale waarde.- Principe en voorwaarden.- Goedkeuring van het ontwerp van het verkoopscapromis.**

De Raad,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 december 2010 tot goedkeuring van de kaart van de bestemmingen van het gewestelijk bestemmingsplan voor de percelen waarvan de bestemming werd vernietigd door de Raad van State, in het bijzonder voor wat betreft de uitbreiding van de grenzen van het groengebied naar de binnenruimte van het huizenblok en de bestemming als een zone "non aedificandi" van de bestaande tuinen achteraan de woningen, gelegen tussen de site van de marais du Broek en de Sint-Jobsesteenweg;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 232;

Gelet op het principeakkoord, gegeven door het schepencollege in zitting van 12 maart 2014, inzake de onderhandse aankoop aan € 125.000 van het gedeelte van ± 11 are, 73 centiare van het perceel, gelegen aan de marais du Broek, van een totale oppervlakte van 25 a 34 ca, gekadastraerd te Ukkel, 4de afdeling, sectie E, nr. 327 E 2;

Gelet op het principeakkoord, gegeven door het schepencollege in zitting van 4 juni 2014, om de verkoper te ontlasten van elke verantwoordelijkheid inzake gebreken van de bodem en de ondergrond;

Gelet op het principeakkoord, gegeven door het Schepencollege in zitting van 18 juni 2014 tot aanstelling van de notaris van de verkopers voor de opmaak van het ontwerp en het verlijden van de akte en tot goedkeuring van het voorontwerp van het verkoopscapromis, opgesteld door de notaris van de verkopers, onder voorbehoud van het onderstaande;

Gelet op het voorontwerp van het capromis dat als verkoopscapromis geldt en onderzocht werd door het Schepencollege;

Gelet op het expertiseverslag van het goed, opgesteld door de ontvanger van de registratie op 25 september 2013;

Overwegende dat de verkopers hun goedkeuring hebben verleend aan het voorwerp en de prijs van de verkoop aan de volgende voorwaarden :

- "le respect d'une zone de recul de 5 mètres à partir de la limite séparative entre le bien cédé et celui restant appartenir aux vendeurs (de manière à éviter, par exemple, un sentier qui longerait directement la clôture), et à éventuellement parer de diverses plantations";

- "les vendeurs ne sont pas responsables des défauts et vices qui sont apparents et que l'acquéreur a pu lui-même constater. L'acquéreur sera sans recours contre le vendeur pour raison de vices cachés du sol et du sous-sol, mais uniquement dans la mesure où le vendeur ne les connaissait pas. Sans que cette affirmation puisse constituer un quelconque recours de la part des de l'acquéreur envers les vendeurs, ceux-ci déclarent ne pas avoir connaissance de l'existence de vices cachés";

- "à titre de servitude à charge et au profit du bien vendu et à charge et au profit du bien contigu restant appartenir aux vendeurs, les arbres croissant de part et d'autre de la limite séparative des deux biens, pourront subsister, même s'ils ne se trouvent pas à une distance suffisante de cette limite";

Aangezien, na advies van de gemeentelijke diensten Wegen (cel Waterbeheer en Blauwe Netwerk), Stedenbouw en Milieu, de voormelde voorwaarden werden verwijderd door het schepencollege in zitting van 12 maart en 4 juni 2014;

Overwegende echter dat het schepencollege, na het onderzoek van het voorontwerp van het verkoopscpromis, opmerkingen heeft geformuleerd, voornamelijk inzake de bepalingen, die aan de notaris van de verkopers werden meegedeeld :

- C.3. Bijzondere voorwaarden tussen de partijen, punt 2) : de toegevoegde uitsluitingsgrond "*il ne sera jamais rien édifié, ni entreposé, sous peine d'enlèvement immédiat aux frais du propriétaire de la parcelle vendue (...)*", is overdreven en zou geschrapt moeten worden wegens in tegenspraak met de voorschriften van het GBP dat de bouw toelaat van aanhorige installaties;

- C.3., punt 3), volgende alinea, de zin : "*la zone de recul doit être aménagée en jardin-parc*" is een nieuwe voorwaarde die eveneens niet werd onderhandeld; de vermelding moet aldus geschrapt worden;

- C.4.3.2. Ordonnantie betreffende verontreinigde gronden, 4de alinea : de referentie naar enkel categorieën 0, 3 of 4 in het bodemattest geeft aan dat er een bestaande verontreiniging is en dat de gemeente een verontreiniging zou aanvaarden, bepaald onder de controle van het BIM (gevallen van categorieën 1 en 2) met de mogelijkheid tot gebruiksbepalingen; om er zeker van te zijn dat de gemeente geen terrein aankoopt dat verontreinigd is, moeten categorieën 1 en 2 aldus toegevoegd worden.

- C.6. KOSTEN : het volgende moet uitdrukkelijk vermeld worden : "*les frais de division de la parcelle faisant l'objet des présentes, incombent aux vendeurs*".

Overwegende dat er voldoende kredieten voorzien zijn onder artikel 766/711-60/87 van de gemeentebegroting, buitengewone dienst van het dienstjaar 2014;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

1) over te gaan tot de onderhandse aankoop ten algemene nutte van een gedeelte, van een oppervlakte van ± 11 a 73 ca (1.173 m²), van het perceel, gelegen in het huizenblok van het groengebied tussen de Sint-Jobsesteenweg en de Vissersstraat, hetgeen de "marais du Broek" vormt, gekadastraerd te Ukkel, 4de afdeling, sectie E, nr. 327 E 2, toebehorend aan de heer en mevrouw SOMERHAUSEN-TAUBERT, aan de prijs van € 125.000;

2) zijn goedkeuring te verlenen aan het ontwerp van het verkoopscpromis, opgesteld door de notaris van de verkopers, onder voorbehoud van de bovenvermelde voorwaarden;

3) een beroep te doen op de diensten van de notaris van de verkopers voor de opmaak en het verlijden van de verkoopscakte;

4) zijn goedkeuring te verlenen aan het huidige liggingplan, dat het gedeelte van het aan te kopen perceel aangeeft, onder voorbehoud van de definitieve oppervlakte, meer of minder, na opmeting, dat opgenomen zal worden op het afbakeningsplan dat de landmeter vóór het verlijden van de akte zal opstellen;

5) de uitgave voor de aankoopsprijs te boeken onder artikel 766/711-60/87 van de gemeentebegroting - buitengewone dienst 2014 - toelage : € 200.000;

6) deze uitgave te financieren door middel van een lening.

Objet 2E - 1 : Personnel.- Création de la fonction de Directeur des Ressources Humaines (A7 – A9) - Règlement fixant les conditions de nomination au grade de Directeur des Ressources Humaines.

Le Président fait l'exposé suivant :

"L'ordonnance du 27 février 2014 modifiant la Nouvelle loi communale instaure le grade de Directeur des Ressources Humaines dans le cadre d'une harmonisation entre les différentes communes de la Région de Bruxelles-Capitale. Ce changement de dénomination a pour conséquence que, dans la hiérarchie des grades, le DRH prend rang sous le grade de receveur communal mais aussi haut que le grade administratif qui suit.

Dans le cadre administratif actuel la fonction n'existe pas et il y aurait lieu de l'intégrer et d'arrêter le règlement fixant les conditions de nomination au grade de Directeur des Ressources Humaines (A7 – A9),

Vu la spécificité de la fonction et les exigences de professionnalisme décrites dans l'ordonnance du 27 février 2014 modifiant la Nouvelle loi communale il s'indique de permettre l'accès à la fonction à tout porteur d'un diplôme de niveau Master (diplôme universitaire ou enseignement supérieur de type long), pour autant qu'est démontré une expérience de 5 ans minimum dans une fonction dirigeante en GRH.

Il est également indiqué d'adapter le programme d'examen aux différents profils d'études permettant de postuler à cette fonction de Directeur des Ressources Humaines en prévoyant un programme d'examen sous forme de tests relatifs à l'élaboration d'une politique de gestion des ressources humaines dans le secteur public, ainsi qu'aux capacités de management et de direction.

Au niveau des connaissances linguistiques il y a lieu de prévoir que les candidats doivent avoir subi avec succès les épreuves linguistiques au moment de l'admission au stage.

Afin d'attirer un maximum de candidats aux examens de recrutement des grades légaux il devrait être prévu que les services prestés dans le secteur privé sont admissibles pour le calcul du traitement, à condition qu'il s'agisse de fonctions qui peuvent être considérées comme directement utiles à l'exercice de la fonction".

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du 27 février 2014 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale;

Vu l'article 145 de la nouvelle Loi communale;

Vu le protocole d'accord obtenu en séance du Comité Particulier de Négociation;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide, à l'unanimité, d'approuver comme suit le règlement arrêtant les conditions de nomination aux grades de Directeur des Ressources Humaines :

Chapitre I - Dispositions générales

Article 1^{er} - La nomination en qualité de Directeur des Ressources Humaines se fera par voie de recrutement. Un stage de deux ans maximum pourra être exigé par le Conseil communal.

Chapitre II - Du recrutement

Article 2 - Les conditions générales à remplir pour être nommé en qualité de Directeur des Ressources Humaines sont les suivantes :

- 1) être de conduite irréprochable ;
- 2) jouir des droits civils et politiques ;
- 3) avoir satisfait aux obligations des lois sur la milice ;
- 4) être physiquement apte à exercer la fonction ;
- 5) à la fin de l'appel public, avoir une expérience professionnelle de six ans en relation avec la fonction;

6) être porteur d'un diplôme de Master ou équivalent (diplôme universitaire ou enseignement supérieur de type long);

7) avoir réussi l'examen prévu à l'article 4.

Article 3 - Tenant compte des dispositions légales, le Conseil communal peut déterminer le rôle linguistique auquel doivent appartenir les candidats.

Article 4 - L'examen comprend :

1. Epreuves permettant de juger la maturité d'esprit des candidats.
 - a) Epreuve écrite
 - Résumé, commentaire et critique d'une conférence sur un sujet d'ordre général du niveau de l'enseignement supérieur12/20
 - b) Epreuve de conversation
 - Entretien sur des questions d'ordre général et sur la capacité des candidats à exercer la fonction (motivation et intérêt pour la fonction, personnalité, expérience

professionnelle, connaissance du fonctionnement d'une administration locale..... ..12/20

2. Un ou plusieurs tests sur les capacités à élaborer une politique de gestion des ressources humaines dans une administration locale, de management ou de direction en relation avec le profil de la fonction de Directeur des Ressources Humaines.....36/60

Article 5 - La composition du jury d'examen, dont les membres seront désignés chaque fois par le Collège des Bourgmestres et Echevins, sera la suivante :

- 1 président : le Bourgmestre ;
- 1 membre du Collège échevinal ;
- 1 expert en sélection (Ressources Humaines - Management public) ;
- 1 professeur de l'enseignement supérieur ;
- 1 secrétaire du jury, fonctionnaire communal, sans voix délibérative.

Chaque groupe du Conseil communal ainsi que les organisations syndicales représentatives peuvent désigner un de leurs membres qui assiste, à titre d'observateur, aux épreuves.

Ceux-ci ne peuvent cependant pas assister aux délibérations.

Chapitre IV - Des connaissances linguistiques

Article 6 - Les candidats devront, au moment de l'admission au stage, avoir subi avec succès une épreuve écrite et une épreuve orale sur la connaissance suffisante de la seconde langue nationale, conformément aux dispositions légales relatives à l'emploi des langues en matière administrative.

Chapitre V - Valorisation des services antérieurs

Article 7 - La valorisation des services prestés dans le secteur privé sont admissibles pour le calcul du traitement, pour autant qu'il s'agisse de fonctions directement utiles à l'exercice de la fonction.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2E - 1: **Personeel.- Invoering van de functie Directeur Human Resources (A7 - A9) - Reglement tot vaststelling van de voorwaarden voor de benoeming in de graad van directeur Human Resources.**

De voorzitter licht toe:

"De ordonnantie van 27 februari 2014 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet voert de graad directeur Human Resources in voor een harmonisering van de verschillende gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Deze wijziging van de benaming heeft als gevolg dat, hiërarchisch gezien, de DHR onder de gemeenteontvanger staat maar even hoog als de administratieve graad die erop volgt.

De functie bestaat momenteel niet in het administratief kader. Deze moet aldus geïntegreerd worden met de vaststelling van de voorwaarden voor de benoeming in de graad van Directeur Human Resources (A7 - A9).

Door de specifieke aard van de functie en de beroepsvereisten, vermeld in de ordonnantie van 27 februari 2014 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, is de functie toegankelijk voor elke houder van een masterdiploma (universitair diploma of hoger onderwijs lange type) met een ervaring van min. 5 jaar in een leidende functie in personeelsbeheer.

Het examenprogramma moet eveneens aangepast worden aan de verschillende studieprofielen die voor Directeur Human Resources kunnen solliciteren door proeven te voorzien inzake de opmaak van een HR-beleid in de openbare sector en over de bekwaamheden inzake management en directie.

De kandidaten moeten op het ogenblik van de toelating tot de stage met vrucht de taalproeven afgelegd hebben.

Om zo veel mogelijk kandidaten aan te sporen aan wervingsexamens voor wettelijke graden deel te nemen zou rekening gehouden moeten worden met de gepresteerde diensten in de privésector voor de berekening van het salaris, voor zover het gaat om functies die onmiddellijk nuttig zijn voor de uitoefening van de functie".

De raad,

Gelet op de ordonnantie van 27 februari 2014 van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het protocolakkoord, afgesloten in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist eenparig zijn goedkeuring te verlenen aan het reglement tot vaststelling van de voorwaarden voor de benoeming in de graad van Directeur Human Resources.

Hoofdstuk I - Algemene bepalingen

Artikel 1 - De benoeming tot Directeur Human Resources zal via aanwerving gebeuren. Een stage van max. twee jaar kan opgelegd worden door de gemeenteraad.

Hoofdstuk II – Aanwerving

Artikel 2 - Om benoemd te kunnen worden tot Directeur Human Resources moet aan de volgende algemene voorwaarden voldaan zijn:

1) van onberispelijk gedrag zijn;

2) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3) aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

4) lichamelijk geschikt zijn om de functie uit te oefenen;

5) aan het einde van de openbare oproep beschikken over een relevante beroepservaring van zes jaar;

6) houder zijn van een masterdiploma of gelijkwaardig diploma (universitair diploma of hoger onderwijs lange type);

7) geslaagd zijn in het examen, voorzien in artikel 4.

Artikel 3 - Overeenkomstig de wettelijke bepalingen mag de gemeenteraad de taalrol vaststellen tot welke de kandidaten moeten behoren.

Artikel 4 - Het examen omvat:

1. Proeven om de geestesrijpheid van de kandidaten te beoordelen.

a) Schriftelijke proef

- Samenvatting van, commentaar en kritiek op een voordracht over een onderwerp van algemene aard van het niveau van het hoger onderwijs
..... ..12/20

b) Mondelinge proef

- Gesprek over kwesties van algemene aard en over de capaciteit van de kandidaten om de functie uit te oefenen (motivatie en interesse voor de functie, persoonlijkheid, beroepservaring, kennis van de werking van een lokaal bestuur)
..... ..12/20

2. Eén of meerdere proeven rond de bekwaamheden om een HR-beleid op te stellen in een lokaal bestuur, inzake management of directie die nodig zijn voor het profiel van Directeur Human Resources36/60

Artikel 5 - De examenjury, waarvan de leden telkens door het college van burgemeester en schepenen aangewezen zullen worden, zal als volgt samengesteld zijn:

- 1 voorzitter: de burgemeester;

- 1 lid van het schepencollege;

- 1 selectiedeskundige (Human Resources - Openbaar Management);

- 1 docent van het hoger onderwijs;

- 1 secretaris van de jury, meer bepaald een gemeenteambtenaar, zonder beraadslagende stem.

Elke groep van de gemeenteraad en de representatieve vakbonden mogen iemand van hun leden aanduiden die de proeven bijwoont in de hoedanigheid van waarnemer.

Deze personen zullen de beraadslagingen echter niet mogen bijwonen.

Hoofdstuk IV – Taalkennis

Artikel 6 - De kandidaten moeten op het ogenblik van de toelating tot de stage met vrucht een schriftelijke en een mondelinge proef afgelegd hebben over de voldoende kennis van de tweede landstaal conform de wettelijke bepalingen over het gebruik der talen in bestuurszaken.

Hoofdstuk V – Valorisation van vroegere diensten

Artikel 7 - De valorisation van gepresteerde diensten in de privésector wordt toegelaten voor de berekening van het salaris, voor zover het gaat om functies die onmiddellijk nuttig zijn voor de uitoefening van de functie.

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring naar de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 3B – 1 : Marché financier.- Conclusion d'emprunts pour le financement du service extraordinaire de la Commune et du budget patrimonial de la Régie foncière.- Exercice 2014.- Approbation de l'estimation, du mode de passation du marché, du cahier spécial des charges et des critères de sélection.

Le Conseil,

Attendu que le budget communal extraordinaire 2014 prévoit 36.846.984 EUR de dépenses dont le financement sera assuré par emprunts;

Attendu que le budget patrimonial 2014 de la Régie foncière prévoit 2.078.000 EUR de dépenses dont le financement sera assuré par emprunts;

Attendu que le choix de l'organisme auprès duquel ces emprunts seront contractés doit faire l'objet d'une procédure de marché de services;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 26, § 2, 3° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'article 27 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Sur proposition du Collège échevinal, décide d'approuver :

- l'estimation du marché au montant de 15.000.000 EUR;

- le mode de passation du marché, à savoir la procédure négociée avec publicité avec consultation de minimum 3 candidats et maximum 10;

- le cahier spécial des charges établi selon le cahier des charges type modifié (introduction de critères d'attribution) proposé par la Tutelle dans sa circulaire du 14 février 2006;

- les critères de sélection à savoir :

- conformément à l'article 20 de la loi du 15 juin 2006, et au § 1 de l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, est exclu de l'accès au marché, à quelque stade que ce soit de la procédure, le candidat faisant l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée, dont le pouvoir adjudicateur a connaissance, pour :

- participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324bis du Code pénal;

- corruption, telle que définie à l'article 246 et 250 du Code pénal;

- fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002;

- blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 5 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;

- conformément à l'article 20 de la loi du 15 juin 2006 et au § 2, 5° et 6° de l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, peut être exclu de l'accès au marché, à quelque stade que ce soit de la procédure, le candidat qui :

- n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses cotisations de sécurité sociale conformément aux dispositions de l'article 62;
- n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi, conformément aux dispositions de l'article 63;
- en application de l'article 68 de ce même arrêté, la capacité du prestataire de services sera évaluée en vertu de son savoir-faire, de son efficacité, de son expérience et de sa fiabilité. A cet effet, les candidats seront priés de démontrer leur capacité sur la base de ces quatre éléments dans un document du format A4 comptant 8 pages au maximum.

Onderwerp 3B – 1 : **Financiële opdracht: afsluiting van leningen voor de financiering van de buitengewone dienst van de gemeente en van de patrimoniale begroting van de Grondregie.- Dienstjaar 2014.- Goedkeuring van de raming, de gunningswijze van de opdracht, het bestek en de selectiecriteria.**

De Raad,

Aangezien de buitengewone begroting 2014 van de gemeente voor € 36.846.984 aan uitgaven waarvan de financiering door leningen zal gebeuren;

Aangezien de patrimoniale begroting 2014 van de Grondregie voor € 2.078.000 aan uitgaven waarvan de financiering door leningen zal gebeuren;

Aangezien de keuze van het organisme bij hetwelk deze leningen zullen afgesloten worden het voorwerp moet uitmaken van een procedure voor aanneming van dienstopdrachten;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 26, § 2, 3° van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 27 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Op voorstel van het Schepencollege, beslist zijn goedkeuring te verlenen aan :

- de raming van de opdracht voor een bedrag van € 15.000.000;
- de gunningswijze van de opdracht te weten de onderhandelingsprocedure met bekendmaking met raadpleging van min. 3 en max. 10 kandidaten;
- het bestek, opgesteld volgens het gewijzigde typebestek (met inbreng van gunningscriteria), voorgesteld door de toezichthoudende overheid in haar omzendbrief van 14 februari 2006;
- de onderstaande selectiecriteria :
 - overeenkomstig artikel 20 van de wet van 15 juni 2006 en § 1 van artikel 61 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 wordt uitgesloten van de toegang tot de opdracht, in elk stadium van de gunningsprocedure, de kandidaat die bij rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan en waarvan de aanbestedende overheid kennis heeft, veroordeeld is voor :
 - deelname aan een criminele organisatie als bedoeld in artikel 324bis van het Strafwetboek;
 - omkoping als bedoeld in artikelen 246 en 250 van het Strafwetboek;
 - fraude als bedoeld in artikel 1 van de overeenkomst aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Gemeenschap, goedgekeurd door de wet van 17 februari 2002;
 - witwassen van geld als bedoeld in artikel 5 van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financieel stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme;
 - overeenkomstig artikel 20 van de wet van 15 juni 2006 en § 2, 5° en 6° van artikel 61 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 kan in elk stadium van de gunningsprocedure worden uitgesloten van de toegang tot de opdracht, de kandidaat die :

- niet voldaan heeft aan zijn verplichtingen inzake betaling van zijn sociale zekerheidsbijdragen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 62;
- niet in orde is met de betaling van zijn belastingen volgens de Belgische wetgeving of die van het land waar hij gevestigd is, overeenkomstig de bepalingen van artikel 63;
- in toepassing van artikel 68 van hetzelfde besluit zal de capaciteit van de dienstverlener beoordeeld worden op basis van zijn kennis, efficiëntie, ervaring en betrouwbaarheid. De kandidaten moeten daarom hun capaciteit met betrekking tot deze vier elementen aantonen in een document (A4-formaat) van max. 8 pagina's.

Objet 3B – 2 : **Modification du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.- Application de celui-ci aux règlements communaux actuellement en vigueur.**

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès félicite le service juridique et le service des Taxes pour l'ampleur du travail accompli.

Objet 3B – 2 : **Modifications du règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.- Application de celui-ci aux règlements communaux actuellement en vigueur.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu le règlement général arrêté par le conseil communal du 27 mai 1999, approuvé par l'autorité de tutelle, le 1er septembre 1999, modifié par le règlement du 23 novembre 2006;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Attendu que l'ordonnance précitée est entrée en vigueur le 7 mai 2014 et qu'elle abroge la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales telle que modifiée par la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale et implicitement l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Que cette ordonnance modifie de nombreux points dans la procédure de réclamation à l'encontre d'une taxe communale;

Considérant que le présent règlement constitue un outil didactique tant pour les redevables que pour les services communaux,

Arrête :

REGLEMENT GENERAL RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT ET AU RECOUVREMENT DES TAXES COMMUNALES

Article 1 : § 1er. Il y a des taxes recouvrées par voie de rôle et des taxes perçues au comptant. Les taxes recouvrées par voie de rôle sont reprises dans un rôle. Les taxes perçues au comptant sont payables contre remise d'une preuve de paiement.

§ 2. Les rôles mentionnent :

- 1° le nom de la commune qui a établi la taxe;
- 2° le nom, le prénom ou la dénomination sociale et l'adresse du redevable;
- 3° la date et la dénomination du règlement en vertu duquel la taxe est établie;
- 4° le fait générateur, l'assiette, le taux, le calcul et le montant de la taxe ainsi que l'année d'imposition à laquelle elle se rapporte;
- 5° le numéro d'article;
- 6° la date du visa exécutoire;
- 7° la date d'envoi;

8° la date ultime de paiement.

§ 3. Les rôles sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année d'imposition par l'autorité compétente.

Le receveur assure sans délai l'envoi des avis d'imposition. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

L'avertissement-extrait de rôle comprend, outre les données visées au § 2 :

- la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle;

- la date ultime de paiement;

- le délai dans lequel une réclamation peut être introduite, la dénomination, l'adresse et les coordonnées de l'instance compétente pour la recevoir, les éventuelles formalités particulières, ainsi que la mention que le redevable ou son représentant qui souhaite être entendu doit en faire la demande explicite dans la réclamation.

Le règlement ou une synthèse du règlement sur base duquel la taxe est établie, est soit repris dans l'avertissement-extrait de rôle, soit joint en annexe.

§ 4. Seul un règlement-taxé en matière de taxes recouvrées par voie de rôle peut prévoir une obligation de déclaration dans le chef des redevables.

§ 5. Les droits établis dans les rôles sont comptabilisés aux recettes de l'exercice financier au cours duquel les rôles sont rendus exécutoires.

§ 6. La taxe recouvrée par voie de rôle est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

§ 7. Lorsque la perception ne peut pas être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Article 2 : Le Collège désigne les membres du personnel communal, à l'exception du receveur, qui sont compétents pour effectuer un contrôle ou examen et faire les constatations nécessaires quant à l'application du règlement-taxé et des dispositions visées aux articles 3 et 4.

Les procès-verbaux dressés par ces personnes font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 3 : Dans le cadre du contrôle ou de l'examen de l'application du règlement-taxé, les membres du personnel visés à l'article 2 sont autorisés à exercer toutes les compétences de contrôle fiscal qui s'appliquent aux taxes communales en vertu de l'article 8. Toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe a l'obligation, lorsqu'elle en est requise par les membres du personnel visés à l'article 2, de les produire sans déplacement.

Chacun est tenu d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux membres du personnel visés à l'article 2 et munis de leur preuve de désignation, et ce, en vue de déterminer l'assujettissement ou d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe. Ces membres du personnel ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures à vingt et une heures et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police, à moins que cet accès ne soit donné de plein gré.

Article 4 : § 1er. Lorsque le règlement-taxé prévoit une obligation de déclaration dans le chef du redevable, la non-déclaration dans les délais prévus par ce règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

En cas de taxation d'office, la taxe est établie sur la base des données dont la commune dispose, à moins que le règlement-taxé ait prévu une autre base.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège, notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le courrier visé à l'alinéa 3 l'informe de ce droit. La taxe ne peut être établie avant que ce délai ne soit échu.

Les taxations d'office ne peuvent être enrôlées valablement que pendant une période de trois ans à compter du 1er janvier de l'exercice d'imposition. Ce délai est prolongé de deux ans en cas d'infraction au règlement-taxe commise dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

Lorsqu'une taxe est établie d'office, le redevable doit produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

§ 2. Le règlement-taxe peut prévoir que les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant qu'il fixe. Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office et ne peut dépasser le double de la taxe enrôlée d'office.

Article 5 : Le règlement-taxe peut prévoir l'imposition d'une amende administrative de 500 euros au maximum pour toute infraction aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 ou du règlement-taxe.

Si une infraction peut être sanctionnée d'une majoration d'impôt, aucune amende administrative supplémentaire ne peut être imposée pour une infraction au règlement-taxe.

Une amende administrative est établie et recouvrée suivant les mêmes règles que celles qui s'appliquent aux taxes recouvrées par voie de rôle.

Article 6 : § 1er. Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre une taxe, une majoration de taxe ou une amende administrative auprès du Collège, qui agit en tant qu'autorité administrative, à l'exception des sanctions pour incivilité visées à l'article 119bis de la nouvelle loi communale.

La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition ou à compter de la date de la perception au comptant.

Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, fax ou e-mail), dans les délais et aux conditions visées au deuxième alinéa.

§ 2. Un membre du personnel de la commune spécialement désigné à cet effet par le Collège, à l'exception du receveur, envoie dans les quinze jours calendrier de l'introduction de la réclamation, un accusé de réception au redevable et, le cas échéant, à son représentant, d'une part, et au receveur, d'autre part. Le récépissé peut être envoyé par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, fax ou e-mail) lorsque la réclamation a été introduite par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, fax ou mail), selon les modalités prévues au règlement-taxe.

§ 3. Aux fins d'assurer l'instruction de la réclamation, le Collège et toute personne visée au § 2 disposent des pouvoirs d'investigation visés à l'article 3.

§ 4. Si le redevable ou son représentant en a fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition. Le cas échéant, le Collège, communique au redevable et, le cas échéant à son représentant, la date de son audition, ainsi que les jours et heures auxquels le dossier pourra être consulté. Cette communication est faite quinze jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par le redevable ou son représentant au Collège ou au membre du personnel visé au § 2, par écrit ou sur support durable (moyen de communication électronique, fax ou e-mail), au moins sept jours calendrier avant le jour de l'audition. Le redevable ou son représentant est entendu par le Collège.

Les personnes visées au deuxième alinéa signent le procès-verbal de l'audition. Une copie du procès-verbal de l'audition leur est envoyée par pli recommandé. Elles disposent alors d'un délai de dix jours ouvrables pour faire parvenir cette copie signée à l'Administration communale. Passé ce délai, le Collège constate l'absence de signature du procès-verbal dans le délai imparti et prend sa décision sur base du procès-verbal tel qu'envoyé.

§ 5. Endéans un délai de six mois à compter de la date de réception de la réclamation, le Collège statue par une décision motivée. Ce délai de six mois est prolongé de trois mois si l'imposition contestée a été opérée d'office.

Par sa décision, le Collège ne peut pas majorer la taxe, la majoration d'impôt ou l'amende administrative.

La décision du Collège est notifiée, par lettre recommandée, au redevable et, le cas échéant, à son représentant et est également communiquée au receveur. Cette lettre mentionne l'instance auprès de laquelle un recours peut être introduit, ainsi que les délais et formes applicables.

La décision du Collège est irrévocable si le recours n'a pas été introduit dans les délais auprès de l'instance compétente.

§ 6. Les dispositions du présent article s'appliquent à chaque tiers auquel une amende administrative est imposée.

Article 7 : La décision prise par le Collège ou l'absence de décision dans les délais visés à l'article 6, § 5, ouvre le droit à un recours auprès du tribunal de première instance. Les articles 1385decies et 1385undecies du Code judiciaire sont applicables.

Le jugement du Tribunal de première instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais, ainsi que la procédure applicable à ces recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

Article 8 : Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code sont applicables aux taxes communales pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus.

Article 9 : Le présent règlement s'applique aux taxes communales qui sont perçues au comptant à partir du 1er mars 2014 ou qui sont enrôlées et rendues exécutoires à partir du 1er mars 2014.

Onderwerp 3B – 2 : **Wijzigingen van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen.- Toepassing ervan op de geldende gemeentelijke reglementen.#**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het algemeen reglement, goedgekeurd door de gemeenteraad op 27 mei 1999 en door de toezichthoudende overheid op 1 september 1999, gewijzigd door het reglement van 23 november 2006;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Aangezien de voormelde ordonnantie van kracht is geworden op 7 mei 2014 en de wet intrekt van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen zoals gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen en impliciet het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Aangezien deze ordonnantie talrijke punten wijzigt van de bezwaarprocedure tegen een gemeentebelasting;

Overwegende dat het onderhavige reglement een didactisch middel is voor zowel de belastingplichtigen als de gemeentediensten,

Beslist :

ALGEMEEN REGLEMENT BETREFFENDE DE VESTIGING EN DE INVORDERING VAN GEMEENTEBELASTINGEN

Artikel 1 : § 1. Er zijn kohierbelastingen en contantbelastingen. De kohierbelastingen worden opgenomen in een kohier. De contantbelastingen zijn betaalbaar tegen afgifte van een betalingsbewijs.

§ 2. De kohieren bevatten :

1° de naam van de gemeente die de belasting heeft gevestigd;

2° de voornaam, achternaam of bedrijfsnaam en het adres van de belastingplichtige;

3° de datum en benaming van het reglement krachtens hetwelk de belasting is gevestigd;

4° het belastbaar feit, de grondslag, het percentage, de berekening en het bedrag van de belasting, evenals het aanslagjaar waarop de belasting betrekking heeft;

5° het nummer van het artikel;

6° de datum van uitvoerbaarverklaring;

7° de datum van verzending;

8° de uiterste betalingsdatum.

§ 3. De kohieren worden door het college vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op het jaar waarin de aanslag door de bevoegde overheid is gevestigd.

De ontvanger zorgt onverwijld voor de verzending van de aanslagbiljetten, zonder kosten voor de belastingschuldige.

Het aanslagbiljet bevat de gegevens vermeld in § 2. Het aanslagbiljet bevat ook :

- de verzendingsdatum van het aanslagbiljet;

- de uiterste betalingsdatum;

- de termijn waarbinnen een bezwaarschrift kan worden ingediend, de benaming, het adres en de contactgegevens van de instantie die bevoegd is om het bezwaarschrift te ontvangen, de eventuele bijzondere formaliteiten, evenals de vermelding dat de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger die wenst gehoord te worden zulks uitdrukkelijk moet vragen in het bezwaarschrift.

Het reglement of een samenvatting van het reglement op basis waarvan de belasting is gevestigd, wordt op het aanslagbiljet afgedrukt of wordt als bijlage toegevoegd.

§ 4. Enkel een belastingverordening inzake kohierbelastingen kan voorzien in een verplichting van aangifte vanwege de belastingschuldigen.

§ 5. De rechten vastgesteld in de kohieren worden boekhoudkundig ingeschreven bij de ontvangsten van het financieel boekjaar waarin ze uitvoerbaar werden verklaard.

§ 6. De kohierbelasting wordt betaald binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

§ 7. Als de contante inning niet mogelijk is, wordt de belasting een kohierbelasting, die onmiddellijk opeisbaar is.

Artikel 2 : Het College wijst de leden van het gemeentepersoneel aan, met uitzondering van de ontvanger, die bevoegd zijn om een controle of onderzoek in te stellen en vaststellingen te verrichten in verband met de toepassing van de belastingverordening en de bepalingen vermeld in artikelen 3 en 4.

De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 3 : Om de toepassing van de belastingverordening te kunnen controleren of onderzoeken, zijn de personeelsleden, vermeld in artikel 2, gemachtigd om alle fiscale onderzoeksbevoegdheden uit te voeren die krachtens artikel 8 toepassing vinden op het vlak van de gemeentebelastingen. Iedereen die beschikt over boeken en bescheiden die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting is verplicht om die zonder verplaatsing voor te leggen op verzoek van de personeelsleden vermeld in artikel 2.

Iedereen is verplicht aan de personeelsleden vermeld in artikel 2 en voorzien van een aanstellingsbewijs vrije toegang te verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, teneinde de belastingplicht te kunnen bepalen of de grondslag van de belasting te kunnen vestigen of controleren. Die personeelsleden hebben evenwel alleen toegang tot de gebouwen of bewoonde lokalen tussen vijf uur `s morgens en negen uur `s avonds, en alleen na machtiging van de politierechter, tenzij uit vrije wil toegang wordt verleend.

Artikel 4 : § 1. Als de belastingverordening voorziet in de verplichting van aangifte vanwege de belastingsplichtige, kan de belasting ambtshalve gevestigd worden bij gebrek aan aangifte binnen de in de verordening gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige.

In geval van een ambtshalve aanslag, wordt de belasting gevestigd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt, tenzij de belastingverordening voorziet in een andere grondslag.

Vóór de belasting ambtshalve wordt gevestigd, brengt het college de belastingplichtige met een aangetekende brief op de hoogte van de redenen waarom gebruik wordt gemaakt van deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd evenals de wijze van bepaling van die elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen. De belasting mag niet worden gevestigd vóór die termijn verstreken is.

De ambtshalve belastingen kunnen slechts geldig worden ingekohierd gedurende een periode van drie jaar, te rekenen vanaf 1 januari van het aanslagjaar. Die termijn wordt met twee jaar verlengd bij overtreding van de belastingverordening met het oogmerk te bedriegen of met de bedoeling schade te berokkenen.

Als een belasting ambtshalve is gevestigd, moet de belastingplichtige het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen.

§ 2. De belastingverordening kan bepalen dat de ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met het bedrag dat zij vastlegt. Het bedrag van die verhoging wordt tegelijk ingekohierd en mag het dubbele van de ambtshalve ingekohierde belasting niet overschrijden.

Artikel 5 : De belastingverordening kan bepalen dat een administratieve geldboete van maximum 500 euro wordt opgelegd voor een overtreding van de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 of van de belastingverordening.

Als voor een overtreding een belastingverhoging kan worden opgelegd, mag geen enkele bijkomende administratieve geldboete worden opgelegd voor een overtreding van de belastingverordening.

Een administratieve geldboete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als die welke van toepassing zijn op de kohierbelastingen.

Artikel 6 : § 1. De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan tegen een belasting, een belastingverhoging of een administratieve geldboete, met uitzondering van de sancties wegens overlast als bedoeld in artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet, een bezwaarschrift indienen bij het college, dat handelt als administratieve overheid.

Het bezwaar moet schriftelijk worden ingediend, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgeving van de aanslag of vanaf de datum van de contante inning.

Bezwaarschriften kunnen via een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, fax of e-mail) worden ingediend, binnen de termijnen en onder de voorwaarden vermeld in het tweede lid, indien de belastingverordening in die mogelijkheid voorziet.

§ 2. Een daartoe speciaal door het college aangewezen gemeentelijk personeelslid, met uitzondering van de ontvanger, stuurt binnen vijftien kalenderdagen na de indiening van het bezwaarschrift een ontvangstmelding, enerzijds naar de belastingschuldige en, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger en anderzijds naar de ontvanger. De ontvangstmelding kan via een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, fax of e-mail) worden gestuurd, volgens de nadere regels die bepaald zijn in de belastingverordening.

§ 3. Om de behandeling van het bezwaarschrift te verzekeren, beschikt het college en elke in § 2 bedoelde persoon over de onderzoeksbevoegdheden als bedoeld in artikel 3.

§ 4. Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd op een hoorzitting. In voorkomend geval, deelt het college aan de belastingschuldige en, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger, de datum van de hoorzitting mee, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd kan worden. Die mededeling geschiedt ten minste vijftien kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting.

De aanwezigheid op de hoorzitting moet door de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger aan het college of het in § 2 bedoelde personeelslid worden bevestigd, schriftelijk of via duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, fax of e-mail), en ten minste zeven kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting. De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger wordt gehoord door het college.

De in het tweede lid bedoelde personen ondertekenen het proces-verbaal van het verhoor. Een kopie van het proces-verbaal van het verhoor wordt naar hen opgestuurd per aangetekende brief. Zij beschikken over een termijn van tien werkdagen om deze kopie ondertekend terug te sturen naar het gemeentebestuur. Na deze termijn stelt het college de afwezigheid vast van de handtekening van het proces-verbaal binnen de geldende termijn en neemt het college zijn beslissing op basis van het proces-verbaal zoals het werd opgestuurd.

§ 5. Het college doet, binnen een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift, uitspraak op basis van een met redenen omklede beslissing. Die termijn van zes maanden wordt met drie maanden verlengd als de betwiste aanslag ambtshalve werd gevestigd.

Het college kan met zijn beslissing, de betwiste belasting, belastingverhoging of administratieve geldboete niet vermeerderen.

De beslissing van het college wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de belastingschuldige en, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger en wordt tevens ter kennis gebracht van de ontvanger. Die aangetekende brief vermeldt de instantie waarbij beroep kan worden ingesteld, evenals de ter zake geldende termijn en vormen.

De beslissing van het college is onherroepelijk wanneer het beroep niet tijdig bij de bevoegde instantie is ingesteld.

§ 6. De bepalingen van dit artikel zijn eveneens van toepassing op elke derde aan wie een administratieve geldboete wordt opgelegd.

Artikel 7 : Tegen de beslissing van het college of bij gebrek aan beslissing binnen de in artikel 6, § 5, bedoelde termijnen, kan beroep worden ingesteld bij de rechtbank van eerste aanleg. Artikelen 1385decies en 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing.

Het vonnis van de rechtbank van eerste aanleg is vatbaar voor verzet of beroep.

Tegen het arrest van het hof van beroep kan cassatieberoep worden ingesteld.

De vormen, de termijnen en de procedure voor die beroepen worden geregeld zoals inzake rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle betrokken partijen.

Artikel 8 : Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dat Wetboek van toepassing op de gemeentebelastingen, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen.

Artikel 9 : Het onderhavige reglement is van toepassing op de gemeentebelastingen die contant worden geïnd vanaf 1 maart 2014 of die vanaf 1 maart 2014 worden geïnkohierd en uitvoerbaar worden verklaard.

Objet 3D – 1 : **A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse.- Comptes 2013.**

M. l'Echevin//de h. schepen Dilliès remercie Mme Francken, pour la pertinence des remarques qu'elle a émises lors de la commission à propos des factures du Service Ucclois de la Jeunesse (S.U.J.).

M./de h. Desmet remarque qu'il n'y a pas eu de rapport d'activité.

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès répond qu'il n'y a jamais de rapport d'activité pour le S.U.J. mais est tout à fait disposé à ce qu'on en produise à l'avenir.

Objet 3D – 1 : **A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse.- Comptes 2013.**

Le Conseil,

Ayant pris connaissance des comptes 2013 de l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse;

Attendu que ces comptes ont été approuvés à l'unanimité par l'Assemblée Générale en séance du 11 juin 2014,

Approuve les comptes 2013 de l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse.

Onderwerp 3D – 1 : **V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd.- Rekening 2013.**

De Raad,

Na kennis genomen te hebben van de rekening 2013 van de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd;

Aangezien deze rekening door de Algemene Vergadering van de V.Z.W. in zitting van 11 juni 2014 unaniem goedgekeurd werd,

Keurt de rekening 2013 van de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd goed.

Objet 4B – 1 : **Marchés publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Communication de décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 28 mai 2014 - Travaux de terrassement et d'aménagement d'une zone de potagers collectifs située chaussée de Neerstalle - 24.950 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt.

- 18 juin 2014 - Réparation de chemins dans les parcs - 54.900 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 18 juin 2014 - Restauration de deux portails au Parc de Wolvendael - 79.900 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt + subsides.

Onderwerp 4B – 1 : **Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Mededeling van een beslissing van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1^o a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 28 mei 2014 - Grondwerken en aanleg van een zone met collectieve moestuintjes Neerstallesteenweg - 24.950 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening.
- 18 juni 2014 - Herstelling van wegen in de parken - 54.900 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 18 juni 2014 - Restauratie van twee poorten in het Wolvendaelpark - 79.900 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening + subsidies.

Objet 5A – 1 : **Enseignement communal.- Inscriptions.- Règlement.**

Le Conseil,

Vu qu'en sa séance du 20 mars 2008, le Conseil communal a approuvé le règlement relatif à l'inscription des élèves dans les écoles communales du niveau fondamental;

Que l'article 2 précise que la date ouvrant le droit à l'inscription des enfants uclois (et apparentés) est le 1^{er} octobre;

Qu'il s'avère que cette date n'est pas adéquate au vu de la charge de travail induite par la mise en place du nouvel horaire des écoles sur base du capital période généré au 1^{er} octobre;

Qu'en conséquence, le Collège propose de modifier l'article 2 en postposant la date d'ouverture des inscriptions pour les enfants uclois (et apparentés) au 15 octobre (ou 1^{er} jour ouvrable précédant le cas échéant),

Approuve, à l'unanimité, la modification de l'article 2 du règlement relatif à l'inscription des élèves dans les écoles communales du niveau fondamental.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire au Service Public Régional de Bruxelles, pour approbation.

Onderwerp 5A – 1 : **Gemeenteonderwijs.- Inschrijvingen.- Reglement.**

De Raad,

Aangezien de gemeenteraad op 20 maart 2008 zijn goedkeuring heeft verleend aan het reglement inzake de inschrijving van leerlingen in de gemeentescholen van het basisonderwijs;

Aangezien artikel 2 vermeldt dat de startdatum van de inschrijvingen van Ukkelse (en verwante) kinderen 1 oktober is;

Aangezien is gebleken dat deze datum niet geschikt is door de hoge werklast wegens de opmaak van het nieuwe rooster van de scholen op 1 oktober;

Aangezien het college bijgevolg voorstelt artikel 2 te wijzigen door de openingsdatum van de inschrijvingen voor de Ukkelse (en verwante) kinderen te verzetten naar 15 oktober (of 1 werkdag ervoor desgevallend),

Verleent eenparig zijn goedkeuring aan de wijziging van artikel 2 van het reglement inzake de inschrijving van leerlingen in de gemeentescholen van het basisonderwijs.

De onderhavige beraadslaging zal in twee exemplaren ter goedkeuring naar de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel gestuurd worden.

Objet 6A – 1 : Marchés publics.- Prise pour information, en application des articles 234, alinéa 3 et 236 de la nouvelle loi communale, de décisions du Collège des Bourgmestre et échevins fixant les conditions des marchés.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, alinéa 3 et 236;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu des articles 26, § 1, 1° a) de la loi 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et 105, § 1 4° et 110, alinéa 2 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatifs à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques,

Prend pour information la décision du Collège échevinal suivante :

- 11 juin 2014 - Achat d'œuvres d'art : achat d'installations au sol de Pierre Rulens - 1.000 € (T.V.A. comprise) - Article 770/749-51/70 - Fonds de réserve.

Onderwerp 6A – 1 : Overheidsopdrachten.- Kennisneming van de beslissingen van het College van burgemeester en schepenen tot vaststelling van de voorwaarden van de opdrachten in toepassing van de artikels 234, alinea 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, alinea 3 en 236;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen inzake de gunning van de opdrachten via een onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 op de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en 105, § 1, 4° en 110, alinea 2 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 op de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 11 juni 2014 - Aankoop van kunstwerken : aankoop van geplaatste kunstwerken van Pierre Rulens - 1.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 770/749-51/70 - Reservefonds.

Objet 6C – 1 : Marchés publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 18 juin 2014 - Acquisition de chariots de balayeur par l'intermédiaire de l'Agence Bruxelles Propreté - 3.842,96 € (T.V.A. comprise) - Article 875/744-98/62 - Fonds de réserve;

- 18 juin 2014 - Achat de charrettes à feuilles et poubelles mobiles - 2.201,24 € (T.V.A. comprise) - Article 875/744-98/62 - Fonds de réserve.

Onderwerp 6C – 1 : **Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Mededeling van een beslissing van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 18 juni 2014 - Aankoop van karretjes voor straatvegers via het Agentschap Net Brussel - 3.842,96 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 875/744-98/62 - Reservefonds;

- 18 juni 2014 - Aankoop van karretjes voor bladeren en verplaatsbare vuilnisbakken - 2.201,24 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 875/744-98/62 - Reservefonds.

Objet 7A – 1 : **Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu la nouvelle loi communale, article 236, alinéa 2;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 21 mai 2014 - Service de la Culture : achat d'une chaudière - 2.038,49 € (T.V.A. comprise) - Article 762/724-60/85 - Emprunt;

- 21 mai 2014 - Centre culturel : remplacement d'égouts défectueux au sous-sol - 5.731,45 € (T.V.A. comprise) - Article 76201/724-60/96 - Emprunt;

- 21 mai 2014 - Aménagement du Moensberg - Exercice 2008 - Dépassement de la dépense de 29.914,95 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82;

- 28 mai 2014 - Ecole de Messidor : réparation d'une fuite de chauffage - 5.457,10 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;

- 28 mai 2014 - Ecole du Homborch : aménagement d'un "kiss and ride" - 35.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/725-60/85 - Emprunt;

- 4 juin 2014 - Achat de quatre chariots de nettoyage - 900,24 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-98/85 - Fonds de réserve;

- 11 juin 2014 - Centre culturel : remplacement de la toiture - Dépassement de la dépense de 2.902,75 € (T.V.A. comprise) et modification du libellé de l'article : "CCU – Réparation du sol du cube de verre" - Article 76201/724-60/96;

- 11 juin 2014 - Prégardiennat de Calevoet : rénovation des sols, murs et faux-plafonds - 40.000 € (T.V.A. comprise) - Article 84402/724-60/85 - Emprunt;

- 11 juin 2014 - Achat de deux aspirateurs - 641 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-98/85 - Fonds de réserve;

- 11 juin 2014 - Achat de signalisation à messages variables - 18.150 € (T.V.A. comprise) - Article 423/741-52/82 - Fonds de réserve;

- 11 juni 2014 - Ecole du Val Fleuri : extension de la détection intrusion - 1.702,08 € (sans option, T.V.A. comprise) ou 2.004,58 € (avec option, T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 11 juni 2014 - Crèche du Homborch : fourniture et pose d'une tente solaire - 56.000 € (T.V.A. comprise) - Dépassement de l'estimation de 30.000 € (T.V.A. comprise) et modification du libellé de l'article : "Crèche du Globe - Stores antisolaires" - Article 84401/724-60/96 - Emprunt;
- 11 juni 2014 - Livraison et montage de mobilier pour les nouvelles directions - 11.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/741-51/40 - Fonds de réserve;
- 18 juni 2014 - Centre culturel : remplacement des volets - 15.000 € (T.V.A. comprise) - Article 76201/724-60/96 - Fonds de réserve;
- 18 juni 2014 - Mission d'assistance technique - 80.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 137/747-60/80 (70.000 €) et 421/747-60/80 (10.000 €) - Emprunt et Fonds de réserve.

Onderwerp 7A – 1 : **Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 236, alinea 2;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 21 mei 2014 - Dienst Cultuur : aankoop van een stookketel - 2.038,49 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 762/724-60/85 - Lening;
- 21 mei 2014 - Cultureel centrum : vervanging van de defecte rioleringen in de benedenverdieping - 5.731,45 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76201/724-60/96 - Lening;
- 21 mei 2014 - Inrichting van de Moensberg - Dienstjaar 2008 - Overschrijding van de uitgave met 29.914,95 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82;
- 28 mei 2014 - School Messidor : herstelling van een lek in de verwarming - 5.457,10 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 28 mei 2014 - School Homborch : aanleg van een "kiss and ride" - 35.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/725-60/85 - Lening;
- 4 juni 2014 - Aankoop van vier schoonmaakkaretjes - 900,24 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/744-98/85 - Reservefonds;
- 11 juni 2014 - Cultureel centrum : vervanging van het dak - Overschrijding van de uitgave met 2.902,75 € (B.T.W. inbegrepen) en wijziging van de omschrijving van het artikel : "CCU – Herstelling van de vloer van de glazen kubus" - Artikel 76201/724-60/96;
- 11 juni 2014 - Peutertuin Calevoet : renovatie van de vloeren, muren en valse plafonds - 40.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84402/724-60/85 - Lening;
- 11 juni 2014 - Aankoop van twee stofzuigers - 641 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/744-98/85 - Reservefonds;
- 11 juni 2014 - Aankoop van signalisatie met variabele mededelingen - 18.150 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 423/741-52/82 - Reservefonds;
- 11 juni 2014 - Val Fleurischool : uitbreiding van de inbraakbeveiliging - 1.702,08 € (zonder optie, B.T.W. inbegrepen) of 2.004,58 € (met optie, B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;

- 11 juni 2014 - Kinderdagverblijf Homborch : levering en plaatsing van een zonnewering - 56.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Overschrijding van de raming met 30.000 € (B.T.W. inbegrepen) en wijziging van de omschrijving van het artikel : "Kinderdagverblijf van de Globe - Zonneweringen" - Artikel 84401/724-60/96 - Lening;
- 11 juni 2014 - Levering en montage van meubilair voor de nieuwe directies - 11.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/741-51/40 - Reservefonds;
- 18 juni 2014 - Cultureel centrum : vervanging van rolluiken - 15.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76201/724-60/96 - Reservefonds;
- 18 juni 2014 - Opdracht voor technische bijstand - 80.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 137/747-60/80 (70.000 €) en 421/747-60/80 (10.000 €) - Lening en Reservefonds.

Objet 7A – 2 : Acquisition d'une hydrocureuse 2014.- Approbation de la dépense, du cahier spécial des charges, du mode de passation du marché et du mode de financement de la dépense.

Le Conseil,

Vu que le budget extraordinaire de l'année 2014, comprend un crédit de 160.000 € à l'article 875/743-53/58 pour l'achat d'une hydrocureuse pour le service de la Propreté Publique;

Vu que l'estimation est insuffisante, un montant de 70.000 € a été ajouté en modifications budgétaire (MB2);

Vu le cahier spécial des charges établi en vue d'un marché par procédure négociée directe avec publicité, en application des articles 26, § 2 d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et 2, § 1, 3° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques,

Décide :

- d'approuver l'estimation de 230.000 € à l'article 875/743-53/58 pour l'achat d'une hydrocureuse pour le service de la Propreté Publique, le cahier spécial des charges et la passation du marché par procédure négociée directe avec publicité;

- d'approuver le financement de ce marché par le crédit de 160.000 € inscrit à l'article 875/743-53/58 du budget extraordinaire de 2014, majoré des 70.000 € inscrit par la modification budgétaire (MB2) au budget extraordinaire 2014 au même article.

La dépense à l'article 875/743-53/58 sera couverte par emprunt.

Un avis de marché sera publié au Bulletin des Adjudications, conformément à l'article 40 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques

Onderwerp 7A – 2 : Aankoop van een kolkenreiniger 2014.- Goedkeuring van de uitgave, van het bestek, van de gunningswijze van de opdracht en van de financiering van de uitgave.

De Raad,

Aangezien er in de buitengewone begroting 2014 onder artikel 875/743-53/58 een bedrag van € 160.000 is voorzien voor de aankoop van een kolkenreiniger voor de dienst Openbare Reinheid;

Aangezien de raming onvoldoende is er een bedrag van € 70.000 werd toegevoegd middels een begrotingswijziging (MB2);

Gelet op het bestek, opgesteld met het oog op een opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking in toepassing van artikel 26, § 2, d van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en artikel 2, § 1, 3° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan de raming van € 230.000 onder artikel 875/743-53/58 voor de aankoop van een kolkenreiniger voor de dienst Openbare Reinheid, het bestek en de gunningswijze van de opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de financiering van deze opdracht met het bedrag van € 160.000 onder artikel 875/743-53/58 van de buitengewone begroting 2014, verhoogd met € 70.000 via een begrotingswijziging (MB2) in de buitengewone begroting 2014 onder hetzelfde artikel.

De uitgave onder artikel 875/743-53/58 zal gefinancierd worden door middel van een lening.

Een bericht zal verschijnen in het Bulletin der Aanbestedingen overeenkomstig artikel 40 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren.

Objet 7A – 3 : Amélioration de revêtements routiers en asphalte.- Exercice 2014.- Répétition du marché.- Approbation des conditions du marché.

Le Conseil,

Vu que le budget communal prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires pour 2014, un crédit de 2.300.000 € pour l'amélioration des voiries;

Vu que le Collège propose un lot qui comprendra l'amélioration des revêtements routiers en asphalte des artères suivantes de notre réseau routier :

Phase 1 :

- Rue Edith Cavell (tronçon entre l'avenue De Fré et la rue Langeveld);
- Rue Edith Cavell (tronçon entre la rue Marie Depage et l'avenue Montjoie);
- Rue Vanderkindere (tronçon entre l'avenue Albert et la rue de la Mutualité);
- Rue Vanderkindere (tronçon entre la chaussée de Waterloo et la rue Dodonée);

Phase 2 :

- Rue Marie Depage;
- Rue Joseph Bens (tronçon entre la chaussée d'Alsemberg et la rue Beeckman);
- Rue de la Mutualité;

Phase 3 :

- Avenue Brunard;
- Avenue du Beau-Séjour;
- Avenue de l'Observatoire (tronçon entre l'avenue Circulaire et l'avenue du Vert Chasseur);

Phase 4 :

- Avenue des Faons;
- Avenue Chantemerle;
- Rue du Bourdon (tronçon entre la rue des Bigarreux et la rue de Calevoet);

Attendu que ces travaux comprendront principalement le rechargement des revêtements hydrocarbonés existants après raclage de la couche d'usure existante, le démontage des taques de voirie et avaloirs en mauvais état et le remplacement de ces accessoires défectueux par des nouveaux, l'adaptation des taques de voirie en bon état au niveau projeté du nouveau revêtement;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 1.013.774,78 € (TVA et 10 % pour révision et imprévus compris). Cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2014;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1) d'approuver la répétition du marché conformément à l'article 26, § 1, 2 b) de la loi du 15 juin 2006 sur les marchés publics;

- 2) d'approuver la dépense de 1.013.774,78 € (TVA et 10 % pour révision et imprévus compris);
- 3) d'approuver des documents de la procédure négociée sans respecter de règle de publicité devant régir les travaux du présent lot;
- 4) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt.

**Onderwerp 7A – 3 : Verbetering van asfaltwegbedekkingen.- Dienstjaar 2014.-
Hernieuwing van de opdracht.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.**

De Raad,

Aangezien de buitengewone begroting 2014 op artikel 421/731-60/82 een bedrag van 2.300.000 € voorziet voor de verbetering van de asfaltwegbedekkingen;

Aangezien het College een lot voorstelt, dat zal bestaan uit de verbetering van de asfaltwegbedekking van de volgende wegen :

Fase 1 :

- Edith Cavellstraat (strook tussen de De Frélaan en de Langeveldstraat);
- Edith Cavellstraat (strook tussen Marie De Pagestraat en de Montjoielaan);
- Vanderkinderestraat (strook tussen de Albertlaan en de Onderlinge Bijstandstraat);
- Vanderkinderestraat (strook tussen de Waterloosesteenweg en de Dodoneestraat);

Fase 2 :

- Marie Depagestraat;
- Joseph Bensstraat (strook tussen de Alsebergsesteenweg en de Beeckmanstraat);
- Onderlinge Bijstandstraat;

Fase 3 :

- Brunardlaan;
- Schoon Verblijflaan;
- Sterrewachtlaan (strook tussen de Ring- en de groene Jagerslaan);

Fase 4 :

- Reebokjeslaan;
- Chantemerlelaan;
- Horzelstraat (tussen de Vleeskersen- en de Calevoetstraat);

Aangezien deze werkzaamheden voornamelijk zullen bestaan uit het ophogen van het bestaande koolwaterstofhoudende wegdek, na het afschrappen van de bestaande slijtlaag, het wegnemen van de riooldeksels en de slikkers in slechte staat en het vervangen van deze gebrekkige toebehoren door nieuwe, het aanpassen van de riooldeksels in goede staat aan het geplande niveau van de nieuwe bekleding;

Aangezien de raming van de uitgave van deze werken 1.013.774,78 € (B.T.W en 10 % voor herziening en onvoorziene uitgaven inbegrepen) bedraagt en deze geboekt zal worden onder artikel 421/731-60/82 van de begroting 2014;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- 1) de herhaling van de opdracht overeenkomstig artikel 26, § 1, 2 b) van de wet van 15 juni 2006 op de overheidsopdrachten goed te keuren;
- 2) de uitgave van 1.013.774,78 € (BTW en 10 % voor herziening en onvoorziene uitgaven inbegrepen) goed te keuren;
- 3) de documenten van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking goed te keuren die de werkzaamheden van onderhavig lot zullen regelen;
- 4) akkoord te gaan met het afsluiten van een lening.

Objet 7A – 4 : Acquisition de mobilier urbain 2014.- Approbation des conditions du marché.

Le Conseil,

Vu que le budget extraordinaire de l'année 2014, comprend une allocation de 237.000 € à l'article 421/741-52/84 pour l'achat de divers mobiliers urbains et une allocation de 35.000 € à l'article 766/725-60/83 pour l'achat de mobilier urbain pour les espaces verts;

Vu que la Centrale de marchés a établi un cahier des charges N° 2014-016 pour le marché ayant pour objet "Achat de mobilier urbain";

Vu qu'il est proposé de passer le marché par Adjudication ouverte;

Vu que ce marché est divisé en lots :

Article 421/741-52/84 Estimation (€)

Lot 1 : 120 Corbeilles 78.000

Lot 2 : 900 Bollards en plastique recyclé 37.000

Lot 3 : 240 Barrières 22.000

Lot 4 : 100 Bacs à fleurs en plastique recyclé 80.000

Lot 5 : 20 Appuis vélo 20.000

Article 766/725-60/83 Estimation (€)

Lot 6 : 10 Colonnes florales 13.000

Lot 7 : 4 Bancs en bois 4.000

Lot 8 : 2 tables pique-nique carrées en bois 9.000

Lot 9 : 2 tables pique-nique rectangulaires en bois 9.000

Vu que le montant estimé s'élève à 272.000 €, 21 % TVA comprise;

Vu que ce montant dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide d'approuver le cahier spécial des charges réf. 2014-016 ayant pour objet "Achat de mobilier urbain", l'estimation de 272.000 €, 21 % TVA comprise et de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Un avis de marché sera publié dans le Journal Officiel des Communautés Européennes et au Bulletin des Adjudications en application de l'article 37 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relative à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

Les dépenses seront couvertes par emprunt aux articles 421/741-52/84 et 766/725-60/83.

Onderwerp 7A – 4 : Aankoop van stadsmeubilair 2014.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.

De Raad,

Gelet het buitengewoon begroting van 2014 een krediet bevat van € 237.000 op het artikel 421/741-52/84 voor aankoop van stadsmeubilair en een krediet van € 35.000 op het artikel 766/725-60/83 voor aankoop van stadsmeubilair voor groene plaatsen;

Gelet op het bestek nr 2014-016 dat werd opgemaakt door de Opdrachtcentrale met als voorwerp "Aankoop van stadsmeubilair";

Aangezien het voorgesteld is de opdracht via een open aanbesteding te plaatsen;

Aangezien de opdracht wordt opgedeeld in percelen :

Artikel 421/741-52/84 Raming (€)

Perceel 1 : 120 Vuilnisbakken 78.000

Perceel 2 : 900 Paaltjes in gerecycleerd plastic 37.000

Perceel 3 : 240 Hekken 22.000

Perceel 4 : 100 Bloemenbakken in gerecycleerd plastic 80.000

Perceel 5 : 20 Fietsstallingen 20.000

Artikel 766/725-60/83 Raming (€)

Perceel 6 : 10 Bloementorens 13.000

Perceel 7 :	4 Houten banken	4.000
Perceel 8 :	2 Vierkantige houten picknicktafels	9.000
Perceel 9 :	2 Rechthoekige houten picknicktafels	9.000

Aangezien de uitgave op € 272.000 €, 21 % BTWI is geraamd;

Gelet op het feit dat dit bedrag de Europese drempel overschrijdt;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist het bestek nr 2014-016 met als voorwerp "Aankoop van Stadmeubilair" en de raming van € 272.000, 21 % BTWI goed te keuren en de open aanbestedingsprocedure te kiezen als gunningswijze van de opdracht.

Een bericht zal verschijnen in het Publicatieblad van de Europese Unie en in het Bulletin van de aanbestedingen, in toepassing van artikel 37 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren.

De uitgaven op de artikels 421/741-52/84 et 766/725-60/83 zullen door leningen gedekt worden.

Objet 7A – 5 : Achat, placement, et entretien d'horodateurs et arceaux de protection.- Approbation des conditions du marché.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Conseil communal et du Collège des Bourgmestres et échevins;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-002 relatif à l'accord-cadre "Achat, Placement, Entretien d'Horodateurs et arceaux de protection" établi par la Centrale de marchés;

Considérant que l'accord-cadre sera conclu avec un seul fournisseur, en application des dispositions de l'article 137 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et qu'il a pour objet d'établir les termes régissant les marchés à passer au cours des quatre années suivant la notification de la conclusion de l'accord-cadre;

Considérant que dans le cadre du présent accord-cadre, la Commune d'Uccle agira comme centrale de marchés au sens de l'article 2, 4° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, pour les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que le montant estimé du premier marché qui sera passé par notre commune sur base de l'accord cadre s'élève à 1.002.500 €, 21 % TVA comprise à l'article 424/744-51/58 du budget extraordinaire 2014 (1.000.000 € pour les horodateurs, financé par emprunt et 2.500 € pour les arceaux, financé par Fonds de réserve) et à 185.000 €, 21 % TVA comprise à l'article 424/124-06/58 du budget ordinaire (estimation pour une période de 48 mois) pour le contrat d'entretien à durée indéterminée;

Considérant qu'il est proposé de passer l'accord-cadre par appel d'offres ouvert;

Considérant que l'estimation du marché dépasse le seuil d'application de la publicité européenne,

Décide :

1) d'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-002 de l'accord-cadre "Achat, Placement, Entretien d'Horodateurs et arceaux de protection";

2) d'approuver le montant estimé du premier marché qui sera passé sur base de l'accord-cadre s'élevant à 1.002.500 €, 21 % TVA comprise au budget extraordinaire 2014, article 424/744-51/58 et à 185.000 €, 21 % TVA comprise au budget ordinaire (estimation pour une période de 48 mois) pour le contrat d'entretien à durée indéterminée à l'article 424/124-06/58;

3) d'agir comme centrale de marchés au sens de l'article 2, 4° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, pour les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

4) de choisir l'appel d'offres ouvert comme mode de passation du marché.

Conformément à l'article 37 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, un avis de marché sera publié dans le Journal officiel des Communautés européennes et au Bulletin des Adjudications dès approbation du dossier par la Tutelle.

Onderwerp 7A – 5 : Aankoop, plaatsing en onderhoud van parkeerautomaten en beschermingsbogen.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234 en 236 inzake de bevoegdheden van de Gemeenteraad en het College van Burgemeester en schepenen;

Gelet op bestek nr. 2014-002 inzake de raamovereenkomst "Aankoop, plaatsing en onderhoud van parkeerautomaten en beschermingsbogen", opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat de raamovereenkomst afgesloten zal worden met één enkele leverancier in toepassing van artikel 137 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren en de voorwaarden moet vastleggen voor de opdracht die afgesloten zullen worden in de komende periode van vier jaar die volgt op de kennisgeving van de afsluiting van de raamovereenkomst;

Overwegende dat de Gemeente Ukkel in het kader van de onderhavige raamovereenkomst zal handelen als opdrachtcentrale krachtens artikel 2, 4° van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, voor de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het geraamd bedrag van de eerste opdracht die afgesloten zal worden door onze gemeente op basis van de raamovereenkomst € 1.002.500 incl. 21 % btw bedraagt, voorzien onder artikel 424/744-51/58 van de buitengewone begroting 2014 (€ 1.000.000 voor de parkeerautomaten, gefinancierd door middel van een lening, en € 2.500 voor de beschermingsbogen, gefinancierd door het Reservefonds) en € 185.000 incl. 21 % btw, voorzien onder artikel 424/124-06/58 van de gewone begroting (raming voor een periode van 48 maand) voor het onderhoudscontract van onbepaalde duur;

Overwegende dat er wordt voorgesteld de raamovereenkomst te gunnen via een open offerteaanvraag;

Overwegende dat de raming van de opdracht hoger is dan de toepassingsdrempel van de Europese bekendmaking,

Beslist :

1) zijn goedkeuring te verlenen aan bestek nr. 2014-002 inzake de raamovereenkomst "Aankoop, plaatsing en onderhoud van parkeerautomaten en beschermingsbogen";

2) zijn goedkeuring te verlenen aan de raming van de eerste opdracht die afgesloten zal worden op basis van de raamovereenkomst, meer bepaald € 1.002.500 incl. 21 % btw in de buitengewone begroting 2014, artikel 424/744-51/58 en € 185.000 incl. 21 % btw in de gewone begroting (raming voor een periode van 48 maand) voor het onderhoudscontract van onbepaalde duur, artikel 424/124-06/58;

3) te handelen als opdrachtcentrale krachtens artikel 2, 4° van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, voor de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

4) de opdracht te gunnen via een openbare offerteaanvraag.

Overeenkomstig artikel 37 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren zal een aankondiging van de opdracht gepubliceerd worden in het Publicatieblad van de Europese Unie en in het Bulletin der Aanbestedingen, vanaf de goedkeuring van het dossier door de toezichthoudende overheid.

Objet 7A – 6 : Remise en état du chargeur Bull Case du Service Voirie.- Application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.- Création d'un article budgétaire.

Le Conseil,

Attendu que le chargeur Bull Case de la Voirie est en panne;

Vu l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1) de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal du 18 juin 2014, relative à l'application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale;

2) d'approuver la dépense et de voter la création d'un article 421/745-51/84 (dépense) pour inscrire la dépense estimée à 13.000,00 € (TVA et imprévus compris) et l'article 060/995-51/35 (recette), pour un montant équivalent.

La dépense sera couverte par le Fonds de réserve.

Onderwerp 7A – 6 : Herstelling van de lader Bull Case van de Wegendienst.- Toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.- Creatie van een begrotingsartikel.

De Raad,

Aangezien de lader Bull Case van de Wegendienst momenteel defect is;

Gelet op artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet,

Besluit :

1) kennis te nemen van de beslissing van het Schepencollege van 18 juni 2014 betreffende de toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet;

2) de uitgave goed te keuren en de creatie van een artikel 421/745-51/84 goed te keuren (uitgave) om de uitgave geraamd op 13.000,00 € (BTW en onvoorziene kosten inbegrepen) en het artikel 060/995-51/35 (ontvangsten), voor hetzelfde bedrag goed te keuren.

De uitgave zal gedekt worden door het Reservefonds.

7A – 7 Remise en état du chargeur Bull Case du service de la Voirie.- Application des articles 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale et 26, § 1, alinéa 1 a) de la loi du 15 juin 2006.- Prise d'acte de la décision du Collège échevinal.

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann signale que ce point, qui fait l'objet d'un marché global d'entretien, est retiré.

Objet 7A – 8 : Stand de tir.- Mise en conformité.- Approbation de l'augmentation de l'estimation de la dépense envisagée et de la modification des conditions du marché.#

Le Conseil,

Vu la mise en demeure de l'I.B.G.E. relative à la mise en conformité du stand de tir;

Vu la délibération du Collège en séance du 23 avril 2014 (objet 7A-270) approuvant le projet de mise en conformité du stand de tir, les conditions du marché y relatif (cahier spécial des charges et plan général de sécurité et de santé), l'estimation de la dépense à 80.000 € (T.V.A. comprise) à imputer à l'article 764/724-60/96 du budget extraordinaire 2014, le financement de la dépense par emprunt ainsi que la liste des firmes à consulter;

Vu la prise pour information de la délibération précitée par le Conseil communal en séance du 22 mai 2014 (objet 7A-1);

Considérant que le marché a été lancé et les offres de prix attendues pour le lundi 16 juin 2014;

Considérant qu'il est nécessaire de réestimer la dépense initiale envisagée au montant de 130.000 € (T.V.A. comprise) et d'autoriser en conséquence le supplément de la dépense de 50.000 € à imputer à l'article 764/724-60/96 en prévoyant les modifications de libellé comme suit :

- "Piscine Longchamp : remplacement des portes de secours zone bassins" à concurrence du disponible de 10.000 €;
- "Piscine Longchamp : travaux divers" à concurrence de 20.000 €;
- "Piscine Longchamp : remplacement de vitrages défectueux" à concurrence du disponible de 20.000 €;

Considérant que, vu ce qui précède, il est nécessaire d'adapter les conditions du marché, à savoir le mode de passation du marché via une procédure négociée directe avec publicité;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 26, § 2, 1° d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu les articles 2, § 1, 3° et 105, § 2, 1° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques,

Approuve les points suivants :

- 1) le projet de la dépense relative à la mise en conformité du stand de tir;
- 2) l'estimation de la dépense précitée à 130.000 € (T.V.A. comprise) à imputer à l'article 764/724-60/96 du service extraordinaire du budget 2014 en prévoyant les modifications de libellé précitées;
- 3) la passation d'un marché par procédure négociée directe avec publicité conformément à l'article 26, § 2, 1° d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux articles 2, § 1^{er} 3° et 105, § 2, 1° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
- 4) les documents d'adjudication adaptés au mode de passation du marché y relatifs, à savoir le cahier spécial des charges et le plan général de sécurité et de santé;
- 5) le financement de la dépense par emprunt;
- 6) l'ajout du dossier sur la liste des délibérations du Conseil communal à transmettre aux autorités de tutelle conformément à la législation en la matière.

Onderwerp 7A – 8 : **Schietstand.- In overeenstemming brengen.- Goedkeuring van de verhoging van de raming van de uitgave en van de wijziging in de voorwaarden van de opdracht.**

De Raad,

Gelet op de ingebrekestelling van het BIM inzake de overeenstemming van de schietstand;

Gelet op de beraadslaging van het College in zitting van 23 april 2014 (onderwerp 7A-270) tot goedkeuring van het in overeenstemming brengen van de schietstand, de voorwaarden van de daarbij horende opdracht (bestek en algemeen gezondheids- en veiligheidsplan), de raming van de uitgave van € 80.000 (incl. btw) te boeken onder artikel 764/724-60/96 van de buitengewone begroting 2014, de financiering van de uitgave door middel van een lening en de lijst van de te raadplegen ondernemingen;

Gelet op de kennisneming van de voormelde beraadslaging door de Gemeenteraad in zitting van 22 mei 2014 (onderwerp 7A-1);

Overwegende dat de opdracht werd uitgeschreven en de prijsoffertes ontvangen moeten zijn voor maandag 16 juni 2014;

Overwegende dat de oorspronkelijk overwogen uitgave van € 130.000 (incl. btw op nieuw geraamd moet worden en het supplement bijgevolg geboekt moet worden onder artikel 764/724-60/96 door de volgende wijzigingen van de omschrijving te voorzien :

- "Zwembad Longchamp : vervanging nooduitgangdeuren aan het zwembad" voor het beschikbare bedrag van € 10.000;
- "Zwembad Longchamp: diverse werken" voor € 20.000;
- "Zwembad Longchamp: vervanging gebrekkige ruiten" voor het beschikbare bedrag van € 20.000;

Overwegende, gelet op het voorgaande, dat het noodzakelijk is de voorwaarden van de opdracht aan te passen, meer bepaald de gunningswijze via een directe onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 26, § 2, 1° d) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 2, § 1 3° en 105, § 2, 1° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren,

Verleent zijn goedkeuring aan de volgende punten :

- 1) de uitgave inzake het in overeenstemming brengen van de schietstand;
- 2) de raming van de overwogen uitgave van € 130.000 (incl. btw) te boeken onder artikel 764/724-60/96 van de buitengewone begroting 2014 door de voormelde wijzigingen van de omschrijving te voorzien;
- 3) de gunning van de opdracht via een directe onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 26, § 2, 1° d) van de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en artikel 2, § 1, 3° en 105, § 2, 1° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;
- 4) de daarbij horende aanbestedingsdocumenten, aangepast aan de gunningswijze van de opdracht, namelijk het bestek en het algemeen gezondheids- en veiligheidsplan;
- 5) de financiering van de uitgave door middel van een lening;
- 6) de toevoeging van het dossier op de lijst van de beraadslagingen van de Gemeenteraad die overgemaakt moeten worden aan de toezichthoudende overheden overeenkomstig de wetgeving ter zake.

Objet 7A – 9 : Ecole de Calevoet.- Remplacement d'un compteur électrique, de deux compteurs gaz et pose de deux boîtiers d'alimentation et d'un nouveau datalogger.- Approbation des conditions du marché.#

Le Conseil,

Considérant qu'il y a lieu de procéder au remplacement d'un compteur électrique et de deux compteurs gaz, à la pose de deux boîtiers d'impulsion et d'un nouveau datalogger sur le site de l'école de Calevoet et qu'à cet effet, trois devis ont été demandés à l'Intercommunale S.C.R.L. Sibelga, Quai des Usines, 16 à 1000 Bruxelles;

Considérant qu'il n'y a pas lieu que soit passé un marché public étant donné les statuts de l'intercommunale S.C.R.L. Sibelga;

Vu les devis reçus, à savoir :

- pour le remplacement d'un compteur électrique et la pose d'un boîtier d'impulsion pour le montant de 724 € (hors T.V.A.), soit 876,04 € (T.V.A. comprise);
 - pour le remplacement de deux compteurs gaz et la pose d'un boîtier d'impulsion pour le montant de 1.695 € (hors T.V.A.), soit 2.050,95 € (T.V.A. comprise);
 - pour la pose d'un datalogger pour le montant de 4.612,50 € (hors T.V.A.), soit 5.581,13 € (T.V.A. comprise);
- soit pour le montant total de 7.031,50 € (hors T.V.A.), soit 8.508,12 € (T.V.A. comprise);

Vu le mail de S.C.R.L. Sibelga du 27 mai 2014 confirmant la prolongation du délai de validité des devis reçus pour une période de trois mois maximum au-delà de leur date d'échéance respective (soit jusqu'au 5 août 2014 pour le devis le moins récent);

Considérant qu'il est prudent de majorer le montant de l'offre reçue de 10 % afin de prendre en compte les éventuelles dépenses imprévues en cours de réalisation des travaux et de le porter in fine au montant de 9.358,93 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises);

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense précitée à l'allocation "Diverses écoles : interventions et achats divers pour les installations techniques" de l'article 722/724-60/96 du budget 2014 où figure un disponible de 96.542,90 €,

Approuve les points suivants :

- approuver le projet de procéder au remplacement d'un compteur électrique, de deux compteurs gaz et à la pose de deux boîtiers d'impulsion et d'un datalogger sur le site de l'école de Calevoet;
- engager la dépense de 9.358,93 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) à l'article 722/724-60/96 du service extraordinaire du budget 2014;
- approuver le financement de la dépense par emprunt;
- confier, eu égard à son statut, la réalisation des travaux à l'intercommunale S.C.R.L. Sibelga à 1000 Bruxelles aux conditions de ses offres de prix pour la somme totale de 7.031,50 € (hors T.V.A.), soit 8.508,12 € (T.V.A. comprise) et portée à 9.358,93 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises).

Onderwerp 7A – 9 : School Calevoet.- Vervanging van een elektriciteitsmeter en twee gasmeters, plaatsing van twee impulskasten en een nieuwe datalogger.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.#

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de vervanging van een elektriciteitsmeter en twee gasmeters, plaatsing van twee impulskasten en een nieuwe datalogger op de site van de school Calevoet en er hiervoor drie bestekken werden gevraagd aan de intercommunale cvba Sibelga - Werkhuizenkaai 16 te 1000 Brussel;

Overwegende dat er geen overheidsopdracht uitgeschreven moet worden omwille van de statuten van de intercommunale cvba Sibelga;

Gelet op de ontvangen bestekken :

- voor de vervanging van een elektriciteitsmeter en de plaatsing van een impulskast voor het bedrag van € 724 (excl. btw), ofwel € 876,04 (incl. btw);
 - voor de vervanging van twee gasmeters en de plaatsing van een impulskast voor het bedrag van € 1.695 (excl. btw), ofwel € 2.050,95 (incl. btw);
 - voor de plaatsing van een nieuwe datalogger voor het bedrag van € 4.612,50 (excl. btw), ofwel € 5.581,13 (incl. btw);
- ofwel het totaalbedrag van € 7.031,50 (excl. btw), ofwel € 8.508,12 (incl. btw).

Gelet op de e-mail van cvba Sibelga van 27 mei 2014 ter bevestiging van de verlenging van de geldigheidstermijn van de ontvangen bestekken voor een periode van max. drie maand bovenop hun respectievelijke vervaldatum (ofwel tot 5 augustus 2014 voor het minst recentste bestek);

Overwegende dat het aangeraden is het offertebedrag met 10 % te verhogen om rekening te kunnen houden met eventuele onvoorziene uitgaven tijdens de uitvoering van de werken en het bedrag aldus te verhogen tot € 9.358,93 (incl. 10 % verhoging en btw);

Overwegende dat de voormelde uitgave geboekt moet worden onder de toelage "Verschillende scholen : verschillende interventies en aankopen voor technische installaties" van artikel 722/724-60/96 van de begroting 2014 waar een bedrag beschikbaar is van € 96.542,90,

Verleent zijn goedkeuring aan de volgende punten :

- de vervanging van een elektriciteitsmeter en twee gasmeters, plaatsing van twee impulskasten en een nieuwe datalogger op de site van de school Calevoet;
- de vastlegging van de uitgave van € 9.358,93 (incl. 10 % verhoging en btw) onder artikel 722/724-60/96 van de buitengewone begroting 2014;
- de financiering van de uitgave door middel van een lening;
- de werken toe te vertrouwen aan de intercommunale cvba Sibelga te 1000 Brussel, gelet op haar statuut, aan de voorwaarden van haar prijsoffertes voor het totaalbedrag van € 7.031,50 (excl. btw), ofwel € 8.508,12 (incl. btw) en verhoogd tot € 9.358,93 (incl. 10 % verhoging en btw).

Objet 7A – 10 : Ecole de Saint-Job.- Extension de la détection incendie.- Approbation des conditions du marché.#

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'extension de la détection incendie existante faisant suite au réaménagement des combles de l'Ecole de Saint-Job;

Considérant qu'il est nécessaire de confier ces travaux au fournisseur et installateur, eu égard à la totale compatibilité des pièces;

Considérant que le service BCM prévoit une dépense maximale de 7.273,31 € (H.T.V.A.) soit 9.680,78 € (majoration 10 % et T.V.A.C.) qui émerge au service extraordinaire du budget 2014 à l'article 722/724-60/96 "Travaux d'alarme incendie/intrusion", où figure un disponible de 47.995,42 €;

Vu l'article 26, § 1, 1° f) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics,

Approuve :

- 1) le projet d'extension de la détection incendie de l'Ecole de Saint-Job;
- 2) l'estimation de la dépense de 7.273,31€ (H.T.V.A.) soit 9.680,78 € (majoration 10 % et T.V.A.C.) à imputer à l'article 722/724-60/96 "Travaux d'alarme incendie/intrusion" du budget extraordinaire 2014;
- 3) la passation du marché par procédure négociée sur facture acceptée;
- 4) le financement de la dépense par emprunt.

Onderwerp 7A – 10 : School Sint-Job.- Uitbreiding van de branddetectie.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.#

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de uitbreiding van de bestaande branddetectie wegens de herinrichting van de dakconstructie van de school Sint-Job;

Overwegende dat deze werken toevertrouwd moeten worden aan de leverancier en installateur, rekening houdend met de volledige compatibiliteit van de onderdelen;

Overwegende dat de dienst GGO een maximale uitgave voorziet van € 7.273,31 (excl. btw) ofwel € 9.680,78 (incl. 10 % verhoging en btw) die in de buitengewone dienst van de begroting 2014 onder artikel 722/724-60/96 "Veiligheidsinstallaties (alarm en brand)" valt waar een bedrag beschikbaar is van € 47.995,42;

Gelet op artikel 26, § 1, 1° f) van de wet overheidsopdrachten van 15 juni 2006,

Verleent zijn goedkeuring aan de volgende punten :

- 1) de uitbreiding van de branddetectie van de school Sint-Job;

2) de raming van de uitgave van € 7.273,31 (excl. btw) ofwel € 9.680,78 (incl. 10 % verhoging en btw) te boeken onder artikel 722/724-60/96 "Veiligheidsinstallaties (alarm en brand)" van de buitengewone begroting 2014;

3) de gunning van de opdracht via een onderhandelingsprocedure met aangenomen factuur;

4) de financiering van de uitgave door middel van een lening.

Objet 7A – 11 : Ecole de Saint-Job.- Réfection d'un talus défectueux.- Approbation des conditions du marché.#

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la stabilité du mur arrière au moyen de travaux de réfection d'un talus défectueux à réaliser sur le site de l'école de Saint-Job;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le service Maintenance des bâtiments communaux a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense maximale de 120.000 € (T.V.A. comprise);

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense envisagée à l'article 722/724-60/96 du service extraordinaire du budget 2014 à la sous-allocation "Ecole de Saint-Job : stabilité mur arrière" où figure un disponible de 120.000 €;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 26, § 2, 1° d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu les articles 2, § 1, 3° et 105, § 2, 1° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques,

Approuve les points suivants :

1) le projet de procéder à la stabilité du mur arrière au moyen de travaux de réfection d'un talus défectueux à réaliser sur le site de l'école de Saint-Job;

2) les documents d'adjudication y relatifs, à savoir le cahier spécial des charges et le plan général de sécurité et de santé;

3) la passation d'un marché par procédure négociée directe avec publicité conformément à l'article 26, § 2, 1° d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux articles 2, § 1, 3° et 105, § 2, 1° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

4) l'estimation de la dépense envisagée, à savoir 120.000 € (T.V.A. comprise) à imputer à l'article 722/724-60/96 du service extraordinaire du budget 2014;

5) le financement de la dépense par emprunt;

6) l'ajout du dossier sur la liste des objets dont la délibération ne doit plus être transmise obligatoirement aux autorités de tutelle.

Onderwerp 7A – 11 : School Sint-Job.- Herstelling van een gebrekkige verhoging.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.#

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de realisatie van de stabiliteit van de achtermuur middels de herstelling van een gebrekkige verhoging op de site van de school Sint-Job;

Overwegende dat er een overheidsopdracht uitgeschreven moet worden met de voormelde werken als onderwerp;

Overwegende dat de dienst Onderhoud Gemeentegebouwen het bestek heeft opgemaakt waarin een maximale uitgave is voorzien van € 120.000 (incl. btw);

Overwegende dat de voormelde uitgave geboekt moet worden onder artikel 722/724-60/96 van de buitengewone begroting 2014 onder de toelage "School Sint-Job : stabiliteit achtermuur" waar een bedrag beschikbaar is van € 120.000;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 26, § 2, 1° d) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 2, § 1, 3° en et 105, § 2, 1° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren,

Verleent zijn goedkeuring aan de volgende punten :

1) de realisatie van de stabiliteit van de achtermuur middels de herstelling van een gebrekkige verhoging op de site van de school Sint-Job;

2) de daarbij horende aanbestedingsdocumenten, namelijk het bestek en het algemeen gezondheids- en veiligheidsplan;

3) de gunning van de opdracht via een directe onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 26, § 2, 1° d) van de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en artikel 2, § 1, 3° en 105, § 2, 1° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

4) de raming van de overwogen uitgave van € 120.000 (incl. btw) te boeken onder artikel 722/724-60/96 van de buitengewone begroting 2014;

5) de financiering van de uitgave door middel van een lening;

6) de toevoeging van het dossier op de lijst van de onderwerpen waarvan de beraadslaging niet meer naar de toezichthoudende overheden gestuurd moet worden.

Objet 7A – 12 : Ecole du Centre.- Rénovation des chaufferies.- Approbation des conditions du marché.

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la rénovation des chaufferies de l'école du Centre;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le service Maintenance des bâtiments communaux a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense maximale de 250.000 € (T.V.A. comprise);

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense envisagée à l'article 722/724-60/96 du service extraordinaire du budget 2014 à la sous-allocation "Ecole du Centre : rénovation des chaufferies" où figure un disponible de 250.000 €;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 26, § 2, 1° d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu les articles 2, § 1^{er} 3° et 105, § 2, 1° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques,

Approuve les points suivants :

1) le projet de rénovation des chaufferies de l'école du Centre;

2) les documents d'adjudication y relatifs, à savoir le cahier spécial des charges et le plan général de sécurité et de santé;

3) la passation d'un marché par procédure négociée directe avec publicité conformément à l'article 26, § 2, 1° d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux articles 2, § 1^{er} 3° et 105, § 2, 1° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

4) l'estimation de la dépense envisagée, à savoir 250.000 € (T.V.A. comprise) à imputer à l'article 722/724-60/96 du service extraordinaire du budget 2014;

5) le financement de la dépense par emprunt et subsides (2.800 €);

6) la transmission du dossier in extenso aux services de la tutelle pour approbation.

Onderwerp 7A – 12 : Ecole du Centre.- Renovatie stookplaatsen.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.#

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de renovatie van de stookplaatsen van de Ecole du Centre;

Overwegende dat er een overheidsopdracht uitgeschreven moet worden met de voormelde werken als onderwerp;

Overwegende dat de dienst Onderhoud Gemeentebouwen het bestek heeft opgemaakt waarin een maximale uitgave is voorzien van € 250.000 (incl. btw);

Overwegende dat de voormelde uitgave geboekt moet worden onder artikel 722/724-60/96 van de buitengewone begroting 2014 onder de toelage "School Centre : renovatie stookplaatsen" waar een bedrag beschikbaar is van € 250.000;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 26, § 2, 1° d) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 2, § 1, 3° en 105, § 2, 1° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren,

Verleent zijn goedkeuring aan de volgende punten :

1) de renovatie van de stookplaatsen van de Ecole du Centre;

2) de daarbij horende aanbestedingsdocumenten, namelijk het bestek en het algemeen gezondheids- en veiligheidsplan;

3) de gunning van de opdracht via een directe onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 26, § 2, 1° d) van de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en artikel 2, § 1 3° en 105, § 2, 1° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

4) de raming van de overwogen uitgave van € 250.000 (incl. btw) te boeken onder artikel 722/724-60/96 van de buitengewone begroting 2014;

5) de financiering van de uitgave door middel van een lening en subsidies (€ 2.800);

6) de overmaking van het dossier in extenso naar de toezichthoudende diensten ter goedkeuring.

Objet 7A – 13 : Ecole de Calevoet.- Rénovation des façades, murs d'enceinte et remplacement d'égouts défectueux.- Approbation des conditions du marché.#

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la rénovation des façades et des murs d'enceinte et au remplacement d'égouts défectueux de l'école de Calevoet;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le service Maintenance des bâtiments communaux a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense maximale de 320.000 € (T.V.A. comprise);

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense relative à la rénovation des façades pour 220.000 € (T.V.A. comprise) comme suit :

- à la sous-allocation "Ecole de Calevoet : rejointoyage des façades" de l'article 722/724-60/96 où figure un disponible de 100.000 € et à la sous-allocation "Diverses écoles : travaux de maintenance" de l'article 722/724-60/96 où figure un disponible de 120.000 € en prévoyant une modification de libellé;

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense relative à la rénovation des murs d'enceinte et au remplacement d'égouts défectueux pour 100.000 € (T.V.A. comprise) comme suit :

- à la sous-allocation "Ecole de Calevoet : égouttage du jardin arrière" de l'article 722/725-60/96 où figure un disponible de 350.000 €;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 26, § 2, 1° d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu les articles 2, § 1^{er} 3° et 105, § 2, 1° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques,

Approuve les points suivants :

1) le projet de rénovation des façades et murs d'enceinte et de remplacement d'égouts défectueux de l'école de Calevoet;

2) les documents d'adjudication y relatifs, à savoir le cahier spécial des charges et le plan général de sécurité et de santé;

3) la passation d'un marché par procédure négociée directe avec publicité conformément à l'article 26, § 2, 1° d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux articles 2, § 1^{er} 3° et 105, § 2, 1° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

4) l'estimation de la dépense totale envisagée, à savoir 320.000 € (T.V.A. comprise) à imputer à l'article 722/724-60/96 à concurrence de 220.000 € en prévoyant une modification de libellé et à l'article 722/725-60/96 à concurrence de 100.000 € du service extraordinaire du budget 2014;

5) le financement de la dépense par emprunt;

6) la transmission du dossier in extenso aux services de la tutelle pour approbation.

Onderwerp 7A – 13 : School Calevoet.- Renovatie van de gevels en de ringmuren en vervanging van defecte rioleringen.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan de renovatie van de gevels en de ringmuren en vervanging van defecte rioleringen van de school Calevoet;

Overwegende dat er een overheidsopdracht uitgeschreven moet worden met de voormelde werken als onderwerp;

Overwegende dat de dienst Onderhoud Gemeentebouwen het bestek heeft opgemaakt waarin een maximale uitgave is voorzien van € 320.000 (incl. btw);

Overwegende dat de uitgave inzake de renovatie van gevels voor € 220.000 (incl. btw) als volgt geboekt moet worden :

- onder de toelage "School Calevoet : hervoegen gevels" van artikel 722/724-60/96 waar een bedrag beschikbaar is van € 100.000 en onder de toelage "Verschillende scholen : diverse onderhoudswerken" van artikel 722/724-60/96 waar een bedrag beschikbaar is van € 120.000 door een wijziging van de omschrijving te voorzien;

Overwegende dat de uitgave inzake de renovatie van ringmuren en de vervanging van defecte rioleringen voor € 100.000 (incl. btw) als volgt geboekt moet worden :

- onder de toelage "School Calevoet : installatie riolering achtertuin" van artikel 722/725-60/96 waar een bedrag beschikbaar is van € 350.000;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 26, § 2, 1° d) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 2, § 1, 3° en et 105, § 2, 1° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren,

Verleent zijn goedkeuring aan de volgende punten :

- 1) de renovatie van de gevels en de ringmuren en vervanging van defecte rioleringen van de school Calevoet.
- 2) de daarbij horende aanbestedingsdocumenten, namelijk het bestek en het algemeen gezondheids- en veiligheidsplan;
- 3) de gunning van de opdracht via een directe onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 26, § 2, 1° d) van de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en artikel 2, § 1, 3° en 105, § 2, 1° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;
- 4) de raming van de totale overwogen uitgave van € 320.000 (incl. btw) te boeken onder artikel 722/724-60/96 voor € 220.000 door een wijziging van de omschrijving te voorzien en onder artikel 722/725-60/96 voor € 100.000 van de buitengewone begroting 2014;
- 5) de financiering van de uitgave door middel van een lening;
- 6) de overmaking van het dossier in extenso naar de toezichthoudende diensten ter goedkeuring.

Objet 7B – 1 : **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.#**

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles demandent une abrogation, une réactualisation ou une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit :

Abrogations :

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.189.- Rue des Carmélites, au mitoyen des n°s 111-113, sur une distance de 6 m;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.126.- Avenue de Beersel, du n° 47 au n° 69 (Basisschool Magnolia);

Rectifications :

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.183.- Rue du Melkriek, du côté opposé à l'Athénée Ganenou, dans l'élargissement de voirie prévu à cet effet, du lundi au vendredi, de 7 h 00 à 18 h 00;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.48.- Rue Ernest Gossart, 43, Chancellerie de l'Ambassade du Guatemala auprès de Sa Majesté le Roi et auprès de l'Union européenne et Consulat général : 12 m;

Article 19.- Le stationnement est interdit aux endroits suivants :

19.104.- Rue des Polders, en amont de l'entrée de l'I.C.P.H., côté pair, sur une distance de 10 m;

Article 22.A.c.- Une zone de stationnement comprenant des emplacements délimités et pourvus d'horodateurs limitant la durée de stationnement conformément aux dispositions de l'article 27.3 de l'arrêté royal est créée sur les voies suivantes :

22.A.c.d- Uccle-Saint-Job (zones vertes)

22.A.c.d.2.- Avenue Jean et Pierre Carsoel, côté impair du n° 1 jusqu'au n° 17;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.125.- Avenue de Beersel, entre la rue Steenvelt et le n° 62 (Basisschool Magnolia), bilatéralement;

Nouvelles dispositions :

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.293.- Homborch, du n° 14 au côté opposé au n° 67;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.297.- Rue Steenvelt, 5;

17.II.1.d.298.- Homborch, 11;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.245.- Rue Steenvelt;

22.E.246.- Rue Zandbeek, entre la rue Molensteen et le n° 161.

Onderwerp 7B – 1 : Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.#

De Raad,

Aangezien het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd op 7 september 2000, gewijzigd moet worden;

Aangezien bepaalde artikels ingetrokken of geactualiseerd moeten worden of een nieuwe bepaling moeten krijgen,

Besluit het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen als volgt aan te vullen :

Intrekkingen :

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.189.- Karmelietenstraat, aan de scheidingsmuur van de nrs 111-113, over een afstand van 6 m;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u worden voorzien op de volgende plaatsen :

22.E.126.- Beersellaan, van het nr 47 tot het nr 69 (Basisschool Magnolia);

Verbeteringen :

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.183.- Melkriekstraat, van de kant tegenover het Athénée Ganenou, in de hiertoe voorziene wegverbreding, van maandag tot vrijdag, van 7 tot 18 uur;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.48.- Ernest Gossartstraat, 43, kanselarij van de ambassade van Guatemala bij Zijne Majesteit de Koning en bij de Europese Unie en het Consulaat-generaal : 12 m;

Artikel 19.- Parkeren is verboden op de volgende plaatsen :

19.104.- Poldersstraat, boven de ingang van het ICPH, even kant, over een afstand van 10 m;

Artikel 22.A.c.- Een parkeerzone met afgebakende parkeerplaatsen en met parkeerautomaten die de parkeertijd beperken overeenkomstig artikel 27.3 van het KB wordt voorzien op de volgende wegen:

22.A.c.d- Ukkel-Sint-Job (groengebieden)

22.A.c.d.2.- Jean en Pierre Carsoellaan, oneven kant van het nr 1 tot het nr 17;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u worden voorzien op de volgende plaatsen :

22.E.125.- Beersellaan, tussen de Steenveltstraat en het nr 62 (Basisschool Magnolia), langs beide kanten;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.293.- Homborch, van het nr 14 tot de kant tegenover het nr 67;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.297.- Steenveltstraat, 5;

17.II.1.d.298.- Homborch, 11;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u worden voorzien op de volgende plaatsen :

22.E.245.- Steenveltstraat;

22.E.246.- Zandbeekstraat, tussen de Molensteenstraat en het nr 161.

Objet 7B – 2 : **Règlement sur la procédure à suivre en vue d'obtenir le marquage d'une ou plusieurs zones d'évitement et le placement de bacs à plantes sur la voie publique communale.**

M./de h. Hublet rappelle qu'il a relayé à plusieurs reprises les remarques et demandes des riverains et remercie M. l'Echevin Biermann pour le travail effectué. Il serait peut-être utile d'informer les riverains sur le travail accompli par la rédaction d'un article dans le Wolvendael.

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann souligne qu'il y a eu une excellente coopération au sein du groupe de travail Mobilité de la Commune, réunissant tous les services concernés.

Objet 7B – 2 : **Règlement sur la procédure à suivre en vue d'obtenir le marquage d'une ou plusieurs zones d'évitement et le placement de bacs à plantes sur la voie publique communale.**

Le Conseil,

Considérant que certains citoyens ou syndics d'immeubles s'adressent à l'Administration communale afin de rendre plus aisée une sortie ou entrée de garage via un marquage et la pose d'un obstacle physique;

Considérant qu'il n'existe pas à ce jour de consensus au niveau des différentes communes en la matière;

Considérant le risque de voir se multiplier ces dispositifs;

Considérant qu'un groupe de travail mobilité (GTM), composé de représentants de la zone de Police, du service Voirie, du service Juridique et du service Mobilité, a été récemment constitué afin de mener diverses réflexions sur les problèmes de mobilité dont, entre autres, la problématique des entrées de garages, par le biais d'un règlement proposé par le service Juridique;

Considérant que la Commission Régionale de la sécurité routière se montre, pour des raisons de sécurité, peu encline à la multiplication d'obstacles en voirie;

Considérant néanmoins que chaque dossier sera traité au cas par cas et transmis aux services techniques de la Police et de la Voirie, lesquels rendront un avis sur l'opportunité de créer une ou plusieurs zones d'évitement (Code de la Route article 77.4 – Code du Gestionnaire article 19.3), et éventuellement le placement de bacs à plantes;

Considérant que la matérialisation de zones d'évitement permettra aux services de Police ainsi qu'aux futurs agents sanctionneurs de verbaliser l'infraction;

Considérant que le marquage au sol d'une ou plusieurs zones d'évitement avec éventuellement le placement de bacs à plantes, sera réalisé par les soins de la Commune aux frais, risques et périls du demandeur;

Que le marquage et le placement s'effectueront dès la réception du paiement intégral du forfait prévu dans le règlement-redevance pour prestations de services techniques fournis par le personnel,

Arrête :

Règlement sur la procédure à suivre en vue d'obtenir le marquage d'une ou plusieurs zones d'évitement et le placement de bacs à plantes sur la voie publique communale.

Article 1 : Champ d'application et définitions.

Le présent règlement s'applique à toute demande introduite en vue d'obtenir :

- le marquage au sol d'une ou plusieurs zones d'évitement sur la voie publique communale;

- le marquage au sol d'une ou plusieurs zones d'évitement avec le placement de bacs à plantes sur la voie publique communale.

Le marquage au sol et le placement de bacs à plantes sur la voie publique ne peut se faire que pour permettre l'accès des véhicules à un garage ou à une voie d'accès carrossable légalement autorisés par un permis d'urbanisme.

En vertu de l'art. 77.4 de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (Code de la route) et de l'article 19.3 de l'arrêté ministériel du 16 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière (Code du gestionnaire de voirie), la zone d'évitement est un marquage au sol constitué de lignes parallèles obliques de couleur blanche, délimité par une ligne blanche continue sur lequel les conducteurs ne peuvent ni circuler, ni s'arrêter ni stationner.

Article 2 : Introduction et instruction de la demande

Toute personne physique ou morale, propriétaire ou co-propriétaire d'un bien bâti ou non, qui souhaite que la Commune fasse établir un marquage au sol d'une ou plusieurs zones d'évitement avec éventuellement le placement de bacs à plantes, doit introduire une demande motivée par écrit à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins, Place Jean Vander Elst, n° 29 à 1180 Bruxelles.

La demande est transmise aux services techniques de la police et de la voirie, lesquelles rendent un avis sur l'opportunité de créer à l'endroit demandé une ou plusieurs zones d'évitement, et éventuellement le placement de bacs à plantes.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins octroie ou refuse le marquage et éventuellement le placement de bacs à plantes sur base des avis précités, sous réserve de la modification du règlement complémentaire de police par le Conseil communal.

L'autorisation délivrée a un caractère précaire et révocable.

Article 3 : Refus de la demande

Aucune autorisation ne sera délivrée si un marquage au sol d'une ou plusieurs zones d'évitement avec éventuellement le placement de bacs à plantes, est susceptible d'engendrer un danger pour la sécurité publique et/ou le passage public ou si toute autre législation (telle que la législation urbanistique) interdit un tel marquage au sol avec le placement éventuel de bacs à plantes.

Article 4 : Caractéristiques techniques

Le marquage au sol répond aux conditions techniques suivantes :

1° Les zones d'évitement sont délimitées par une ligne blanche continue d'environ 0,15 m.

2° A l'intérieur des zones d'évitement, les lignes parallèles ont une largeur d'environ 0,40 m; elles sont espacées d'environ 0,60 m et forment un angle d'environ 45° avec l'axe de la chaussée.

Le ou les bac(s) à plantes sont fournis par la commune et répondent aux caractéristiques suivantes :

- PEBD, PEHD, et/ou PP ou équivalent (sans composants chimiques non respectueux de l'environnement): plastique recyclé et 100 % recyclable;

- Dimensions : ± 131 cm x 56 cm;

- Hauteur : ± 95 cm;

- Poids : ± 115 kg;

- Quatre pieds;

- Surface lisse de la face extérieure;

- Vis et éléments d'assemblage inoxydables.

Les bacs à plantes doivent être garnis de végétaux vivants sains et en bon état. Les plantes artificielles sont interdites. La hauteur des végétaux plantés ne devra pas dépasser 1,50 m à compter du niveau du sol. Les végétaux ne doivent pas déborder de plus de 0,20 m de chaque côté du bac à plantes.

Les plantes fleuries ou arbustes dont la gamme est laissée au libre choix doivent s'adapter à la situation (ombre, vent, soleil) pour garantir une bonne croissance de la plante et présenter une harmonie d'ensemble, au niveau des essences, des formes et des coloris.

Les arbres ainsi que les végétaux épineux, toxiques et les plantes exotiques invasives sont interdits.

Article 5 : Frais

Le marquage au sol d'une ou plusieurs zones d'évitement avec éventuellement le placement de bacs à plantes, sera réalisé par les soins de la Commune aux frais, risques et périls du demandeur.

Le placement de bacs à plantes s'effectuera dès la réception du paiement intégral du forfait prévu dans le règlement-redevance pour prestations de services techniques fournis par le personnel.

Le ou les bac(s) à plantes est (sont) de la propriété exclusive du propriétaire ou des co-propriétaires du bien pour lequel il (ils) a (ont) été octroyé(s).

Article 6 : Fin de l'autorisation

§1. Par décision du Collège des Bourgmestre et Echevins

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut mettre fin au marquage au sol d'une ou plusieurs zones d'évitement avec éventuellement le placement de bacs à plantes, à tout moment, sans qu'aucune indemnité à titre quelconque ne soit due par la Commune au propriétaire ou co-propriétaire du bien.

Le Collège notifiera par écrit sa décision d'enlever le marquage au sol d'une ou plusieurs zones d'évitement ainsi que de retirer le (les) bacs à plantes.

Cet enlèvement sera effectué aux frais de la Commune, mais aux risques et périls du propriétaire ou co-propriétaire du bien.

Le (les) bacs à plantes sera (seront) restitué(s) au propriétaire ou co-propriétaire du bien au moment de son (ou de leur) enlèvement et aucune indemnité à titre quelconque ne lui sera due par la Commune.

§2. A la demande du propriétaire d'un bien

Le propriétaire ou co-propriétaire d'un bien peut demander que le Collège des Bourgmestre et Echevins enlève le marquage au sol d'une ou plusieurs zones d'évitement avec éventuellement l'enlèvement de bacs à plantes.

L'enlèvement du marquage au sol d'une ou plusieurs zones d'évitement avec éventuellement l'enlèvement de bacs à plantes sera effectué par les soins de la Commune aux frais exclusifs, risques et périls, du propriétaire ou co-propriétaire du bien et ce, conformément au règlement-redevance sur les prestations techniques

Le (les) bacs à plantes sera (seront) restitué(s) au propriétaire ou co-propriétaire du bien au moment de son (ou de leur) enlèvement et aucune indemnité à titre quelconque ne lui sera due par la commune.

Article 7 : Entretien du dispositif

Le (les) bacs à plantes doit (doivent) être régulièrement entretenu(s) et maintenu(s) en permanence en parfait état de propreté et en bon état de verdissement ou de floraison et ce, à la charge et aux frais exclusifs du propriétaire ou co-propriétaire du bien.

Cet entretien comprend également la plantation de fleurs et/ou de plantes.

Le propriétaire ou le co-propriétaire du bien doit également veiller à ce que le (les) bacs à plantes soi(en)t maintenu(s) en permanence dans sa (leur) position initiale.

En cas de réaménagement de la voirie, la Commune prendra à sa charge le nouveau marquage de la zone d'évitement et le remplacement du (des) bac(s) à plantes.

Si le remplacement du (des) bac(s) à plantes suite à sa (leur) disparition, à sa (leur) destruction partielle ou totale ou à son (leur) mauvais entretien est nécessaire une nouvelle demande de placement devra être introduite conformément au présent règlement.

Le remplacement du (des) bac(s) à plantes est aux frais exclusifs du demandeur conformément au présent règlement.

Article 8 : Entrée en vigueur

Le présent règlement est publié conformément au prescrit des articles 112 et 114 de la nouvelle loi communale et il entrera dès lors en vigueur le cinquième jour qui suit celui de sa publication.

Onderwerp 7B – 2 : Reglement betreffende de procedure voor het bekomen van markeringen en verdrijvingsvlakken en de plaatsing van plantenbakken op de gemeentelijke openbare weg.#

De Raad,

Overwegende dat bepaalde burgers of beheerders van gebouwen zich tot het gemeentebestuur richten om een garage-uitrit of -inrit beter bereikbaar te maken dankzij markeringen en de plaatsing van obstakels;

Overwegende dat er tot op heden hierover geen consensus bestaat tussen de verschillende gemeente;

Gelet op het risico op een vermenigvuldiging van dergelijke inrichtingen;

Overwegende dat er onlangs een werkgroep rond mobiliteit (GTM) werd opgericht, samengesteld uit vertegenwoordigers van de politiezone, de diensten Wegen en Mobiliteit en de Juridische Dienst, om mobiliteitsproblemen op te lossen zoals de problematiek van garage-inritten via een reglement, voorgesteld door de juridische Dienst;

Overwegende dat de gewestelijke commissie Verkeersveiligheid omwille van de veiligheid geen voorstander is van een vermenigvuldiging van obstakels op de weg;

Overwegende echter dat elk dossier apart behandeld zal worden en overgemaakt zal worden aan de technische diensten van de politie en de Wegendienst die zich zullen uitspreken over de gepastheid van één of meerdere verdrijvingsvlakken (Wegcode artikel 77.4 - Code van de wegbeheerder artikel 19.3) en de eventuele plaatsing van plantenbakken;

Overwegende dat de aanbrenghing van verdrijvingsvlakken aan de politie en toekomstige sanctionerende ambtenaren de mogelijkheid zal bieden de inbreuk te verbaliseren;

Overwegende dat de wegmarkering van één of meerdere verdrijvingsvlakken met de eventuele plaatsing van plantenbakken uitgevoerd zal worden door de gemeente op kosten en op risico van de aanvrager;

Aangezien de markering en de plaatsing uitgevoerd zullen worden zodra de betaling van het forfait, voorzien in het retributiereglement voor door het personeel uitgevoerde technische diensten, integraal werd ontvangen,

Beslist :

Reglement betreffende de procedure voor het bekomen van markeringen en verdrijvingsvlakken en de plaatsing van plantenbakken op de gemeentelijke openbare weg.

Artikel 1 : Toepassingsgebied en definities

Het onderhavige reglement is van toepassing op alle aanvragen voor het bekomen van :

- een wegmarkering van één of meerdere verdrijvingsvlakken op de gemeentelijke openbare weg;

- een wegmarkering van één of meerdere verdrijvingsvlakken met de plaatsing van plantenbakken op de gemeentelijke openbare weg.

De wegmarkering en de plaatsing van plantenbakken op de openbare weg zijn enkel toegelaten om voertuigen een gemakkelijke toegang te bieden tot een garage of een auto-inrit, wettelijk toegelaten door een stedenbouwkundige vergunning.

Krachtens artikel 77.4 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (Wegcode) en artikel 19.3 van het ministerieel besluit van 16 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens (Code van de wegbeheerder) is een verdrijvingsvlak een wegmarkering, bestaand uit witte evenwijdige schuine strepen, afgebakend door een ononderbroken witte streep, waarop de bestuurders mogen niet rijden, stilstaan of parkeren.

Artikel 2 : Indiening en onderzoek van de aanvraag

Elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die eigenaar of mede-eigenaar is van een dan niet bebouwd goed die wenst dat de gemeente een wegmarkering van één of meerdere verdrijvingsvlakken aanbrengt met de eventuele plaatsing van plantenbakken, moet een gemotiveerde schriftelijke aanvraag indienen bij het College van burgemeester en schepenen, Jean Vander Elstplein 29 te 1180 Brussel.

De aanvraag wordt overgemaakt aan de technische diensten van de politie en de Wegendienst die zich zullen uitspreken over de gepastheid van één of meerdere verdrijvingsvlakken en de eventuele plaatsing van plantenbakken op de betrokken plaats.

Het College van Burgemeester en schepenen neemt een positieve of negatieve beslissing over de markering en de eventuele plaatsing van plantenbakken op basis van de voormelde adviezen, onder voorbehoud van de wijziging van het aanvullend politiereglement door de gemeenteraad.

De uitgereikte toelating is precair en herroepbaar.

Artikel 3 : Weigering van de aanvraag

Er wordt geen enkele toelating gegeven indien de wegmarkering van één of meerdere verdrijvingsvlakken met de eventuele plaatsing van plantenbakken een gevaar zou kunnen opleveren voor de openbare veiligheid en/of de openbare doorgang of indien elke andere wetgeving (zoals de stedenbouwkundige wetgeving) een dergelijke wegmarkering met de eventuele plaatsing van plantenbakken verbiedt.

Artikel 4 : Technische vereisten

De wegmarkering moet aan de volgende technische eisen voldoen:

1° De verdrijvingsvlakken zijn afgebakend door een ononderbroken witte streep van $\pm 0,15$ m.

2° In het verdrijvingsvlak zijn evenwijdige strepen met een breedte van $\pm 0,40$ m; de tussenafstand is $\pm 0,60$ m en ze vormen met de as van de weg een hoek van $\pm 45^\circ$.

De gemeente zorgt voor de levering van de plantenbak(ken) die aan de volgende eisen moet(en) voldoen :

- HDPE, LDPE en/of PP of gelijkwaardig (zonder chemische elementen die schadelijk zijn voor het milieu) : gerecycleerd plastic en 100 % recycleerbaar;

- afmetingen : ± 131 cm x 56 cm;
- hoogte : ± 95 cm;
- gewicht : ± 115 kg;
- vier voetjes;
- buitenzijde met glad oppervlak;
- schroeven en assemblage-elementen in roestvrij staal.

De plantenbakken moeten echte planten bevatten die in goede staat zijn. Kunstplanten zijn verboden. De hoogte van de aangeplante vegetatie is max. 1,50 m vanaf het grondniveau. De planten mogen niet meer dan 0,20 m uitsteken aan de zijkanten van de plantenbak.

Bloemen en struiken (naar keuze) moeten aangepast zijn aan de omgeving (schaduw, wind, zon) om een goede groei ervan te garanderen en moeten een samenhang vertonen qua soorten, vormen en kleuren.

Bomen en stekelige, giftige en invasieve exotische planten zijn verboden.

Artikel 5 : Kosten

De wegmartering van één of meerdere verdrijvingsvlakken met de eventuele plaatsing van plantenbakken zal uitgevoerd worden door de gemeente op kosten en op risico van de aanvrager.

De plaatsing van de plantenbakken zal uitgevoerd worden zodra de betaling van het forfait, voorzien in het retributiereglement voor door het personeel uitgevoerde technische diensten, integraal werd ontvangen.

De plantenbak(ken) is(zijn) exclusief eigendom van de eigenaar of mede-eigenaars van het goed waarvoor deze werd(en) toegekend.

Artikel 6 : Einde van de toelating

§1. Via een beslissing van het College van Burgemeester en schepenen

Het College van Burgemeester en schepenen kan de wegmartering van één of meerdere verdrijvingsvlakken met de eventuele plaatsing van plantenbakken op gelijk welk moment laten verwijderen zonder dat de gemeente enige vergoeding verschuldigd is aan de eigenaar of de mede-eigenaar van het goed.

Het College zal zijn beslissing tot verwijdering van de wegmartering van één of meerdere verdrijvingsvlakken en de plantenbak(ken) schriftelijk meedelen.

Deze verwijdering zal uitgevoerd worden op kosten van de gemeente maar op risico van de eigenaar of de mede-eigenaar van het goed.

De plantenbak(ken) zal(zullen) teruggegeven worden aan de eigenaar of de mede-eigenaar van het goed bij de verwijdering ervan en de gemeente is hiervoor geen enkele vergoeding verschuldigd.

§2. Op verzoek van de eigenaar van het goed

De eigenaar of de mede-eigenaar van een goed kan aan het College van Burgemeester en schepenen vragen de wegmartering van één of meerdere verdrijvingsvlakken en de eventuele plantenbak(ken) te verwijderen.

De verwijdering van de wegmartering van één of meerdere verdrijvingsvlakken en de eventuele plantenbak(ken) zal uitgevoerd worden door de gemeente op kosten en op risico van de eigenaar of de mede-eigenaar van het goed en dit overeenkomstig het retributiereglement voor technische diensten.

De plantenbak(ken) zal(zullen) teruggegeven worden aan de eigenaar of de mede-eigenaar van het goed bij de verwijdering ervan en de gemeente is hiervoor geen enkele vergoeding verschuldigd.

Artikel 7 : Onderhoud van de inrichting

De plantenbak(ken) moet(en) regelmatig onderhouden worden en in perfecte staat van netheid gehouden worden, groen of in bloei, en dit op kosten van de eigenaar of de mede-eigenaar van het goed.

Dit onderhoud omvat eveneens de aanplanting van bloemen en/of planten.

De eigenaar of de mede-eigenaar van het goed moet er eveneens over waken dat de plantenbak(ken) steeds op de oorspronkelijke plaats blijft(blijven) staan.

Bij een herinrichting van de weg zal de gemeente zorgen voor de nieuwe markering van het verdrijvingsvlak en de verplaatsing van de plantenbak(ken).

Indien de vervanging van de plantenbak(ken) noodzakelijk blijkt wegens een verdwijning, een gedeeltelijke of totale vernieling of een slecht onderhoud ervan, moet een nieuwe aanvraag voor een plaatsing ingediend worden overeenkomstig het onderhavige reglement.

De vervanging van de plantenbak(ken) gebeurt op kosten van de aanvrager overeenkomstig het onderhavige reglement.

Artikel 8 : Inwerkingtreding

Het onderhavige reglement wordt gepubliceerd overeenkomstig de voorschriften van artikels 112 en 114 van de nieuwe gemeentewet en wordt van kracht op de vijfde dag die volgt op de dag van de publicatie ervan.

Objet 7B – 3 : Règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public.

Le Conseil,

Vu l'article 173 de la Constitution;

Vu les articles 117 et 137bis de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique et ses modifications subséquentes;

Vu le règlement complémentaire de police;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 1991 désignant les personnes qui peuvent obtenir la carte spéciale de stationnement pour handicapés ainsi que les ministères habilités à délivrer cette carte, et en déterminant le modèle, ainsi que les modalités de délivrance, de retrait et d'utilisation;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées et ses modifications subséquentes;

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2002 modifiant l'arrêté ministériel du 1er décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'ordonnance du 27 février 2014 modifiant la nouvelle loi communale et ajouté un nouvel article 137bis permettant au receveur d'établir une contrainte, visée et déclarée exécutoire par le Collège des Bourgmestres et échevins, en vue du recouvrement des créances non fiscales incontestées et exigibles;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 modifiée par l'ordonnance du 26 juillet 2013 instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation;

Vu l'arrêté du Gouvernement de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation;

Vu la lettre du 13 décembre 2013 au Ministre-Président du Gouvernement demandant une dérogation à l'entrée en vigueur du chapitre V de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant sur les redevances de stationnement (zones et tarifs), pour la fixer au 1er septembre 2014 sur le territoire d'Uccle;

Considérant que l'article 2 de l'arrêté du 12 décembre 2013 assure la validité des cartes de stationnement déjà délivrées et permet aux communes de continuer à délivrer les cartes de stationnement selon les dispositions du règlement communal pour autant que la validité de ces cartes ne dépasse pas le 1er janvier 2015;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2013 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la date d'entrée en vigueur du Chapitre V de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation pour certaines communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur et ses modifications subséquentes;

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers en matière civile et commerciales ainsi que celui de certaines allocations;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 relatif aux plans de déplacements d'entreprises;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juin 2013 relatif aux plans de déplacements scolaires;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 2009 relative aux plans de déplacements;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés;

Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire;

Considérant que la réduction, la création et l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent pour la commune des charges importantes;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Arrête :

TITRE I: DISPOSITIONS RELATIVES AUX STATIONNEMENTS PAYANTS ET AUX STATIONNEMENTS OU LA REGLEMENTATION DE LA ZONE BLEUE EST APPLICABLE AINSI QU' AUX STATIONNEMENTS SUR DES EMPLACEMENTS RESERVES A UN OU DIFFERENTS TYPES DE CARTES DE DEROGATION SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

Article 1 : Champ d'application

Il est établi à partir du 1er septembre 2014 au profit de la Commune d'Uccle pour un terme expirant le 31 décembre 2019, une redevance relative au stationnement d'un véhicule à moteur sur les voiries communales et régionales situées sur le territoire de la commune tant aux endroits où le stationnement est régi par l'usage régulier des appareils dits compteurs de stationnement ou horodateurs qu'aux endroits où s'applique la réglementation de la zone bleue conformément à l'article 27 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975.

Le présent règlement est applicable à tout lieu public, à savoir : la voie publique, les terrains ouverts au public et les terrains non publics mais ouverts à un certain nombre de personnes, conformément à l'article 28 de la loi du 16 mars 1968 sur la police de la circulation routière.

Article 2 : Définitions

Zone réglementée: partie du territoire de la Région composée de places de stationnement situées en lieu public et dont l'utilisation est réglementée selon la catégorie dont elle relève.

Zone rouge : zone dans laquelle, sauf dérogation, tout utilisateur d'un emplacement de stationnement est soumis au paiement de la redevance de stationnement visée à l'article 7 du présent règlement. N'y donneront lieu à une dérogation que les cartes pour les prestataires de soins médicaux urgents. Aucun autre type de carte de dérogation n'y sera autorisé.

Zone verte : zone dans laquelle, sauf dérogation, tout utilisateur d'un emplacement de stationnement est soumis au paiement de la redevance de stationnement visée à l'article 7 du présent règlement. Y donneront lieu à dérogation tous les types de cartes de dérogation ainsi que la carte pour personnes handicapées.

Période de stationnement : période de 4 heures 30 qui débute à compter du début de l'horaire de la zone réglementée. Le Collège des Bourgmestre et échevins se réserve le droit de prolonger ces horaires dans certaines rues ou quartiers. La durée de 4 heures 30 est conservée même en cas d'extension ou de réduction de la période payante. Dans le présent règlement, il sera question de "demi-journée" pour définir le tarif applicable à cette période de stationnement de 4 heures 30.

Secteur de stationnement : entité géographique centrée sur le lieu de résidence ou de siège social ou d'exploitation qui délimite les voies sur lesquelles la carte de dérogation est valable.

Ménage : ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté; un ménage peut être constitué d'une seule personne. La composition du ménage doit être officiellement attestée.

Voitures partagées : système d'utilisation d'un véhicule tel que défini à l'article 2.50 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

Agence : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que définie dans le chapitre VI de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 3 : Modalités

La redevance est due selon les modalités et conditions fixées par la signalisation et/ou mentionnées sur les horodateurs.

Lorsqu'il s'agit d'une zone bleue ou d'une voie publique où s'applique la réglementation de la zone bleue, le temps de stationnement est limité par le placement derrière le pare-brise du disque de stationnement visé à l'article 27.1 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 et conforme au modèle annexé à l'arrêté ministériel du 14 mai 2002, signalant le début du stationnement.

Lorsque le stationnement se fait en zone régie par horodateurs, le temps de stationnement peut être limité conformément aux modalités d'utilisation figurant sur lesdits appareils. Le véhicule doit avoir quitté l'emplacement de stationnement au plus tard à l'expiration du temps de stationnement autorisé.

Article 4 :

La redevance est due par anticipation dès le moment où le véhicule est stationné et est payable en alimentant directement l'horodateur de pièces de monnaie adéquates, par l'utilisation d'une carte bancaire ou par tout mode de paiement électronique agréé par le collège des bourgmestre et échevins en suivant les instructions reprises sur les appareils.

Le dysfonctionnement du système de paiement par carte bancaire ne dispense pas l'automobiliste de prendre un ticket à l'horodateur par paiement en espèces. Les horodateurs ne rendent pas la monnaie; la durée de validité du ticket délivré sera conforme au montant introduit dans l'appareil.

Lorsque l'horodateur est défectueux – le dysfonctionnement doit avoir été constaté par un agent contrôleur –, le disque bleu de stationnement visé à l'article 27.1 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 doit être visiblement et correctement apposé sur la face interne du pare-brise du véhicule.

L'usager supporte les conséquences de l'usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

Le conducteur ou, à défaut de connaissance de celui-ci, le titulaire de la plaque d'immatriculation du véhicule se trouvant sur un emplacement de stationnement dont le ticket ou le disque de stationnement fait apparaître le dépassement du temps, ou qui ne s'est pas soumis aux dispositions du présent règlement, est réputé avoir opté pour le tarif "demi-journée", moyennant le paiement d'une redevance de 25 €/période de 4h30 payable dans les cinq jours calendrier soit en espèces auprès du receveur communal, soit par versement ou virement sur le compte de la commune conformément aux instructions qui seront apposées par l'agent contrôleur sur le pare-brise du véhicule. Le cas échéant, le montant néanmoins payé à l'horodateur ne peut être déduit de la redevance tarif "demi-journée".

Le ticket de stationnement ou, dans les cas strictement prévus par la réglementation, le disque de stationnement, doit être apposé sans équivoque et de façon lisible et dans son entièreté, derrière le pare-brise du véhicule. De même, la carte de dérogation – à l'exception de la carte pour personne handicapée visée à l'article 18 d) du présent règlement – doit être collée sur le pare-brise avant du véhicule, côté passager, de telle manière que l'entièreté de celle-ci soit visible. A cet effet, une pochette autocollante est délivrée par le Service Stationnement lors de la remise de la carte. Aucune réclamation ne pourra être acceptée si ces prérequis ne sont pas établis; la redevance devra être acquittée.

La redevance est due par l'utilisateur du véhicule. Lorsque l'utilisateur n'est pas connu, la redevance est due par le titulaire de la plaque d'immatriculation.

Le stationnement payant s'applique également aux véhicules en stationnement devant les accès de propriétés et dont le signe d'immatriculation est reproduit lisiblement sur ces accès.

Aucune redevance n'est due ni le dimanche, ni un jour férié légal applicable dans tout le pays.

Article 5 : Procédure de recouvrement

En cas de non-paiement de la redevance dans les délais prescrits (cinq jours calendrier conformément à l'article 4), est envoyé par la commune un rappel qui a valeur de mise en demeure de s'acquitter de la somme due sous 5 jours calendrier.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, une amende administrative de 15 €, majorée des frais d'envoi par recommandé, est portée à charge du débiteur de la redevance.

Ensuite, toujours en cas de non-paiement, la récupération des montants dus se fait par une contrainte établie par le Receveur communal et signifiée par exploit d'huissier de justice.

Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus, sont à charge du débiteur de cette redevance et s'ajoutent aux tarifs initialement dus par le débiteur. Ces frais, droits et débours, sont calculés conformément à l'Arrêté royal du 30 novembre 1976.

Article 6 :

Le stationnement d'un véhicule à moteur en zone régie par horodateurs se fait aux risques de l'utilisateur ou de celui au nom de qui le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradations ou de perte de véhicule.

TITRE II : ZONES HORODATEURS ET ZONES BLEUES OU VOIES PUBLIQUES OU S'APPLIQUE LA REGLEMENTATION DE LA ZONE BLEUE

Article 7 : La redevance est fixée comme suit :

a) en lieu public doté d'horodateurs, sous réglementation de "zone rouge" ou de "zone verte"

Tarif "zone rouge" :

0,50 € pour ½ heure;

2 € pour une heure;

5 € pour 2 heures;

La durée maximale du stationnement est de 2 heures.

Tarif "zone verte" :

0,50 € la ½ heure;

1 € l'heure;

3 € pour 2 heures;

Au-delà de 2 heures, chaque heure supplémentaire sera comptée à 1,50 €.

"¼ d'heure gratuit" :

L'usager qui stationne maximum 15 minutes peut le faire gratuitement, moyennant l'apposition derrière le pare-brise de son véhicule, de manière visible et sans équivoque, d'un ticket délivré par l'horodateur.

Le principe du "quart d'heure gratuit" ne sera d'application qu'au fur et à mesure de l'adaptation et/ou de l'installation des horodateurs.

b) en zone bleue ou sur une voie publique où s'applique la réglementation de la zone bleue

Sauf si des modalités particulières sont indiquées sur la signalisation, l'usage du disque bleu de stationnement est obligatoire de 9 heures à 18 heures les jours ouvrables et pour une durée maximale de deux heures. Au-delà de la limite horaire prévue, le conducteur du véhicule en stationnement est réputé avoir opté pour le tarif "demi-journée".

c) en zone "kiss and ride"

En zone "kiss & ride", le stationnement est interdit, l'arrêt est autorisé. En cas de stationnement ou de dépassement du temps nécessaire, une redevance forfaitaire de 100 € par période de stationnement est due.

Article 8 :

En fonction de la pression automobile exercée dans certaines rues adjacentes aux zones à stationnement payant, il peut être proposé, des "rues tampons" dont les habitants pourront, moyennant le paiement d'une redevance forfaitaire fixée par le collège des bourgmestre et échevins, stationner leur véhicule en "zone verte".

Le Collège des Bourgmestre et échevins arrête la liste des rues concernées par la notion de "rue tampon" ainsi que le mode d'octroi de la carte de riverain aux habitants de ces rues.

TITRE III : CARTES DE DEROGATION

Article 9 :

Le conducteur, titulaire d'un permis de conduire valable, bénéficiaire de la carte de dérogation est exonéré de se conformer aux dispositions du présent règlement, à l'exception toutefois du stationnement en "zone rouge".

A l'exception des cartes de dérogation standard, une carte de dérogation n'est valable que dans le secteur de stationnement pour lequel elle a été délivrée.

La carte européenne de stationnement pour personne handicapée tient lieu de carte de dérogation.

Article 10 :

Les documents énumérés ci-après sont nécessaires pour obtenir une carte de dérogation :

- copie de la carte d'identité avec n° de registre national,

- copie du permis de conduire,

- copie de la carte verte d'assurance,

- copie du certificat d'immatriculation de la DIV établi au nom du demandeur (Partie 1 recto-verso du nouveau certificat d'immatriculation); si le certificat d'immatriculation n'est pas établi au nom du demandeur, doit être produite

* soit une copie de la police d'assurance sur laquelle le demandeur est mentionné comme chauffeur principal ou second chauffeur,

* soit une attestation patronale en cas de véhicule de société mis à disposition par l'employeur, stipulant que le demandeur en est le seul utilisateur,

* soit une copie des statuts de la société si le véhicule est immatriculé au nom d'une société et que cette dernière appartient à l'habitant demandeur de la carte de dérogation.

Aussi longtemps que la carte de dérogation n'a pas été accordée, aucun usager ne pourra se prévaloir de quelque droit que ce soit, lié à celle-ci.

La carte de dérogation ne sera accordée qu'après paiement en une fois du montant intégral. Le montant de la 1ère année reste dû intégralement. Au-delà, s'il échet, les mois entiers non consommés sont remboursés.

La carte accordée lors d'une première demande ainsi que la carte dont le renouvellement est demandé après l'expiration du délai de validité n'est effective que le lendemain de sa délivrance.

Article 11 :

Toute modification, d'adresse, d'immatriculation ou, pour les cas strictement concernés, de profession, doit faire l'objet d'une déclaration, sur place, auprès du Service Stationnement. La carte sera ainsi modifiée ou annulée. Le changement se fait gratuitement.

La carte d'identité ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans le cas où celui-ci ne se présente pas en personne. Il n'existe pas de modèle spécifique de procuration. Les données qui doivent figurer sur une procuration sont le nom et le prénom de la personne qui vient en lieu et place du demandeur de la carte de riverain ainsi que la mention de la carte de dérogation requise. La copie de la carte d'identité du demandeur doit être bien lisible.

Dès le changement de domicile hors du secteur de stationnement contrôlé pour lequel une carte de dérogation a été initialement délivrée, celle-ci n'est plus valable et doit être restituée au Service Stationnement.

La carte de dérogation doit être restituée dès que le bénéficiaire ne remplit plus les conditions d'octroi.

La commune annule de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

Article 12 :

Toute carte délivrée sur base de renseignements erronés, même fournis de manière non intentionnelle, sera annulée et retirée immédiatement.

Lorsque l'autorité communale fixe une mesure ayant pour conséquence l'invalidation de la carte de stationnement, l'enregistrement du titulaire sera effacé dans le délai précisé dans la notification de la décision.

En cas de falsification, le demandeur ou une personne de son ménage ne pourra plus obtenir de carte de dérogation dans le futur dans aucune commune de la Région de Bruxelles-Capitale et plainte sera déposée auprès du parquet compétent.

Article 13 : Renouvellement

Une carte de dérogation n'est jamais renouvelée tacitement ou rétroactivement. La carte dont le renouvellement est demandé après l'expiration du délai de validité n'est effective que le lendemain de sa délivrance.

Si, à l'échéance, le renouvellement de la carte n'a pas été effectué ou s'il a été effectué de manière tardive, l'usager est tenu de respecter les dispositions particulières du présent règlement. Une redevance de stationnement qui a été délivrée ne pourra être annulée.

L'autorité communale n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Ceci est de leur responsabilité. Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de l'administration communale au plus tôt 30 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente.

Article 14 :

La carte de dérogation ne sera vendue qu'à la condition expresse que tous les montants réclamés antérieurement dans le cadre du stationnement contrôlé, aient été acquittés par le bénéficiaire de la carte.

Article 15 :

Excepté en cas de vol du véhicule dûment attesté par un PV Police, un duplicata de la carte de dérogation peut être obtenu moyennant le paiement de 20 €. Toute personne ne pouvant produire la carte de riverain périmée pour obtenir la nouvelle carte, est considérée comme demandeur d'un duplicata en charge d'acquitter la somme de 20 €.

Article 16 :

La carte de dérogation ne garantit pas de bénéficier d'un emplacement de stationnement.

TITRE IV : CARTES DE RIVERAIN ET CARTE DE RIVERAIN TEMPORAIRE

Article 17 :

a) Carte de riverain

Bénéficiaires :

Tout utilisateur d'un véhicule dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3,5 tonnes, domicilié dans une zone ou une voirie où s'applique la réglementation de la zone bleue ou dans une zone horodateur peut obtenir une carte de riverain pour un véhicule immatriculé à son nom en Belgique ou dont il démontre qu'il en a l'usage en permanence.

Si la personne est dispensée d'inscription, il est tenu compte des attestations délivrées par le Service Public Fédéral de l'Intérieur, Office des Etrangers; le Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, le Service du Protocole, ou une Ambassade ou un Consulat pour lequel la personne travaille.

Conditions d'obtention :

Il n'est octroyé que 2 cartes de riverain par ménage.

En cas de changement temporaire de véhicule, une carte provisoire doit être demandée au Service Stationnement, dès le lendemain de la réception du véhicule de remplacement, avec présentation du certificat d'immatriculation du véhicule de remplacement et de la carte originelle. La carte provisoire est gratuite. Les redevances délivrées en cas de non application de cette obligation ne pourront faire l'objet d'une annulation.

La durée de remplacement - prouvée par un document - du véhicule de base et ne pourra dépasser la durée de validité de la carte initiale.

Tarif:

La première carte de riverain est délivrée contre le paiement annuel de 5 €, le prix de la seconde carte de riverain s'élève à 50 €.

Validité :

La carte de riverain est valable au choix du demandeur, pour 1 an ou 2 ans. Elle est renouvelable à l'échéance sur demande.

Pour les rues d'Uccle qui se prolongent au-delà de la limite communale, le possesseur d'une carte de riverain émise tant par Uccle que par la commune limitrophe, peut stationner son véhicule dans sa rue, en faisant usage de sa carte de riverain au-delà du territoire communal pour lequel la carte a été émise et ce jusqu'au premier carrefour sur le territoire de la commune voisine à condition qu'un accord de réciprocité ait été passé avec les communes limitrophes.

b) Carte de riverain temporaire

Bénéficiaires :

Cette carte est délivrée à tout habitant de la commune ayant un besoin ponctuel de stationnement ainsi qu'à toute personne possédant une résidence secondaire située en zone contrôlée. Une demande motivée devra être introduite auprès du collège des bourgmestre et échevins.

Conditions d'obtention :

Il ne peut être délivré qu'une seule carte temporaire par ménage et seulement si celui-ci n'est pas déjà en possession du nombre maximal de cartes de riverain autorisé.

Tarif :

Le prix de la carte de riverain temporaire est de 20 € pour un maximum de 63 jours cumulés.

Validité :

La carte est délivrée pour un seul secteur de stationnement, au choix du demandeur.

Pour les rues d'Uccle qui se prolongent au-delà de la limite communale, le possesseur d'une carte de riverain temporaire émise tant par Uccle que par la commune limitrophe, peut stationner son véhicule dans sa rue, en faisant usage de sa carte de riverain au-delà du territoire communal pour lequel la carte a été émise et ce jusqu'au premier carrefour sur le territoire de la commune voisine à condition qu'un accord de réciprocité ait été passé avec les communes limitrophes.

TITRE V : CARTES STANDARD

Article 18 :

a) Carte médicale pour soins médicaux urgents

Bénéficiaires :

Cette carte de dérogation est destinée spécifiquement au personnel médical et paramédical prodiguant des soins à domicile urgents et disposant d'un numéro auprès de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI), exerçant son activité sur le territoire de la commune.

Conditions d'obtention :

Sans préjudice de la production des documents visés à l'article 10 du présent règlement, le demandeur est tenu de présenter un document officiel attestant qu'il dispose d'un numéro INAMI.

Tarif :

La carte de dérogation peut être obtenue contre paiement de 200 €/an.

Validité :

La carte permet à son détenteur de se garer gratuitement dans tous les secteurs réglementés de la Région de Bruxelles-Capitale pendant le temps nécessaire à la dispensation effective des soins médicaux urgents à condition que soit affichée de manière visible derrière le pare-brise, la mention "en cours d'intervention", ainsi que le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 indiquant l'heure d'arrivée du prestataire de soins. Si l'agent contrôleur constate que la durée de deux heures autorisée par le disque de stationnement a été dépassée, les conditions tarif "demi-journée" visées à l'article 8 du présent règlement sont d'application.

La carte de riverain est valable au choix du demandeur, pour 1 an ou 2 ans.

b) Carte médicale pour soins médicaux non urgents

Bénéficiaires :

Cette carte de dérogation est destinée spécifiquement aux véhicules de personnes prodiguant des soins à domicile non urgents pour autant que les véhicules pour lesquels une carte est demandée, soient liés aux organisations reconnues par les différentes Commissions communautaires (Cocof, VGC, Cocom). Ces prestataires de soins non urgents incluent les vétérinaires.

Conditions d'obtention :

Sans préjudice de la production des documents visés à l'article 10 du présent règlement, le demandeur est tenu de présenter une attestation de la reconnaissance de l'organisation par la commission communautaire dont elle dépend.

Tarif :

La carte de dérogation peut être obtenue contre paiement de 75 €/an.

Validité :

La carte permet à son détenteur de stationner gratuitement dans tous les secteurs réglementés de la Région de Bruxelles-Capitale à l'exception des "zones rouges" et "zones oranges" pendant le temps nécessaire à la dispensation effective des soins médicaux non urgents, à condition que soit affichés, de manière visible derrière le pare-brise, la mention "en cours d'intervention", ainsi que le disque bleu de stationnement conformément à l'art. 27.1.2 et 27.1.3 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 indiquant l'heure d'arrivée du prestataire de soins. Si l'agent contrôleur constate que la durée de 2 heures autorisée par le disque de stationnement a été dépassée, les conditions tarif "demi-journée" visées à l'article 8 du présent règlement sont d'application.

La carte de riverain est valable au choix du demandeur, pour 1 an ou 2 ans.

c) Carte Voiture partagée

Sur tous les emplacements réservés aux voitures partagées, la marque d'immatriculation du véhicule qui y est stationné doit être enregistrée dans la « banque des données des véhicules » de la Commune ou de l'Agence. Cet enregistrement constitue la carte de dérogation « voiture partagée ».

d) Carte pour personne handicapée

La personne handicapée titulaire de la carte européenne de stationnement pour personnes handicapées – ou son représentant légal – délivrée par un organisme officiel, conformément à l'Arrêté ministériel du 29 juillet 1991, est autorisée à Uccle à stationner son véhicule gratuitement et sans limite de temps dans tous les secteurs réglementés. Elle est cependant tenue d'apposer la carte officielle précitée derrière le pare-brise du véhicule de telle manière que le pictogramme et la date d'expiration soient clairement visibles aux fins de contrôle. La carte est strictement personnelle; elle ne peut être utilisée que lorsque le titulaire est transporté dans le véhicule qui est mis en stationnement ou lorsqu'il conduit lui-même le véhicule.

TITRE VI : CARTES "AUTRES USAGERS"

Article 19 : Carte Entreprise

Une carte de dérogation peut aussi être délivrée aux catégories d'usagers décrites ci-après pour autant que leur siège d'activité se situe dans une zone ou une voirie où s'applique la réglementation de la zone bleue ou dans une zone horodateur et que leur titulaire ne soit pas en possession d'une carte de riverain émise par la commune.

La demande de carte(s) de dérogation se fait par courrier adressé au Service Stationnement, lequel informe en retour le demandeur du nombre de cartes qui peuvent lui être délivrées. La/les carte(s) est/sont établie(s) après vérification des documents requis et réception du paiement effectué sur le compte du Service Stationnement, avec, en communication, le nom du demandeur ainsi que le nombre de cartes accordé.

Bénéficiaires :

Par entreprise, il est entendu toute personne morale, quel que soit son statut (institution publique ou privée, SA, Sprl(u)) ou personne physique en qualité d'indépendant, exerçant son activité dans une zone contrôlée.

Conditions d'obtention :

Sans préjudice de la production des documents visés à l'article 10 du présent règlement, le demandeur est tenu de présenter :

- le formulaire de demande de carte de dérogation complété et signé par le représentant légal de la société ou son mandataire,
- une liste actualisée des travailleurs, approuvée par son bureau social,
- une attestation justifiant l'activité dans la(les) zones contrôlée(s) (statuts, bail commercial, etc.),
- une liste des plaques d'immatriculation pour lesquelles une carte est demandée.

Pour les entreprises comptant 1 à 10 travailleurs, 1 carte de dérogation peut être demandée.

Au-delà de 10 travailleurs, 1 carte de dérogation peut être accordée par tranche de 15 travailleurs équivalents temps plein.

Pour les entreprises de plus de 100 travailleurs, 1 carte de dérogation peut être accordée par tranche de 20 travailleurs et à condition de fournir un plan de déplacement d'entreprise (PDE) ou équivalent. A défaut de pouvoir produire ce document, aucune carte de dérogation ne peut être délivrée.

L'entreprise organise, suivant ses propres règles internes, les modalités de distribution de ces abonnements à son personnel. Elle mandatera un responsable unique pour introduire la demande de carte(s) et la (les) retirer.

Tarif :

600 €/an par carte.

Validité :

La carte Entreprise est valable 1 an.

La carte Entreprise n'a pas d'effet sur les zones dites de livraison.

TITRE VII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 20 :

La délivrance des cartes standards pour soins médicaux urgents et non-urgents ainsi que pour voitures partagées est liée à la mise à disposition et à l'opérationnalité du système de gestion informatisé proposé par l'Agence.

TITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES

Article 21 :

Toute infraction au présent règlement ainsi que toute utilisation frauduleuse d'une carte de dérogation donnera lieu à une amende administrative de 250 € et au retrait immédiat de la carte.

Article 22 :

Toutes les réclamations concernant la délivrance d'une redevance, à l'exception du cas prévu à l'article 13, § 2, doivent être introduites par lettre recommandée auprès du Collège des Bourgmestre et échevins dans les 10 jours calendrier de la délivrance de la redevance.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas du paiement de la redevance établie.

Article 23 :

Le présent règlement abroge le règlement-taxe sur le stationnement des véhicules sur la voie publique voté par le Conseil communal le 24 novembre 2011. Il entre en vigueur le 1er septembre 2014 pour un terme expirant le 31 décembre 2019.

Onderwerp 7B – 3 : **Retributieverordening op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte.**#

De Raad,

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op de artikelen 117 en 137bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie op het wegverkeer;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en de hieruit volgende wijzigingen;

Gelet op het aanvullend politiereglement;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 29 juli 1991 waarbij de personen worden aangewezen die de speciale parkeerkaart voor personen met een handicap kunnen bekomen alsook de ministeries die bevoegd zijn om deze kaart uit te reiken en waarbij het model ervan alsmede de modaliteiten van afgifte, intrekking en gebruik worden bepaald;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap en de hieruit volgende wijzigingen;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 14 mei 2002 tot wijziging van het Ministerieel Besluit van 1 december 1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

Gelet op de ordonnantie van 27 februari 2014 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet en toevoeging van een nieuw artikel 137bis waarin de ontvanger toegelaten wordt een dwangbevel op te stellen, door het College van burgemeester en schepenen geïnviseerd en uitvoerbaar verklaard, met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 januari 2009 gewijzigd door de ordonnantie van 26 juli 2013 tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2013 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Gelet op de brief van 13 december 2013 aan de Minister-Voorzitter van de Regering om een afwijking te vragen op de inwerkingtreding van hoofdstuk V van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de parkeerretributies (zones en tarieven), om deze vast te stellen op 1 september 2014 op het grondgebied van Ukkel;

Overwegende dat artikel 2 van het Besluit van 12 december 2013 de geldigheid verzekert van al afgeleverde parkeerkaarten, en de gemeenten toelaat verder parkeerkaarten af te leveren volgens de bepalingen van het gemeentereglement, voor zover de geldigheid van deze kaarten de datum van 1 januari 2015 niet overschrijdt;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 december 2013 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding voor bepaalde gemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van Hoofdstuk V van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren en de hieruit volgende wijzigingen;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 november 1976 tot vaststelling van het tarief voor akten van gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van het tarief van sommige toelagen;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juni 2013 betreffende de schoolvervoerplannen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 2009 betreffende de vervoerplannen;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen;

Overwegende dat een betere doorstroming van de parkeerplaatsen nagestreefd dient te worden en dat het bijgevolg aangewezen is retributies in te voeren in overeenstemming met de algemeen nuttige en nodige parkeerperiode;

Overwegende dat het verminderen, het aanleggen en het verbeteren van de parkeermogelijkheden aanzienlijke lasten met zich meebrengen voor de gemeente;

Overwegende dat een wijziging van ons reglement noodzakelijk blijkt, gelet op de talrijke wettelijke en technische wijzigingen van de jongste tijd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,
Besluit :

TITEL I : BEPALINGEN BETREFFENDE HET BETALEND PARKEREN EN HET PARKEREN OP PLAATSEN WAAR DE REGELGEVING VOOR DE BLAUWE ZONE VAN TOEPASSING IS ALSOOK HET PARKEREN OP PLAATSEN DIE VOORBEHOUDEN ZIJN AAN EEN VAN DE TYPES VAN VRIJSTELLINGSKAARTEN OP HET GRONDGEBIED VAN DE GEMEENTE

Artikel 1 : Toepassingsveld

Vanaf 1 september 2014 wordt ten bate van de gemeente Ukkel voor een termijn die afloopt op 31 december 2019 een retributie ingesteld op het parkeren van motorvoertuigen op gemeente- en gewestwegen op het grondgebied van de gemeente, zowel op plaatsen waar het parkeren wordt beheerst door het regelmatig gebruik van parkeermeters of parkeerautomaten als op plaatsen waar de regelgeving van de blauwe zone van toepassing is krachtens artikel 27 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975.

De onderhavige verordening is van toepassing op elke openbare ruimte, namelijk de openbare weg, terreinen die opengesteld zijn voor het publiek en terreinen die niet openbaar zijn maar die opengesteld zijn voor een bepaald aantal personen, overeenkomstig artikel 28 van de wet van 1968 op de politie op het wegverkeer.

Artikel 2 : Definities

Gereguleerde zone: deel van het grondgebied van het gewest bestaande uit parkeerplaatsen op de openbare weg en waarvan het gebruik gereguleerd is volgens de categorie waartoe zij behoort.

Rode zone : zone waarin, behoudens afwijking, elke gebruiker van een parkeerplaats onderworpen is aan de betaling van de parkeerretributie bedoeld in artikel 7 van de onderhavige verordening. Alleen kaarten voor verstrekkers van dringende medische hulp geven aanleiding tot een afwijking. Geen enkele andere vrijstellingskaarttype wordt er toegelaten.

Groene zone : zone waarin, behoudens afwijking, elke gebruiker van een parkeerplaats onderworpen is aan de betaling van de parkeerretributie bedoeld in artikel 7 van de onderhavige verordening. Alle types van vrijstellingskaarten leiden er tot een afwijking, alsook de kaart voor gehandicapte personen.

Parkeerperiode : periode van 4 uur 30 die begint te lopen vanaf het begin van de uurperiode van de gereguleerde zone. Het College van burgemeester en schepenen behoudt zich het recht voor deze uurperiodes te verlengen in bepaalde straten of wijken. De duur van 4 uur 30 blijft behouden, zelfs bij een uitbreiding of beperking van de betalende periode. In de onderhavige verordening zal sprake zijn van een "halve dag" om het tarief te bepalen dat van toepassing is op deze parkeerperiode van 4 uur 30.

Parkeersector : geografische eenheid rond de verblijfplaats of de maatschappelijke zetel of de exploitatiezetel die de wegen afbakt waarbinnen de vrijstellingskaart geldig is.

Gezin : geheel van personen die dezelfde hoofdverblijfplaats delen, al dan niet verbonden door verwantschap; een gezin kan uit een persoon bestaan. De gezinssamenstelling moet officieel bewezen worden.

Gedeelde auto's : systeem om een voertuig te gebruiken zoals bepaald in artikel 2.50 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.

Agentschap : het parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zoals bepaald in hoofdstuk VI van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap.

Artikel 3 : Modaliteiten

De retributie is verschuldigd volgens de modaliteiten en voorwaarden zoals bepaald door de signalisatie en/of zoals vermeld op de parkeerautomaten.

Als het een blauwe zone betreft of een openbare weg waarop de regelgeving van de blauwe zone van toepassing is, is de parkeertijd beperkt door achter de voorruit de parkeerschijf te plaatsen bedoeld in artikel 27.1 van het Koninklijk Besluit van 1 september 1975 en overeenkomstig het bij het Ministerieel Besluit van 14 mei 2002 gevoegde model, die het begin van de parkeertijd aangeeft.

Als er wordt geparkeerd in een zone die beheerst wordt door parkeerautomaten kan de parkeertijd beperkt worden overeenkomstig de gebruiksmodaliteiten die op deze toestellen zijn vermeld. Het voertuig moet de parkeerplaats hebben verlaten ten laatste bij het verstrijken van de toegelaten parkeertijd.

Artikel 4 :

De retributie is van tevoren verschuldigd, vanaf het ogenblik waarop het voertuig wordt geparkeerd en dient betaald te worden door de gepaste muntstukken in de parkeerautomaat te voeren, door een betaalkaart te gebruiken of op elke elektronische betaalwijze die het College van burgemeester en schepenen heeft erkend en volgens de aanwijzingen die op de toestellen staan.

Indien het betaalsysteem per bankkaart niet werkt, wordt de automobilist niet vrijgesteld van het nemen van een ticket aan de automaat door contant te betalen. De parkeerautomaten geven geen wisselgeld; de geldigheidsduur van het afgeleverde ticket komt overeen met het in het toestel ingevoerde bedrag.

Als de automaat defect is - het defect moet vastgesteld zijn door een controleur - moet de blauwe parkeerschijf bedoeld in artikel 27.1 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 zichtbaar en correct aan de binnenzijde van de voorruit van het voertuig geplaatst worden.

De gebruiker draagt de gevolgen van het onregelmatig gebruik van het toestel of van de schade die hij eraan heeft toegebracht.

De bestuurder of, indien deze ongekend is, de houder van de nummerplaat van het voertuig dat zich op een parkeerplaats bevindt waarvoor het ticket of de parkeerschijf aangeeft dat de tijd is verstreken, of dat zich niet houdt aan de bepalingen van de onderhavige verordening, wordt geacht te hebben gekozen voor het "halvedagtarief" door het betalen van een retributie van € 25/periode van 4.30 u., te betalen binnen de vijf kalenderdagen, ofwel contant bij de gemeenteontvanger, ofwel door storting of overschrijving op de rekening van de gemeente, overeenkomstig de aanduidingen die op de voorruit van het voertuig worden achtergelaten door de controleur. In dat geval mag het bedrag dat toch aan de automaat is betaald niet worden afgetrokken van de retributie tegen het halvedagtarief.

Het parkeerticket of, in de gevallen die strikt voorzien zijn in de regelgeving, de parkeerschijf moet ondubbelzinnig en volledig leesbaar achter de voorruit van het voertuig geplaatst worden. Op dezelfde wijze moet de vrijstellingskaart – uitgezonderd de kaart voor gehandicapte personen bedoeld in artikel 18 d) van deze verordening – gekleefd worden op de voorruit van het voertuig aan de passagierszijde, op zodanige manier dat ze volledig zichtbaar is. Hiertoe verstrekt de dienst Parking een zelfklevend hoesje wanneer de kaart wordt afgeleverd. Geen enkele klacht kan worden aanvaard als niet aan deze vereisten wordt voldaan; de retributie moet dan worden betaald.

De retributie is verschuldigd door de gebruiker van het voertuig. Als de gebruiker niet gekend is, is de retributie verschuldigd door de houder van de nummerplaat.

Het betalend parkeren is ook van toepassing op voertuigen die geparkeerd staan voor de inrij van eigendommen en waarvan het kenteken leesbaar op deze toegang gereproduceerd is.

Er is geen retributie verschuldigd op een zondag of op een wettelijke feestdag die in het hele land van toepassing is.

Artikel 5 : Procedure voor het invorderen

Bij niet-betaling van de retributie binnen de voorgeschreven termijn (vijf kalenderdagen, overeenkomstig artikel 4) verstuurt de gemeente een herinneringsbrief die geldt als ingebrekestelling om het bedrag binnen de 5 kalenderdagen te vereffenen.

Als een tweede herinneringsbrief noodzakelijk blijkt, wordt een administratieve sanctie van € 15 aangerekend aan de schuldenaar van de retributie, verhoogd met de kosten van de aangetekende zending.

Als de retributie daarna nog steeds niet betaald is, worden de bedragen ingevorderd door een dwangsbrief opgesteld door de gemeenteontvanger en betekend bij deurwaardersexploot.

De kosten, rechten en uitgaven die in al deze invorderingsfasen van de verschuldigde bedragen gemaakt worden, zijn ten laste van de schuldenaar van deze retributie en komen bovenop de tarieven die de schuldenaar oorspronkelijk verschuldigd is. Deze kosten, rechten en uitgaven worden berekend overeenkomstig het Koninklijk Besluit van 30 november 1976.

Artikel 6 :

Het parkeren van een motorvoertuig in een zone die beheerst wordt door parkeerautomaten gebeurt op het risico van de gebruiker of van de persoon op wiens naam het voertuig is ingeschreven. Het betalen van de retributie geeft het recht te parkeren maar geeft geen recht op enig toezicht. Het gemeentebestuur kan niet aansprakelijk worden gesteld voor schade aan of verlies van het voertuig.

TITEL II : ZONES MET PARKEERAUTOMATEN EN BLAUWE ZONES OF OPENBARE WEGEN WAAROP DE REGELGEVING VAN DE BLAUWE ZONE VAN TOEPASSING IS

Artikel 7 : De retributie wordt als volgt vastgelegd :

a) Op een openbare plaats voorzien van parkeerautomaten, vallende onder de regels van de "rode zone" of de "groene zone"

Tarief "rode zone"

€ 0,50 voor ½ uur;

€ 2 voor een uur;

€ 5 voor 2 uur;

De maximale parkeerduur bedraagt 2 uur.

Tarief "groene zone"

€ 0,50 voor ½ uur;

€ 1 voor een uur;

€ 3 voor 2 uur;

Voorbij de 2 uur wordt elk bijkomend uur aangerekend aan € 1,50.

"Gratis kwartier"

De gebruiker die gedurende maximaal 15 minuten parkeert, mag dat gratis doen, door achter de voorruit van zijn voertuig een zichtbaar en ondubbelzinnig geplaatst ticket te plaatsen dat door de parkeerautomaat wordt afgeleverd.

Het principe van het "gratis kwartier" wordt maar van toepassing naarmate de parkeerautomaten zijn aangepast/geïnstalleerd.

b) In een blauwe zone of op een openbare weg waarop de regelgeving van de blauwe zone van toepassing is

Behalve als er bijzondere modaliteiten staan op de signalisatie is het gebruik van de blauwe parkeerschijf verplicht van 9 tot 18 uur op werkdagen en voor een maximumduur

van twee uur. Voorbij de voorziene tijdsbeperking wordt de bestuurder van het geparkeerde voertuig geacht te hebben gekozen voor het halvedagtarief.

c) In de "kiss & ride-zone"

In de "kiss & ride-zone" is het verboden te parkeren maar mag er stilgestaan worden. Als er wordt geparkeerd of als de nodige tijd wordt overschreden, is een forfaitaire retributie van € 100 per parkeerperiode verschuldigd.

Artikel 8 :

Naargelang de autodruk op bepaalde straten die grenzen aan zones met betalend parkeren, kunnen "bufferstraten" voorgesteld worden waar de inwoners middels het betalen van een door het College van burgemeester en schepenen vastgestelde forfaitaire retributie hun voertuig mogen parkeren in een "groene zone".

Het College van Burgemeester en schepenen bepaalt de lijst met straten die onder de noemer "bufferstraat" vallen, alsook de toekenningswijze van de bewonerskaart voor de bewoners van deze straten.

TITEL III : VRIJSTELLINGSKAARTEN

Artikel 9 :

De bestuurder die houder is van een geldig rijbewijs en die beschikt over de vrijstellingskaart is vrijgesteld van de bepalingen van de onderhavige verordening, uitgezonderd het parkeren in een "rode zone".

Behoudens de standaardvrijstellingskaarten is een vrijstellingskaart uitsluitend geldig in de geografische sector waarvoor ze is afgeleverd.

De Europese parkeerkaart voor gehandicapte personen geldt als vrijstellingskaart.

Artikel 10 :

De onderstaande documenten zijn noodzakelijk om een vrijstellingskaart te verkrijgen :

- kopie van de identiteitskaart met rijksregisternummer,

- kopie van het rijbewijs,

- kopie van de groene verzekeringskaart,

- kopie van het inschrijvingsbewijs van de DIV, opgesteld op naam van de aanvrager (deel 1 recto-verso van het nieuwe inschrijvingsbewijs); indien het inschrijvingsbewijs niet is opgesteld op naam van de aanvrager, moet een van de volgende documenten worden voorgelegd :

* een kopie van de verzekeringspolis waarin de aanvrager vermeld staat als hoofdbestuurder of als tweede bestuurder,

* of een werkgeversattest in geval van bedrijfswagen die door de werkgever ter beschikking wordt gesteld, waaruit blijkt dat de aanvrager er de enige gebruiker van is,

* of een kopie van de statuten van de onderneming indien het voertuig ingeschreven is op naam van een onderneming en deze onderneming toebehoort aan de inwoner die de vrijstellingskaart aanvraagt.

Zolang de vrijstellingskaart niet toegekend is, mag de gebruiker zich niet beroepen op enig eraan verbonden recht.

De vrijstellingskaart wordt pas toegekend na betaling in een keer van het volledige bedrag. Het bedrag van het eerste jaar blijft volledig verschuldigd. Later worden de niet opgebruikte volledige maanden eventueel terugbetaald.

De kaart die tijdens een eerste aanvraag wordt toegekend, alsook de kaart waarvan de vernieuwing is aangevraagd nadat de geldigheidstermijn is verstreken, wordt pas geldig vanaf de dag volgend op de aflevering.

Artikel 11 :

Elke wijziging van adres, van inschrijving of, voor de gevallen waarvoor dat van toepassing is, van beroep, moet ter plaatse bij de dienst Parking aangegeven worden. De kaart wordt dan gewijzigd of geschrapt. De wijziging gebeurt gratis.

De identiteitskaart of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager als deze zich niet persoonlijk aanmeldt. Er bestaat geen specifiek volmachtenmodel.

De gegevens die op een volmacht moeten staan, zijn de naam en voornaam van de persoon die in de plaats van de aanvrager van de bewonerskaart komt, alsook de vermelding van de gevraagde vrijstellingskaart. De kopie van de identiteitskaart van de aanvrager moet goed leesbaar zijn.

Bij wijziging van woonplaats buiten de gecontroleerde sector waarvoor aanvankelijk een vrijstellingskaart is afgeleverd, verliest deze onmiddellijk haar geldigheid en moet ze terug worden bezorgd aan de dienst Parking.

De vrijstellingskaart moet terugbezorgd worden zodra de begunstigde niet meer voldoet aan de toekenningsvoorwaarden.

De gemeente schrapt de vrijstellingskaart van rechtswege als de voorwaarden van de aanvrager zijn gewijzigd zodat hij niet meer voldoet aan de toekenningsvoorwaarden.

Artikel 12 :

Elke kaart die wordt afgeleverd op basis van foute inlichtingen, zelfs indien deze onopzettelijk zijn verstrekt, wordt onmiddellijk geschrapt en ingetrokken.

Als het gemeentebestuur een maatregel vastlegt met als gevolg dat de parkeerkaart ongeldig wordt, wordt de inschrijving van de houder gewist binnen de termijn die in de betekening van het besluit staat vermeld.

In geval van vervalsing zal de aanvrager of een persoon uit zijn gezin in de toekomst geen vrijstellingskaart meer kunnen verkrijgen in een gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en wordt een klacht ingediend bij het bevoegde parket.

Artikel 13 : Vernieuwing

Een vrijstellingskaart wordt nooit stilzwijgend of met terugwerkende kracht vernieuwd. De kaart waarvoor de vernieuwing wordt aangevraagd nadat de geldigheidstermijn is verstreken, wordt pas geldig vanaf de dag volgend op de aflevering.

Indien na het verstrijken de kaart niet is vernieuwd of indien dit laattijdig is gebeurd, dient de gebruiker de bijzondere bepalingen van de onderhavige verordening na te leven. Een afgeleverde parkeerretributie kan niet worden vernietigd.

Het gemeentebestuur dient de houders er niet van op de hoogte te stellen dat de geldigheidsduur van hun kaart binnenkort zal verstrijken. Dit is hun verantwoordelijkheid. Elke vernieuwingsaanvraag kan ten vroegste 30 werkdagen voor het verstrijken van de vorige kaart bij het gemeentebestuur worden ingediend.

Artikel 14 :

De vrijstellingskaart wordt alleen verkocht op de uitdrukkelijke voorwaarde dat alle voordien in het kader van het gecontroleerd parkeren opgeëiste bedragen voldaan zijn door de begunstigde van de kaart.

Artikel 15 :

Behalve bij diefstal van het voertuig, geldig aangetoond met een pv van de politie, kan een duplicaat van de vrijstellingskaart verkregen worden tegen betaling van € 20. Iedereen die de verstreken bewonerskaart niet kan voorleggen om de nieuwe kaart te verkrijgen, wordt beschouwd als aanvrager van een duplicaat en moet het bedrag van € 20 voldoen.

Artikel 16 :

De vrijstellingskaart biedt geen waarborg op een parkeerplaats.

TITEL IV : BEWONERSKAARTEN EN TIJDELIJKE BEWONERSKAARTEN

Artikel 17 :

a) Bewonerskaart

Begunstigden :

Elke gebruiker van een voertuig met een maximale toegelaten massa die de 3,5 ton niet overschrijdt met woonplaats in een zone of aan een weg waar de regelgeving van de blauwe zone van toepassing is, of in een zone met parkeerautomaten, kan een bewonerskaart verkrijgen voor een voertuig dat op zijn naam in België is ingeschreven of waarvan hij aantoont dat hij er de permanente gebruiker van is.

Indien de persoon vrijgesteld is van inschrijving, wordt rekening gehouden met attesten van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, de Dienst Vreemdelingenzaken, de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, de Protocoldienst, of een ambassade of een consulaat waarvoor de persoon werkt.

Voorwaarden voor het verkrijgen van een kaart :

Er worden slechts 2 bewonerskaarten per gezin uitgereikt.

In geval van tijdelijke verandering van voertuig moet een tijdelijke kaart aangevraagd worden bij de dienst Parking, vanaf de eerste dag na de ontvangst van het vervangingsvoertuig, met voorlegging van het inschrijvingsbewijs van het vervangingsvoertuig en de originele kaart. De tijdelijke kaart is gratis. Retributies die afgeleverd zijn in geval van het niet naleven van deze verplichting kunnen niet vernietigd worden.

De duur van de vervanging – aangetoond met een document – van het aanvankelijke voertuig mag niet langer zijn dan de geldigheidsduur van de oorspronkelijke kaart.

Tarief :

De eerste bewonerskaart wordt afgeleverd tegen jaarlijkse betaling van € 5, de prijs van de tweede bewonerskaart bedraagt € 50.

Geldigheid :

De bewonerskaart is 1 jaar of 2 jaar geldig, naar keuze van de aanvrager. Na het verstrijken kan de kaart op aanvraag vernieuwd worden.

In Ukkelse straten die voorbij de gemeentegrens doorlopen mag de bezitter van een bewonerskaart die zowel door Ukkel als door de aangrenzende gemeente is afgeleverd, zijn voertuig parkeren in zijn straat, waarbij hij zijn bewonerskaart gebruikt voorbij het grondgebied van de gemeente waarvoor de kaart is afgeleverd en dit tot aan het eerste kruispunt op het grondgebied van de aangrenzende gemeente, op voorwaarde dat er een wederkerigheidsovereenkomst is afgesloten tussen de grensgemeenten.

b) Tijdelijke bewonerskaart

Begunstigden :

Deze kaart wordt afgeleverd aan elke inwoner van de gemeente die punctuele parkeernoden heeft, alsook aan iedereen die een tweede verblijfplaats heeft in een gecontroleerde zone. Er moet een gemotiveerde aanvraag ingediend worden bij het College van burgemeester en schepenen.

Voorwaarden voor het verkrijgen van een kaart :

Er kan slechts één tijdelijke kaart worden afgeleverd per gezin en alleen indien dat gezin nog niet beschikt over het toegelaten maximumaantal kaarten.

Tarief :

De prijs van de tijdelijke bewonerskaart bedraagt € 20 voor een maximum van 63 samengetelde dagen.

Geldigheid :

De kaart wordt afgeleverd voor slechts een sector, naar keuze van de aanvrager.

In Ukkelse straten die voorbij de gemeentegrens doorlopen mag de bezitter van een tijdelijke bewonerskaart die zowel door Ukkel als door de aangrenzende gemeente is afgeleverd, zijn voertuig parkeren in zijn straat, waarbij hij zijn bewonerskaart gebruikt voorbij het grondgebied van de gemeente waarvoor de kaart is afgeleverd en dit tot aan het eerste kruispunt op het grondgebied van de aangrenzende gemeente, op voorwaarde dat er een wederkerigheidsovereenkomst is afgesloten tussen de grensgemeenten.

TITEL V : STANDAARDKAART

Artikel 18 :

a) Medische kaart voor dringende medische hulp

Begunstigden :

Deze vrijstellingskaart is specifiek bedoeld voor medisch en paramedisch personeel dat aan huis dringende hulp verstrekt en beschikt over een nummer bij de Rijksdienst voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (RIZIV) en dat zijn activiteit uitoefent op het grondgebied van de gemeente.

Voorwaarden voor het verkrijgen van een kaart :

Onverminderd het voorleggen van de in artikel 10 van de onderhavige verordening bedoelde documenten dient de aanvrager een officieel document voor te leggen waaruit blijkt dat hij over een RIZIV-nummer beschikt.

Tarief :

De vrijstellingskaart kan verkregen worden tegen betaling van € 200/jaar.

Geldigheid :

De kaart laat zijn houder toe gratis te parkeren in alle gereguleerde sectoren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zo lang als nodig is voor de effectieve toediening van dringende medische zorgverlening, op voorwaarde dat de vermelding "interventie bezig" zichtbaar achter de voorruit is geplaatst, alsook de parkeerschijf zoals bedoeld in artikel 27.1.1 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 dat het aankomstuur van de zorgverlener aangeeft. Als de controleur vaststelt dat de door de parkeerschijf toegelaten duur van twee uur is verstreken, zijn de voorwaarden voor het "halvedagtarief" zoals bedoeld in artikel 8 van de onderhavige verordening van toepassing.

De bewonerskaart is 1 jaar of 2 jaar geldig, naar keuze van de aanvrager.

b) Medische kaart voor niet-dringende medische hulp

Begunstigden :

Deze vrijstellingskaart is specifiek bedoeld voor voertuigen van personen die aan huis niet-dringende hulp verstrekken voor zover de voertuigen waarvoor een kaart is aangevraagd verbonden zijn aan een organisatie die is erkend door de verschillende gemeenschapscommissies (VGC, Cocof, GGC). Deze verstrekkers van niet-dringende hulp omvatten ook dierenartsen.

Voorwaarden voor het verkrijgen van een kaart :

Onverminderd het voorleggen van de in artikel 10 van de onderhavige verordening bedoelde documenten dient de aanvrager een attest voor te leggen waaruit blijkt dat de organisatie erkend is door de gemeenschapscommissie waarvan zij afhangt.

Tarief :

De vrijstellingskaart kan verkregen worden tegen betaling van € 75/jaar.

Geldigheid :

De kaart laat zijn houder toe gratis te parkeren in alle gereguleerde sectoren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uitgezonderd de "rode zones" en de "oranje zones", zo lang als nodig is voor de effectieve toediening van niet-dringende medische zorgverlening, op voorwaarde dat de vermelding "interventie bezig" zichtbaar achter de voorruit is geplaatst, alsook de parkeerschijf zoals bedoeld in artikel 27.1.2 en 27.1.3 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 dat het aankomstuur van de zorgverlener aangeeft. Als de controleur vaststelt dat de door de parkeerschijf toegelaten duur van twee uur is verstreken, zijn de voorwaarden voor het "halvedagtarief" zoals bedoeld in artikel 8 van de onderhavige verordening van toepassing.

De bewonerskaart is 1 jaar of 2 jaar geldig, naar keuze van de aanvrager.

c) Kaart voor autodelen

Op alle voor autodelen voorbehouden parkeerplaatsen moet het inschrijvingsteken van het voertuig dat er geparkeerd is, opgenomen zijn in de voertuiggegevensbank van de gemeente of van het Agentschap. Deze inschrijving doet dienst als vrijstellingskaart "autodelen".

d) Kaart voor gehandicapte personen

De gehandicapte persoon die houder is van de Europese parkeerkaart voor gehandicapte personen – of zijn wettelijke vertegenwoordiger – afgeleverd door een officiële instantie, overeenkomstig het Ministerieel Besluit van 29 juli 1991, mag zijn voertuig gratis parkeren in Ukkel en zonder tijdsbeperking, in alle gereguleerde sectoren. Deze persoon dient echter de bovenvermelde officiële kaart achter de voorruit van het voertuig te plaatsen op zodanige wijze dat het pictogram en de vervaldatum duidelijk leesbaar zijn voor controledoeleinden. De kaart is strikt persoonlijk en kan alleen gebruikt worden als de houder in het geparkeerde voertuig wordt vervoerd of als de houder zelf het voertuig bestuurt.

TITEL VI : KAARTEN "OVERIGE GEBRUIKERS"

Artikel 19 : Ondernemingskaart

Er kan ook een vrijstellingskaart worden afgeleverd aan de hieronder omschreven categorieën van gebruikers, voor zover zij hun activiteit uitoefenen in een zone of op een weg waar de regelgeving van de blauwe zone van toepassing is, of in een zone met parkeerautomaten en als de houder niet in het bezit is van een door de gemeente uitgereikte bewonerskaart.

De aanvraag van de vrijstellingskaart(en) gebeurt door de dienst Parking aan te schrijven. Deze dienst meldt de aanvrager in het antwoord hoeveel kaarten aan hem kunnen worden afgeleverd. De kaart(en) worden opgesteld na nazicht van de vereiste documenten en na ontvangst van de betaling, uitgevoerd op de rekening van de dienst Parking met als mededeling de naam van de aanvrager en het aantal toegekende kaarten.

Begunstigden :

Onder "onderneming" wordt begrepen elke rechtspersoon, ongeacht zijn statuut (overheidsinstelling of privé, nv, (e)bvba) of natuurlijke persoon in de hoedanigheid van zelfstandige, die zijn activiteit uitoefent in een gecontroleerde zone.

Voorwaarden voor het verkrijgen van een kaart :

Onverminderd het voorleggen van de in artikel 10 van de onderhavige verordening bedoelde documenten dient de aanvrager de volgende documenten voor te leggen:

- het aanvraagformulier voor de vrijstellingskaart, ingevuld en ondertekend door de wettelijke vertegenwoordiger van de onderneming of zijn gemachtigde,
- een actuele lijst met werknemers, goedgekeurd door het sociaal bureau,
- een attest om de activiteit in de gecontroleerde zone(s) aan te tonen (statuten, handelshuurovereenkomst, enz.),
- een lijst met nummerplaten waarvoor een kaart wordt aangevraagd.

Voor ondernemingen met 1 tot 10 werknemers kan 1 vrijstellingskaart worden aangevraagd.

Bij meer dan 10 werknemers kan 1 vrijstellingskaart worden toegekend per schijf van 15 werknemers voltijdse equivalenten.

Voor ondernemingen met meer dan 100 werknemers kan de ondernemingskaart alleen worden aangevraagd per schijf van 20 werknemers en als een bedrijfsvervoerplan (BVP) of gelijkwaardig wordt voorgelegd. Als dit document niet kan worden voorgelegd, kan geen enkele vrijstellingskaart worden afgeleverd.

De onderneming organiseert volgens haar eigen interne regels de modaliteiten om deze abonnementen onder het personeel te verdelen. Zij duidt een enkele verantwoordelijke aan om de aanvraag van de kaart(en) in te dienen en om de kaart(en) op te halen.

Tarief :

€ 600/jaar per kaart.

Geldigheid :

De ondernemingskaart is 1 jaar geldig.

De ondernemingskaart is niet van toepassing op de zones voor laden en lossen.

TITEL VII : OVERGANGSBEPALINGEN

Artikel 20 :

Het afleveren van standaardkaarten voor dringende en niet-dringende medische zorgen en voor autodelen houdt verband met het ter beschikking stellen en het operationeel worden van het door het Agentschap voorgestelde geïnformatiseerde beheersysteem.

TITEL VIII : SLOTBEPALINGEN

Artikel 21 :

Elke inbreuk op de onderhavige verordening en elk frauduleuze gebruik van een vrijstellingskaart leidt tot een administratieve boete van € 250 en de onmiddellijke intrekking van de kaart.

Artikel 22 :

Alle klachten met betrekking tot het afleveren van een retributie, uitgezonderd het in artikel 3§5 voorziene geval, moeten per aangetekende brief ingediend worden bij het College van burgemeester en schepenen, binnen de 10 kalenderdagen na het afleveren van de retributie.

Het indienen van een klacht stelt niet vrij van de betaling van de opgestelde retributie.

Artikel 23 :

De onderhavige verordening heft het belastingreglement op het parkeren van voertuigen op de openbare weg op, goedgekeurd in de gemeenteraad van 24 november 2011. Deze verordening treedt in werking op 1 september 2014 voor een periode die afloopt op 31 december 2019.

Objet 7C – 1 : Avenant à la convention d'association de frais et d'adhésion à l'A.S.B.L. Iristeam.

Le Conseil,

Attendu que le 26 janvier 2012 l'Assemblée a signé une convention d'association de frais et d'adhésion avec l'A.S.B.L. Iristeam par laquelle l'Administration communale d'Uccle peut bénéficier de toute une série d'aides et d'assistance informatique;

Que le CIRB, via l'A.S.B.L. Iristeam, délivre un certain nombre de services qui évoluent dans le temps tels que Nova, Plonebru (site(s) Internet de la Commune, des bibliothèques et de l'AES), Irisbox, DNS (gestion des noms de domaine) ou via tout nouveau projet développé par Iristeam et auquel la commune peut adhérer;

Que la facturation intervient soit via une participation aux frais pour les projets communs à d'autres communes bruxelloises soit par Iristeam ou toute autre société tierce proposée par le CIRB et acceptée par l'ACU pour des projets spécifiques pour Uccle (exemple : remodelage de notre site Internet);

Qu'étant donné que nous avons adhéré au projet BO Secrétariat (Collège et Conseil sous format électronique) ainsi qu'au transfert du courrier électronique sur les serveurs du CIRB, il est nécessaire de signer l'avenant à cette convention;

Qu'au niveau budgétaire, les services prestés en 2014 pour la Commune d'Uccle par Iristeam représentent 40 heures d'un agent de niveau T1 (T1 = 532 €/jour) et 171 heures d'un de niveau T2 (T2 = 711 €/jour) sans application de T.V.A.,

Marque son accord sur l'approbation de l'avenant à la convention d'association de frais et d'adhésion à l'A.S.B.L. Iristeam.

Onderwerp 7C – 1 : **Bijvoegsel van de associatieovereenkomst van kosten en aansluiting bij de V.Z.W. Iristeam.**

De Raad,

Aangezien de Raad op 26 januari 2012 een associatieovereenkomst van kosten en aansluiting bij de V.Z.W. Iristeam heeft ondertekend waardoor het gemeentebestuur van Ukkel kan genieten van allerlei ondersteuning en assistentie op informaticagebied;

Aangezien de CIBG via de V.Z.W. Iristeam een aantal diensten aanbiedt die evolueren in de toekomst zoals Nova, Plonebru websites van de gemeente, de bibliotheken en de buitenschoolse activiteiten), Irisbox, DNS (domeinnaambeheer) en via elk nieuw project, ontwikkeld door Iristeam waaraan de gemeente zich kan aansluiten;

Aangezien de facturering gebeurt door een deelname in de kosten voor de gemeenschappelijke projecten van andere Brusselse gemeentes ofwel door Iristeam of elke andere derde partij, voorgesteld door de CIBG en aanvaard door het gemeentebestuur van Ukkel voor de specifieke Ukkelse projecten (voorbeeld : herwerking van onze website);

Aangezien we aangesloten zijn op het project BO Secretariaat (elektronische versie van het college en de raad) en op de overdracht van e-mail op de CIBG-servers, is het noodzakelijk het bijvoegsel van deze overeenkomst te ondertekenen;

Gelet, op budgettaire vlak, op de gepresteerde diensten in 2014 voor de gemeente Ukkel door Iristeam : 40 uren van een ambtenaar niveau T1 (T1 = € 532/dag) en 171 uren van een niveau T2 (T2 = € 711/dag) zonder toepassing van de B.T.W.,

Verleent zijn goedkeuring aan het bijvoegsel van de associatieovereenkomst van kosten en aansluiting bij de V.Z.W. Iristeam.

Objet 7C – 2 : **Convention centrale d'achats/centrale de marchés signée avec le GIAL le 22 juillet 2013.- Approbation de l'avenant et de la reconduction tacite.**

Le Conseil,

Attendu que l'administration communale a renouvelé en 2013 la convention susmentionnée par laquelle l'Administration communale d'Uccle peut commander les fournitures et services repris à l'annexe 1 en bénéficiant des conditions remises par les adjudicataires des marchés réalisés par le GIAL pour ses besoins propres ainsi que pour toutes les administrations et C.P.A.S. signant cette convention;

Que les marchés ont été réalisés soit en centrale d'achats soit en centrale de marchés et suppose le paiement d'une commission correspondant à 5 % du montant des achats, cette commission permettant de couvrir les frais de la procédure du marché public, la remise des prix, la gestion de la facturation et le support à la gestion de la convention;

Que la facturation émane du GIAL pour les marchés réalisés en centrale d'achats ou de l'adjudicataire pour les marchés réalisés en centrale de marchés;

Que le GIAL a envoyé un avenant à cette convention le 16 mai 2014 qui doit être signé pour pouvoir continuer à profiter des marchés conclus avec ses adjudicataires;

Que lors de la signature de la précédente convention du 22 juillet 2013, le type de reconduction de la convention n'avait pas été fixé;

Que le GIAL a été consulté et est d'accord de reconduire la convention par accord tacite,

Marque son accord sur :

- l'approbation de l'avenant de la convention de mandat avec le GIAL;
- l'approbation de la reconduction tacite de cette convention.

Onderwerp 7C – 2 : **Nieuwe technologieën.- Overeenkomst aankoopcentrale/opdrachtcentrale getekend met GIAL op 22 juli 2013.- Goedkeuring van het bijvoegsel en de stilzwijgende verlenging.**

De Raad,

Aangezien het gemeentebestuur in 2013 de voormelde overeenkomst met GIAL heeft vernieuwd waarmee het gemeentebestuur van Ukkel materiaal en diensten kan bestellen, opgenomen in bijlage 1, en kan genieten van kortingsvoorwaarden van de aannemers van de opdrachten, gerealiseerd door GIAL voor zijn noden en die van alle besturen en OCMW's die deze overeenkomst hebben ondertekend;

Aangezien de opdrachten werden gerealiseerd door de aankoopcentrale ofwel de opdrachtcentrale en er een commissie betaald moet worden van 5 % van het bedrag van de aankopen; deze commissie laat toe het volgende te dekken : de procedurekosten van de overheidsopdracht, de korting, het beheer van de facturering en de ondersteuning bij het beheer van de overeenkomst;

Aangezien de facturering wordt uitgevoerd door GIAL voor de opdrachten van de aankoopcentrale en door de aannemer voor de opdrachten van de opdrachtcentrale;

Aangezien GIAL op 16 mei 2014 een bijvoegsel van deze overeenkomst heeft opgestuurd die ondertekend moet worden om verder opdrachten te kunnen afsluiten met zijn aannemers;

Aangezien het type van de verlenging van de overeenkomst tijdens de vorige ondertekening van de overeenkomst op 22 juli 2013 niet werd vastgesteld;

Aangezien GIAL geraadpleegd werd en heeft ingestemd met een stilzwijgende verlenging van de overeenkomst,

Verleent zijn goedkeuring aan :

- het bijvoegsel van de mandaatovereenkomst met GIAL;
- de stilzwijgende verlenging van deze overeenkomst.

Objet 8A – 1 : **A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle.- Bilan et compte 2013.**

Le Conseil,

Vu que l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle a été constituée par le Conseil communal en date du 27 juin 1991;

Attendu que l'A.S.B.L. présente son compte 2013 approuvé par l'Assemblée Générale en séance du 22 mai 2014,

Prend acte du compte 2013 de l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle.

Onderwerp 8A – 1 : **V.Z.W. Animatie Socio-culturele Preventie.- Balans en rekening 2013.**

De Raad,

Gelet op de V.Z.W. Animatie Socio-culturele Preventie opgericht werd door een beslissing van de Gemeenteraad, genomen in zitting van 27 juni 1991;

Aangezien dat de V.Z.W. de rekening voor 2013, door de Algemene Vergadering goedgekeurd in zitting van 22 mei 2014, voorstelt,

Neem kennis van de rekening 2013 van de V.Z.W. Animatie Socio-culturele Preventie.

Objet 8C – 1 : **C.P.A.S.- Budget 2014.- Approbation des modifications budgétaires n° 1 (Service investissement).**

Le Conseil,

Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2014;

Vu les articles 26bis et 88, § 2 de la loi organique;

Attendu que par sa délibération du 30 avril 2014, parvenue à notre administration le 20 mai 2014, le Conseil de l'Action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n°1 du service investissement;

Attendu que ces décisions n'augmentent pas l'intervention communale,
Décide d'approuver ces modifications budgétaires.

Onderwerp 8C – 1 : O.C.M.W.- Begroting 2014.- Goedkeuring van de begrotingswijzigingen nr 1 (Investeringsdienst).

De Raad,

Gelet op de begroting voor het jaar 2014 van het Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel;

Gelet op artikels 26bis en 88, § 2 van de organieke wet;

Aangezien de Raad voor Maatschappelijk Welzijn bij beraadslaging van 30 april 2014, bij het Gemeentebestuur aangekomen op 20 mei 2014, besloten heeft de wijzigingen nr 1 van de investeringsdienst goed te keuren;

Aangezien dat deze beslissingen geen verhoging van de gemeentelijke tussenkomst meebrengen,

Beslist deze begrotingswijzigingen goed te keuren.

Objet inscrit à l'ordre du jour à la demande d'un Conseiller communal :

Onderwerp ingeschreven op de dagorde op aanvraag van een gemeenteraads-

lid :

1. M. Desmet : Fête de la Musique.

1. De h. Desmet : Feest van de Muziek.

M./de h. Desmet rappelle que la Belgique organisera cette année-ci la 30^{ème} édition de la Fête de la Musique. Le concept est né en France en 1982 à l'initiative de Jack Lang, qui était alors ministre de la Culture. Aujourd'hui, cette célébration musicale annuelle se déroule à travers le monde dans une centaine de pays. Ce projet était donc particulièrement intéressant. De plus, la Fête de la musique a parfois permis de créer des ponts entre des communautés antagonistes, comme par exemple en 2007 entre Israéliens et Palestiniens. Cette manifestation est donc loin d'être anodine.

Concrètement, cet événement annuel permet de rassembler une programmation éclectique devant un public curieux et de tous âges. En outre, ces concerts se veulent totalement gratuits. Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et des Jeunesses musicales, sa déclinaison ucquoise a vu le jour à la Ferme Rose à l'initiative de sa présidence Ecolo, sans qu'aucun subsidie communal n'ait jamais été sollicité et pour la plus grande satisfaction d'un public curieux de découvrir d'année en année une programmation variée, souvent ucquoise d'ailleurs, abordant avec qualité des styles musicaux très larges.

Depuis deux ans, les travaux de rénovation de la Ferme Rose ont entraîné le déplacement de cette fête au parc de Wolvendael. Cette année, le très récurrent concert de l'Orchestre philharmonique d'Uccle ainsi qu'un concert de musique traditionnelle japonaise à l'Institut Supérieur des Traducteurs-Interprètes (I.S.T.I.) sont les seuls événements musicaux mentionnés sur le site officiel.

M. Desmet souhaiterait donc savoir pour quelles raisons le pouvoir communal n'a pas souhaité en 2014 s'inscrire plus avant dans la programmation de la Fête de la Musique et peut-être aussi connaître d'ores et déjà les intentions du Collège pour les prochaines années.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot répond que les travaux à la Ferme Rose, qui ont entraîné le déplacement de la Fête de la Musique au parc de Wolvendael, avancent à présent à un rythme soutenu. Elle a en effet pu le constater au cours d'une visite effectuée sur le chantier la semaine dernière.

Les travaux à la Ferme Rose ont dû être prolongés plus longtemps que prévu parce qu'on a constaté que certains murs étaient sans fondation.

Le transfert de la Fête de la Musique au parc de Wolvendael n'ayant pas rencontré l'adhésion du public, quoique les groupes musicaux fussent bien présents, il a été jugé préférable de ne pas réitérer l'expérience cette année-ci. De plus, il faut savoir que l'organisation d'une telle manifestation au parc de Wolvendael posait divers problèmes, que l'on songe par exemple au coût requis pour l'installation de toilettes et autres impedimenta, alors que le montant du subside octroyé par la Fédération Wallonie-Bruxelles est bloqué depuis plusieurs années. Mais dès que la Ferme Rose sera réouverte, la Fête de la Musique pourra à nouveau y être organisée et, selon toute vraisemblance, c'est là que se dérouleront les prochaines éditions de cette manifestation. Cependant, Mme l'Echevin Gol-Lescot tient à mettre en exergue la qualité du concert proposé cette année-ci par l'Orchestre philharmonique d'Uccle avec la participation des enfants de l'académie, auquel M. l'Echevin Cools a également assisté.

M./de h. Desmet remercie Mme l'Echevin Gol-Lescot pour sa réponse et suggère qu'à l'avenir, les concerts de la Fête de la Musique soient organisés dans différents quartiers d'Uccle, de façon à amener la musique auprès des gens plutôt que de les inviter à se rendre dans un parc, qui est peut-être un lieu quelque peu décentré et n'a pas pour vocation première d'accueillir des concerts.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot réplique que les "concerts au parc" remportent tout de même un franc succès : il y a beaucoup plus de monde pour les "concerts au parc" que pour la Fête de la Musique. Si certains groupes souhaitent se produire dans d'autres lieux, la Commune est disposée à en assurer la publicité ou à apporter une petite aide en termes de programmation mais n'a reçu aucune demande en ce sens jusqu'à présent.

- Le huis clos est prononcé – De gesloten zitting is bevolen -

Objet 2E - 2 - Huis clos : a) **Personnel administratif.- Examen en vue du recrutement d'un receveur communal.- Présentation d'un lauréat.- Admission au stage.**

Le Président fait l'exposé suivant :

« En séance du 27 juin 2013, le Conseil communal a décidé de procéder à l'engagement d'un receveur communal par voie de recrutement en vue d'une nomination définitive après un stage de deux ans.

Un appel public en vue du recrutement à ce poste a été organisé et deux candidats ont obtenu les minima requis.

Il s'agit de M. Bernard De Vos et de M. Olivier Blanchart qui ont respectivement obtenus 78,5 et 60 points sur 100.

Après avoir examiné les titres et mérites des candidats ainsi que les résultats obtenus dans les différentes matières de l'examen le Collège propose au Conseil communal d'admettre au stage M. Bernard De Vos, classé 1^{er} ».

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu le règlement fixant les conditions de nomination aux grades de secrétaire communal, secrétaire communal adjoint et de receveur communal approuvé par le Conseil communal en séance du 28 novembre 2013 ;

Vu sa décision du 27 juin 2013 de procéder à l'engagement d'un receveur communal par voie de recrutement ;

Vu les tableaux des résultats du concours organisé en vue du recrutement d'un receveur communal arrêtés par le Collège en séance du 28 mai 2014;

Considérant que ce concours fut organisé à la suite d'une large publicité;

Qu'un avis fut notamment inséré dans plusieurs quotidiens et dans le Moniteur Belge;

Que l'appel a duré du 1^{er} février 2014 au 7 mars 2014;

Qu'aucun candidat n'est prioritaire;

Vu les articles 52 à 70 de la nouvelle loi communale,

Procède à un examen des titres et mérites des deux candidats ainsi qu'à la comparaison de leur dossier individuel;

M. De Vos est classé 1^{er} avec 24/30 en 1^{ère} langue, 14/15 en loi communale, 7/10 en marchés publics et 9,5/15 en finances locales, avec un total de 54,5/70.

A l'épreuve orale où il a obtenu 24/30, le jury a pu apprécier les qualités de l'intéressé. Il a ainsi obtenu 78,5/100 points sur 100 au total. L'épreuve d'assessment a également indiqué que ce candidat est apte pour la fonction.

M. Blanchart est classé 2^{ème}, avec 18/30 en 1^{ère} langue, 7/15 en loi communale, 7,5/10 en marchés publics et 9,5/15 en finances locales, avec un total de 42/70.

A l'épreuve orale où il a obtenu 18/30, il est apparu une certaine faiblesse par rapport à l'autre candidat. Il a ainsi obtenu 60/100 points sur 100 au total. L'épreuve d'assessment a également indiqué que ce candidat est apte pour la fonction.

Monsieur De Vos exerce la fonction de secrétaire de C.P.A.S. à Linkebeek depuis le 1 décembre 2002 et a certainement acquis ainsi une expérience plus que profitable à la fonction de receveur communal.

Procède ensuite à un scrutin secret auquel tous les membres présents de l'Assemblée prennent part.

Il résulte du dépouillement des bulletins de vote que M. De Vos obtient 31 voix pour et il y a 1 voix contre;

En conséquence M. Bernard De Vos, né à Hasselt le 3 avril 1970 et domicilié à 1700 Dilbeek, Stichelgatstraat 7, titulaire d'une licence en sciences économiques appliquées ainsi que des attestations de connaissance approfondie de niveau 1 – informatisé – référence FN03316A et orale – référence SN FN02B12G, est admis au stage dans la fonction de receveur communal ;

Monsieur De Vos a prêté serment devant le Conseil en date du 26 juin 2014 et peut être admis au stage avec effet au 1^{er} août 2014.

Monsieur De Vos, devra conformément à l'arrêté royal du 23 décembre 1976 constituer un cautionnement, fixé à un montant de 24.789,35 €, et ceci dans un délai de 3 mois à partir du 1^{er} août 2014.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour notification.

Onderwerp : 2E - 2 - Besloten zitting : a) **Administratief personeel.- Examen houdende de aanwerving van een gemeenteontvanger.- Voorstelling van een laureaat.- Toelating tot de stage**

De Voorzitter doet de volgende toelichting :

« In zitting van 27 juni 2013 heeft de Gemeenteraad beslist om over te gaan tot de aanwerving van een gemeenteontvanger met het oog op een vaste benoeming na een proeftijd van 2 jaar.

Een openbare oproep in het kader van de aanwerving in deze functie werd georganiseerd en twee kandidaten behaalden de vereiste minima der punten.

Het betreft de heren Bernard De Vos en Olivier Blanchart, die respectievelijk 78,5 en 60 punten op 100 behaalden.

Na onderzoek der titels en verdiensten van de kandidaten, alsmede de behaalde punten in de verschillende materies van het examen stelt het College aan de Gemeenteraad voor om mijnheer Bernard De Vos, als 1ste geklasseerd, toe te laten tot de proeftijd».

De Raad,

Gehoord de volgende toelichting;

Gelet op het reglement inzake de vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de graden van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris en gemeenteontvanger goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 28 november 2013;

Gelet op de beslissing van 27 juni 2013 houdende de aanwerving van een gemeenteontvanger ;

Gelet op de tabel van de resultaten van het examen georganiseerd in het kader van de aanwerving van, een gemeenteontvanger vastgelegd door het College in zitting van 28 mei 2014 ;

Gelet op het gegeven dat het examen werd georganiseerd na een ruime publiciteit;

Gelet op de berichten geplaatst in verschillende media en in het Belgisch staatsblad;

Gelet op de oproep tussen 1 februari 2014 en 7 maart 2014;

Geen kandidaat is prioritair;

Gelet op de artikels 52 tot 70 van de nieuwe gemeentewet,

Verricht een onderzoek van de titels en verdiensten van de twee kandidaten alsmede een vergelijking van hun individueel dossier;

Mijnheer De Vos is eerste geklasseerd met 24/30 in eerste taal, 14/15 in gemeentewet, 7/10 in overheidsopdrachten en 9,5/15 in lokale financiën, met een totaal van 54,5/70.

Op de mondelinge proef waar hij 24/30 behaalde, heeft de jury de kwaliteiten van de betrokkene kunnen inschatten. Hij heeft aldus een totaal behaald van 78,5/100. De assessment-proef heeft aangegeven dat de kandidaat geschikt is voor de functie.

Mijnheer Blanchart is tweede geklasseerd , met 18/30 in 1ste taal, 7/15 in gemeentewet, 7,5/10 in overheidsopdrachten en 9,5/15 in lokale financiën, met een totaal van 42/70.

Op de mondelinge proef waar hij 18/30 behaalde, bleek een zeker kwaliteitsverschil met de andere kandidaat . Hij behaalde aldus in totaal 60/100 der punten. De assessment-proef heeft eveneens aangegeven dat deze kandidaat geschikt is voor de functie.

Mijnheer De Vos oefent sinds 1 december 2002 de functie uit van O.C.M.W.-secretaris in Linkebeek en heeft aldus een batige ervaring opgedaan voor een functie als gemeenteontvanger .

Gaat over tot een geheime stemming aan dewelke al de aanwezige leden van de Vergadering deelnemen.

Uit de telling der stembrieven resulteert dat mijnheer Bernard De Vos 31 stemmen voor bekomt en 1 stem tegen;

Derwijze wordt mijnheer Bernard De Vos, geboren te Hasselt op 3 april 1970 en woonachtig te 1700 Dilbeek, Stichelgatstraat 7, houder van een diploma van licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen, alsmede de voldoende kennis niveau 1 – computergestuurd – referentie FN03316A en mondeling – referentie SN FN02B12G, toegelaten tot de proeftijd voor de functie van gemeenteontvanger;

Mijnheer De Vos heeft de eed afgelegd voor de Gemeenteraad in zitting van 26 juni 2014 en kan derhalve tot de proeftijd toegelaten worden met uitwerking op 1 augustus 2014.

Mijnheer De Vos, zal conform het koninklijk besluit van 23 december 1976 een zekerheid moeten stellen, voor een bedrag van 24.789,35 €, en dit binnen een termijn van 3 maanden vanaf 1 augustus 2014.

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter kennisgeving naar de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 2E - 2 - Huis clos : b) **Personnel administratif.- Examen en vue du recrutement d'un receveur communal.- Réserve de recrutement.**

Le Président fait l'exposé suivant :

« En séance du 27 juin 2013, le Conseil communal a décidé de procéder à l'engagement d'un receveur communal par voie de recrutement en vue d'une nomination définitive après un stage de deux ans.

Un appel public en vue du recrutement à ce poste a été organisé et deux candidats ont obtenu les minima requis.

Il s'agit de M. Bernard De Vos et de M. Olivier Blanchart qui ont respectivement obtenus 78,5 et 60 points sur 100.

Après avoir examiné les titres et mérites des candidats ainsi que les résultats obtenus dans les différentes matières de l'examen le Collège propose au Conseil communal de verser dans la réserve de recrutement M. Olivier Blanchart, classé 2^{ème} ».

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu le règlement fixant les conditions de nomination aux grades de secrétaire communal, secrétaire communal adjoint et de receveur communal approuvé en séance du 28 novembre 2013 ;

Vu sa décision du 27 juin 2013 de procéder à l'engagement d'un receveur communal par voie de recrutement ;

Vu les tableaux des résultats du concours organisé en vue du recrutement d'un receveur communal arrêtés par le Collège en séance du 28 mai 2014;

M. Blanchart a démontré des capacités à exercer la fonction de receveur communal en étant classé 2^{ème} des épreuves, avec 18/30 en 1^{ère} langue, 7/15 en loi communale, 7,5/10 en marchés publics et 9,5/15 en finances locales, avec un total de 42/70.

A l'épreuve orale où il a obtenu 18/30, il est apparu une certaine faiblesse par rapport à l'autre candidat. Il a ainsi obtenu 60/100 points sur 100 au total. L'épreuve d'assessment a également indiqué que ce candidat est apte pour la fonction.

Ces résultats obtenus aux différentes épreuves motivent le fait de verser ce candidat dans une réserve de recrutement pour 2 ans, avec prise d'effet au 1^{er} août 2014.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour notification.

Objet 2E - 2 - Besloten zitting : b) Administratief personeel.- Examen houdende de aanwerving van een gemeenteontvanger.- Wervingsreserve

De Voorzitter doet de volgende toelichting :

« In zitting van 27 juni 2013 heeft de Gemeenteraad beslist om over te gaan tot de aanwerving van een gemeenteontvanger met het oog op een vaste benoeming na een proeftijd van 2 jaar.en openbare oproep in het kader van de aanwerving in deze functie werd georganiseerd en twee kandidaten behaalden de vereiste minima der punten.

Het betreft de heren Bernard De Vos en Olivier Blanchart die respectievelijk 78,5 en 60 punten op 100 behaalden.

Na onderzoek der titels en verdiensten van de kandidaten, alsmede de behaalde punten in de verschillende materies van het examen stelt het College aan de Gemeenteraad voor om mijnheer Olivier Blanchart, als 2de geklasseerd, te plaatsen in de wervingsreserve ».

De Raad,

Gehoord de volgende toelichting;

Gelet op het reglement inzake de vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de graden van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris en gemeenteontvanger goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 28 november 2013 ;

Gelet op de beslissing van 27 juni 2013 houdende de aanwerving van een gemeenteontvanger ;

Gelet op de tabel van de resultaten van het examen georganiseerd in het kader van de aanwerving van, een gemeenteontvanger vastgelegd door het College in zitting van 28 mei 2014 ;

Mijnheer Blanchart, als tweede geklasserd, heeft bewezen te beschikken over de capaciteiten om de functie van gemeenteontvanger uit te oefenen door als tweede geklasseerd te worden, met 18/30 in 1ste taal, 7/15 in gemeentewet, 7,5/10 in overheidsopdrachten en 9,5/15 in lokale financiën, met een totaal van 42/70.

Op de mondelinge proef waar hij 18/30 behaalde, bleek een zeker kwaliteitsverschil met de andere kandidaat . Hij behaalde aldus in totaal 60/100 der punten. De assessment-proef heeft eveneens aangegeven dat deze kandidaat geschikt is voor de functie.

Bewuste resultaten behaald op de verschillende onderdelen van het examen motiveren het gegeven om deze kandidaat in de wervingsreserve te plaatsen, voor een duur van 2 jaar, met ingangsdatum op 1 augustus 2014.

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter kennisgeving naar de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 2E - 3 - Huis clos : **Personnel administratif.- Prise d'acte de l'arrêté d'annulation.**

Le Conseil,

Vu que Mme Françoise Aubert a été promue au grade de chef de division, par décision du Conseil communal du 12 décembre 2013;

Qu'en date du 25 février 2014, le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale nous a fait savoir que cette décision ne soulevait pas d'objection de leur part;

Que, suite à l'arrêté de suspension de M. le Vice-Gouverneur du 24 janvier 2014, la confirmation de cette décision a été prise par le Conseil communal en date du 27 février 2014;

Prend acte de l'arrêté d'annulation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 avril 2014 relatif à la promotion au grade de chef de division, de Mme Françoise Aubert, avec effet au 1^{er} décembre 2013.

Un recours en annulation contre cette décision est possible, dans un délai de soixante jours prenant cours le jour de la notification de la décision, éventuellement précédé ou accompagné d'un recours en suspension, auprès du Conseil d'Etat (section du contentieux administratif).

Ce recours doit être fait :

- Soit par lettre recommandée qui doit être envoyée au 33 rue de la Science à 1040 Bruxelles;

- Soit par e-procédure électronique prévue sur le site du Conseil d'Etat (<http://www.conseil-etat.be>).

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour notification.

Objet 2E - 4 - Huis clos : **Personnel administratif.- a) Promotion au grade de conseiller-adjoint.- Prolongation de la période d'essai.**

Le Président fait l'exposé suivant :

"Mme Nathalie Forton a été promue au grade de conseiller-adjoint par délibération du Conseil communal du 25 octobre 2012, avec effet au 1^{er} juillet 2012.

La Charte Sociale prévoit que les promotions sont soumises à un stage d'un an.

Toutefois, la décision de promouvoir l'intéressée a été prise sous réserve qu'elle s'engage à suivre une formation linguistique et à réussir l'examen sur la connaissance suffisante orale de la seconde langue endéans l'année, c'est-à-dire avant le 1^{er} juillet 2013.

Par lettre du 3 janvier 2013, le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale nous informe que cette décision ne soulève pas d'objection.

Le stage a été prolongé jusqu'au 30 juin 2014 par décision du Conseil communal du 27 juin 2013;

Mme Forton n'a pas encore réussi ce test. Elle continue cependant à suivre des formations.

De plus, vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 24 janvier 2012 annulant l'article 6 de l'arrêté royal du 12 juillet 2009 concernant l'article 9 § 1 (examen oral), il est actuellement impossible de présenter cet examen.

Le Collège propose au Conseil communal de prolonger la période d'essai d'un an, soit jusqu'au 30 juin 2015".

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Décide, au scrutin secret et à l'unanimité, de prolonger la période d'essai de la promotion au grade de conseiller-adjoint de Mme Nathalie Forton, née le 26 juin 1966 et domiciliée à 5310 – Bolinne, route de Ramillies 112, pour une période d'un an à partir du 1^{er} juillet 2014.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour notification.

Objet 2E - 4 - Huis clos : **Personnel administratif.- b) Promotion au grade de conseiller-adjoint.- Prolongation de la période d'essai.**

Le Président fait l'exposé suivant :

"M. Olivier Deltour a été promu au grade de conseiller-adjoint par délibération du Conseil communal du 25 octobre 2012, avec effet au 1^{er} juillet 2012.

La Charte Sociale prévoit que les promotions sont soumises à un stage d'un an.

Toutefois, la décision de promouvoir l'intéressé a été prise sous réserve qu'il s'engage à suivre une formation linguistique et à réussir l'examen sur la connaissance suffisante orale de la seconde langue endéans l'année, c'est-à-dire avant le 1^{er} juillet 2013.

Par lettre du 3 janvier 2013, le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale nous informe que cette décision ne soulève pas d'objection.

Le stage a été prolongé jusqu'au 30 juin 2014 par décision du Conseil communal du 27 juin 2013;

M. Deltour n'a pas encore réussi ce test. Il continue cependant à suivre des formations.

De plus, vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 24 janvier 2012 annulant l'article 6 de l'arrêté royal du 12 juillet 2009 concernant l'article 9 § 1 (examen oral), il est actuellement impossible de présenter cet examen.

Le Collège propose au Conseil communal de prolonger la période d'essai d'un an, soit jusqu'au 30 juin 2015".

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Décide, au scrutin secret et à l'unanimité, de prolonger la période d'essai de la promotion au grade de conseiller-adjoint de M. Olivier Deltour, né le 27 juin 1963 et domicilié à 1180 - Bruxelles, rue Joseph Bens 57, pour une période d'un an à partir du 1^{er} juillet 2014.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour notification.

Objet 2E - 5 - Huis clos : **Personnel administratif.- Admission à la pension.- Modification.**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 30 janvier 2014 prenant acte de l'admission à la pension de Mme Myriam Maes, Receveur communal, avec effet au 1^{er} juillet 2014;

Attendu que le nouveau Receveur communal ne pourra pas entrer en service avant le 1^{er} août 2014;

Que par lettre du 5 juin 2014, Mme Maes a écrit au Service des Pensions du Secteur Public pour reporter la date de prise de cours de sa pension au 1^{er} août 2014;

Décide d'admettre à la retraite avec effet au 1^{er} août 2014, Mme Myriam Maes, Receveur communal, domiciliée à 1180 – Bruxelles, rue de Calevoet 99.

Objet 2E - 6 - Huis clos : **Personnel des services de soins et d'assistance.- Mise en disponibilité pour raisons médicales d'une puéricultrice.**

Le Président fait l'exposé suivant :

Mme Maria Arevalo Cobos est entrée en service le 1^{er} mars 2008 en qualité de puéricultrice contractuelle subventionnée, elle a été admise au stage avec effet au 1^{er} mai 2013 et a été nommée définitivement par délibération du Collège du 16 avril 2014 avec effet au 1^{er} mai 2014.

En application de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, l'agent se trouve de plein droit en disponibilité lorsqu'il est absent pour cause de maladie ou d'infirmité, après avoir atteint la durée maximale des congés qui peuvent lui être accordés pour ce motif (21 jours par 12 mois d'ancienneté avec un minimum de 63 jours au prorata des interruptions de carrière).

Cet agent, qui totalise 5 ans d'ancienneté, peut prétendre à 105 jours d'absence pour raisons de santé. Mme Arevalo Cobos en totalise 641 au 12 mai 2014.

L'intéressée ayant dépassé le nombre de jours auquel elle a droit, le Collège propose au Conseil communal de placer Mme Arevalo Cobos en disponibilité à chaque nouvelle absence, avec traitement d'attente, en application de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, avec effet au 12 mai 2014."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide de placer Mme Maria Arevalo Cobos, puéricultrice, domiciliée à 7060 - Soignies, rue des Jardins 52, en disponibilité à chaque absence pour raisons de santé, en application de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, avec effet au 12 mai 2014.

Un recours écrit est possible auprès du Service Tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale dans un délai de 20 jours.

Objet 2E - 7 - Huis clos : **Personnel technique.- Prise d'acte de l'arrêté d'annulation.**

Le Conseil,

Vu que Mme Karine Vandenberghe a été promue au grade de chef de division technique, par décision du Conseil communal du 12 septembre 2013;

Que, le Conseil communal, en date du 28 novembre 2013, a confirmé cette décision suite à l'arrêté de suspension de M. le Vice-Gouverneur du 4 octobre 2013, justifié par le fait que

Mme Vandenberghe n'avait pas satisfait à l'épreuve orale de la seconde langue sur la connaissance appropriée à la nature de sa fonction;

Vu que, par lettre datée du 24 février 2014, M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale nous informe de sa décision d'annuler la promotion de Mme Vandenberghe du fait du non-respect de la parité linguistique pour les emplois égaux ou supérieur à celui de chef de division;

Prend acte de l'arrêté d'annulation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 février 2014 relatif à la promotion au grade de chef de division technique, de Mme Karine Vandenberghe, avec effet au 1^{er} octobre 2013.

Un recours en annulation contre cette décision est possible, dans un délai de soixante jours prenant cours le jour de la notification de la décision, éventuellement précédé ou accompagné d'un recours en suspension, auprès du Conseil d'Etat (section du contentieux administratif).

Ce recours doit être fait :

- Soit par lettre recommandée qui doit être envoyée au 33 rue de la Science à 1040 Bruxelles;

- Soit par e-procédure électronique prévue sur le site du Conseil d'Etat (<http://www.conseil-etat.be>).

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour notification.

Objet 2E - 8 - Huis clos : **Personnel technique.- Désignation à des fonctions supérieures.**

Le Président fait l'exposé suivant :

"Mme Karine Vandenberg, conseiller-adjoint technique au Service des Travaux, remplace

M. Kris Theys à la direction du Service des Transports depuis le 1^{er} décembre 2013, date de début de son admission à la pension". Mme Vandenberg, qui dirige déjà, avec satisfaction, le Service technique de la Voirie s'acquitte avec conscience et compétence de sa nouvelle fonction.

Le travail qu'effectue Mme Karine Vandenberg correspond au profil de la fonction de chef de division technique (A5);

Le Collège invite dès lors le Conseil communal à désigner Mme Karine Vandenberg à l'exercice de fonctions supérieures à partir du 1^{er} décembre 2013".

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 septembre 2006, fixant le règlement relatif à l'octroi d'une allocation pour exercice de fonctions supérieures, approuvé par le Ministre de la Région de Bruxelles-capitale en date du 21 novembre 2006 (réf. : 016 - 2006/9274 - av);

Vu les articles 92, 100 et 101 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, au scrutin secret et à l'unanimité, de désigner Mme Karine Vandenberg, conseiller-adjoint technique, domicilié à 1180 - Bruxelles, rue Zandbeek 65, aux fonctions supérieures de chef de division technique, du 1^{er} décembre 2013 au 31 mai 2014 inclus.

Objet 2E - 9 - Huis clos : **Personnel ouvrier.- Mise en disponibilité pour raisons médicales d'un ouvrier auxiliaire stagiaire.**

Le Président fait l'exposé suivant :

M. Nicolas George est entré en service le 07 mai 2001 en qualité d'ouvrier auxiliaire contractuel et a été admis au stage en tant qu'ouvrier auxiliaire avec effet au 1^{er} février 2014.

En application de l'arrêté royal du 13 janvier 2014 modifiant l'article 10§1^{er} de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les stagiaires des communes sont soumis aux mêmes dispositions que les personnes pourvues d'une nomination à titre définitive. Cette disposition entre en vigueur à partir du 1^{er} avril 2014.

En application de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, l'agent se trouve de plein droit en disponibilité lorsqu'il est absent pour cause de maladie ou d'infirmité, après avoir atteint la durée maximale des congés qui peuvent lui être accordés pour ce motif (21 jours par 12 mois d'ancienneté avec un minimum de 63 jours au prorata des prestations).

Cet agent, qui totalise 13 ans d'ancienneté, peut prétendre à 273 jours d'absence pour raisons de santé. M. Nicolas George en totalise 429,5 au 12 mai 2014.

L'intéressé ayant dépassé le nombre de jours auquel il a droit, le Collège propose au Conseil communal de placer M. Nicolas George en disponibilité à chaque nouvelle absence, avec traitement d'attente, en application de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, avec effet au 12 mai 2014."

Le Conseil,
Entendu l'exposé ci-dessus;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,
Décide de placer M. Nicolas George, ouvrier auxiliaire, domiciliée à 1630 – Linkebeek, Chaussée d'Alseberg 93 bte 18, en disponibilité à chaque absence pour raisons de santé, en application de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, avec effet au 12 mai 2014.

Un recours écrit est possible auprès du Service Tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale dans un délai de 20 jours.

Objet 2E - 10 - Huis clos : **Personnel ouvrier.- Mise en disponibilité pour raisons médicales d'un ouvrier auxiliaire stagiaire.**

Le Président fait l'exposé suivant :

M. John Slowack est entré en service le 14 octobre 2009 en qualité d'ouvrier auxiliaire contractuel subventionné et a été admis au stage en tant qu'ouvrier auxiliaire avec effet au 1^{er} février 2014.

En application de l'arrêté royal du 13 janvier 2014 modifiant l'article 10§1^{er} de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les stagiaires des communes sont soumis aux mêmes dispositions que les personnes pourvues d'une nomination à titre définitive. Cette disposition entre en vigueur à partir du 1^{er} avril 2014.

En application de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, l'agent se trouve de plein droit en disponibilité lorsqu'il est absent pour cause de maladie ou d'infirmité, après avoir atteint la durée maximale des congés qui peuvent lui être accordés pour ce motif (21 jours par 12 mois d'ancienneté avec un minimum de 63 jours au prorata des prestations).

Cet agent, qui totalise 4 ans d'ancienneté, peut prétendre à 84 jours d'absence pour raisons de santé. M. John Slowack en totalise 123 au 10 juin 2014.

L'intéressé ayant dépassé le nombre de jours auquel il a droit, le Collège propose au Conseil communal de placer M. John Slowack en disponibilité à chaque nouvelle absence, avec traitement d'attente, en application de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, avec effet au 10 juin 2014."

Le Conseil,
Entendu l'exposé ci-dessus;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,
Décide de placer M. John Slowack, ouvrier auxiliaire, domiciliée à 1600 – Sint-Pieters-Leeuw, Eiklaan 35, en disponibilité à chaque absence pour raisons de santé, en application de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, avec effet au 10 juin 2014.

Un recours écrit est possible auprès du Service Tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale dans un délai de 20 jours.

Objet 2E - 11 - Huis clos : **Personnel administratif.- a) Confirmation de la promotion au grade de chef de division.- Arrêté de suspension.- Prise d'acte et maintien de la décision.**

Le Collège,
Vu que Mme Michèle Hizette a été promue par décision du Conseil communal du 25 octobre 2012;
Que, suite à l'arrêté de suspension de M. le Vice-Gouverneur du 29 novembre 2012, le maintien de cette décision a été décidé par le Conseil communal en date du 20 décembre 2012;
Qu'en date du 25 février 2013, le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale nous a fait savoir que cette décision est devenue exécutoire par expiration du délai;
Que la confirmation de cette promotion a été prise par décision du Conseil communal du 24 avril 2014, étant donné que l'intéressée a fait l'objet d'une évaluation favorable;

Prend acte de l'arrêté de M. le Vice-Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2014, suspendant l'exécution de la délibération du Conseil communal du 24 avril 2014, relative à la confirmation de promotion de Mme Michèle Hizette au grade de chef de division, avec effet au 1^{er} juillet 2012;

Attendu que M. le Vice-Gouverneur se base sur le fait qu'à la date du 1^{er} juillet 2012 les emplois égaux ou supérieurs à celui de chef de division étaient occupés par 9 néerlandophones et 12 francophones;

Que le Conseil communal se devait donc de procéder à la nomination d'un agent néerlandophone afin de rétablir l'équilibre et que la nomination de Mme Michèle Hizette a pour effet d'aggraver le déséquilibre;

Attendu qu'aucun agent néerlandophone ne réunit actuellement, ni à court ni à moyen terme, les conditions requises pour être promu;

Attendu que la décision de promouvoir était devenue exécutoire;

Que la seule condition pour confirmer une promotion est une évaluation favorable en fin de stage;

Que la période d'essai de Mme Hizette a été concluante et qu'elle a donné entière satisfaction;

Qu'il paraît incohérent de revenir sur une situation qui a obtenu l'aval de la Tutelle;

Que dès que les conditions seront réunies, la commune d'Uccle tendra à rétablir l'équilibre;

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative,

Après en avoir délibéré, décide, au scrutin secret et à l'unanimité, de maintenir sa décision du 24 avril 2014, relative à la confirmation de promotion au grade de chef de division de

Mme Michèle Hizette, domiciliée à 4280 - Hannut, rue de Cras-Avernas 5.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour notification.

Objet 2E - 11 - Huis clos : **Personnel administratif.- b) Confirmation de la promotion au grade de chef de division.- Arrêté de suspension.- Prise d'acte et maintien de la décision.**

Le Collège,

Vu que Mme Chantal Knockaert a été promue par décision du Conseil communal du 25 octobre 2012;

Que, suite à l'arrêté de suspension de M. le Vice-Gouverneur du 29 novembre 2012, le maintien de cette décision a été décidé par le Conseil communal en date du 20 décembre 2012;

Qu'en date du 25 février 2013, le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale nous a fait savoir que cette décision est devenue exécutoire par expiration du délai;

Que la confirmation de cette promotion a été prise par décision du Conseil communal du

24 avril 2014, étant donné que l'intéressée a fait l'objet d'une évaluation favorable;

Prend acte de l'arrêté de M. le Vice-Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2014, suspendant l'exécution de la délibération du Conseil communal du 24 avril 2014, relative à la confirmation de promotion de Mme Chantal Knockaert au grade de chef de division, avec effet au 1^{er} juillet 2012;

Attendu que M. le Vice-Gouverneur se base sur le fait qu'à la date du 1^{er} juillet 2012 les emplois égaux ou supérieurs à celui de chef de division étaient occupés par 9 néerlandophones et 12 francophones;

Que le Conseil communal se devait donc de procéder à la nomination d'un agent néerlandophone afin de rétablir l'équilibre et que la nomination de Mme Chantal Knockaert a pour effet d'aggraver le déséquilibre;

Attendu qu'aucun agent néerlandophone ne réunit actuellement, ni à court ni à moyen terme, les conditions requises pour être promu;

Attendu que la décision de promouvoir était devenue exécutoire;

Que la seule condition pour confirmer une promotion est une évaluation favorable en fin de stage;

Que la période d'essai de Mme Knockaert a été concluante et qu'elle a donné entière satisfaction;

Qu'il paraît incohérent de revenir sur une situation qui a obtenu l'aval de la Tutelle;

Que dès que les conditions seront réunies, la commune d'Uccle tendra à rétablir l'équilibre;

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative,

Après en avoir délibéré, décide, au scrutin secret et à l'unanimité, de maintenir sa décision du 24 avril 2014, relative à la confirmation de promotion au grade de chef de division de

Mme Chantal Knockaert, domiciliée à 5080 - Villers-lez-Heest, rue Namur-Perwez 86.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour notification.

Objet 5A – 2 - Huis clos : **Enseignement communal.- Personnel.- Nomination à titre définitif (1).**

Le Conseil,

Attendu que le Décret du 6 juin 1994 de la Communauté française règle la procédure à suivre pour les nominations à titre définitif dans l'enseignement officiel subventionné;

Que Mme Maral SAMANYAN, institutrice maternelle, réunit les conditions requises;

Que son traitement est à charge du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles,

Procède à un scrutin secret. 32 membres prennent part au vote. Le nombre de bulletins retirés de l'urne est égal à celui des votants. Il résulte du dépouillement que l'intéressée obtient l'unanimité des suffrages,

En conséquence, est nommée en qualité d'institutrice maternelle aux écoles communales, pour un horaire complet (26/26^e), avec effet au 1^{er} avril 2014, Mme Maral SAMANYAN, née le 11 mai 1984.

L'intéressée devra se conformer aux règlements et horaires en vigueur et à toutes les dispositions réglementaires qui seraient prises ultérieurement.

Elle devra prendre sa retraite au plus tard à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle elle atteindra 65 ans.

La présente délibération sera transmise en simple exemplaire à la Fédération Wallonie-Bruxelles et en double exemplaire à l'intéressée, pour information.

Objet 5A – 3 - Huis clos : **Enseignement communal.- Personnel.- Demande de prolongation d'un congé pour prestations réduites justifié par des raisons de convenances personnelles et d'une mise en disponibilité d'une institutrice primaire.**

Le Conseil,

Attendu que Mme Flagothier Marianne, institutrice primaire, sollicite une prolongation de son congé pour prestations réduites justifié par des raisons de convenance personnelle du 1er septembre 2014 au 31 août 2015 inclus;

Qu'il s'agit d'une réduction de charge de 12 périodes;

Que par ailleurs, Mme Flagothier sollicite également une mise en disponibilité pour convenance personnelle les 4, 11, 18, 19, 23 et 26 juin 2014 et du 1er juillet au 31 août 2014;

Qu'en vertu de la réglementation en vigueur, elle peut bénéficier de cette mise en disponibilité aux conditions ci-après :

- elle ne percevra aucun traitement d'attente;

- elle ne pourra se prévaloir de maladie ou d'infirmité contractées pendant son absence;

- elle perd son titre à l'avancement et le temps de disponibilité n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de son ancienneté,

Décide, à l'unanimité, d'accorder à Mme Flagothier Marianne la prolongation du congé pour prestations réduites justifié par des raisons de convenance personnelle ainsi que la mise en disponibilité qu'elle sollicite et ce, selon les dispositions légales en vigueur.

Elle devra faire savoir pour le 15 avril 2015 au plus tard si elle désire reprendre ses fonctions à temps plein au 1er septembre 2015, faute de quoi elle sera réputée démissionnaire à cette date, pour la charge horaire réduite.

La présente délibération sera transmise en simple exemplaire à la Communauté française et en double exemplaire à l'intéressée, pour information.

Objet 5A – 4 - Huis clos : **Ecoles communales.- Personnel.- Démission d'une institutrice maternelle.**

Le Conseil,

Attendu que par lettre du 28 mai 2014, Mme Véronique LEBLANC, née le 08/10/1972, institutrice maternelle aux écoles communales, présente la démission de ses fonctions au 31 août 2013,

Accepte, à l'unanimité, au 31 août 2013, la démission présentée par Mme Véronique LEBLANC pour ses fonctions d'institutrice maternelle aux écoles communales.

La présente délibération sera transmise en simple exemplaire à la Fédération Wallonie-Bruxelles et en double exemplaire à l'intéressée, pour information.

Objet 5A – 5 - Huis clos : **Ecoles communales.- Personnel.- Demandes d'interruption de carrière d'institutrices.**

Le Conseil,

Attendu que trois institutrices ont sollicité une interruption de carrière;

Qu'il s'agit de :

- Mme Laurence JOSSA – interruption de carrière mi-temps du 1er septembre 2014 au 31 août 2015;

- Mme Nathalie FARRAPA PINGUINHAS - interruption de carrière à 1/5 temps dans le cadre du congé parental du 1er septembre 2014 au 30 novembre 2015 (Nathan né le 8 mars 2008);

- Mme Eve DENISTY – interruption totale de la carrière professionnelle du 1er septembre 2014 au 31 août 2015;

Qu'en vertu de la réglementation en vigueur, elles peuvent bénéficier de ces congés,

Décide, à l'unanimité, d'accorder au personnel repris ci-dessus les congés sollicités et ce conformément à la réglementation en vigueur.

Mmes Jossa et Denisty devront faire savoir pour le 15 avril 2015 au plus tard si elles désirent reprendre leurs fonctions au 1er septembre 2015 ou si elles y renoncent.

Mme Farrapa devra faire savoir pour le 15 juin 2015 au plus tard si elle désire reprendre ses fonctions au 1er décembre 2015 ou si elle y renonce.

La présente délibération sera transmise en simple exemplaire à la Communauté française et en double exemplaire aux intéressées, pour information.

Objet 5A – 6 - Huis clos : Institut communal professionnel des Polders.- Personnel.- Agréation d'un maître spécial de religion catholique.

Le Conseil,

Attendu que Monsieur François SPLINGARD, professeur de religion catholique bénéficie d'une interruption complète de la carrière professionnelle dans le cadre du congé parental;

Qu'il y avait lieu de le remplacer;

Que suite à la demande auprès de l'autorité ecclésiastique catholique de le remplacer, cette dernière nous a communiqué le nom de la personne à désigner en qualité d'intérimaire remplaçant,

Agrée, à l'unanimité, la désignation de M. Guillaume FOKAM, né le 2 avril 1976, titulaire d'un Master en philosophie, d'AESS en Philosophie et d'un certificat d'enseignement religieux (Lumen Vitae), en qualité de professeur de religion catholique chargé d'un horaire de 22/22e à partir du 8 mai 2014.

Le traitement de l'intéressé sera liquidé directement par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La présente délibération sera transmise en simple exemplaire à la Fédération Wallonie-Bruxelles, pour information.

Objet 5A – 7 - Huis clos : Institut communal professionnel des Polders.- Personnel.- Interruption partielle de la carrière professionnelle dans le cadre du congé parental d'un professeur.

Le Conseil,

Attendu que Madame Ciettina LOMBARDO, professeur à l'Institut communal professionnel des Polders, sollicite par lettre du 9 mai 2014 le bénéfice d'une interruption partielle d'un cinquième de la carrière professionnelle dans le cadre du congé parental, et ce, du 1er septembre 2014 au 30 novembre 2015 inclus;

Qu'en vertu de la réglementation en vigueur, elle peut bénéficier de ce congé,

Décide, à l'unanimité, d'accorder à Mme Ciettina LOMBARDO l'interruption partielle de la carrière demandée.

Mme Lombardo devra faire savoir, pour le 15 septembre 2015 au plus tard si elle désire reprendre ses fonctions au 01 décembre 2015 ou si elle y renonce.

La présente délibération sera transmise en simple exemplaire à la Fédération Wallonie-Bruxelles et double exemplaire à l'intéressée, pour information.

SEANCE PUBLIQUE – OPENBATRE ZITTING

B **Receveur communal.- Prestation de serment.**

B – **Gemeenteontvanger.- Eedaflegging.**

M. le Président/de h. Voorzitter invite M. Bernard De Vos à prêter le serment constitutionnel requis pour son admission au stage en qualité de receveur communal. L'intéressé s'exécute et reçoit les félicitations du Collège et du Conseil communal.

La séance est levée à 20h09. De zitting wordt opgeheven om 20u 09 -

Par ordonnance - Op bevel :
Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,